

## La perte du Land Rhénanie-Palatinat

### Grave revers électoral pour M. Kohl

#### Un avertissement

Le 2 décembre dernier, les élections au premier Bundestag de l'Allemagne réunifiée s'étaient soldées par un triomphe de la CDU et de son chef, M. Helmut Kohl. Pour les sociaux-démocrates et les Verts, ce fut une déroute. Une fois de plus, le chancelier avait donné la preuve de son flair politique. En dépit de l'avis des critiques de ses amis européens - à Bruxelles, Londres ou Paris - il avait mené la réunification au galop. Organiser des élections rapidement avant l'apparition, à l'intérieur, d'une vague de mécontentement social qui aurait menacé les positions des chrétiens démocrates ; et, à l'extérieur, déjouer un éventuel coup de tête des conservateurs soviétiques ; sur ces deux plans, M. Kohl a joué remarquablement.

Après cette période d'euphorie liée à toute une panoplie de promesses à destination de la population de l'ancienne RDA, le douche froide était prévisible. En janvier, la CDU perdait le Land de Hesse. Dimanche 21 avril, elle a essuyé une nouvelle défaite retentissante dans le Land de Rhénanie-Palatinat, fief des chrétiens-démocrates depuis quarante-cinq ans et patrie de M. Kohl.

Ce revers n'est pas une surprise en soi. En revanche, son ampleur et de quel inquisiteur le chancelier et son entourage : la CDU perd près de 7 % des voix par rapport à 1987 et, en dehors des nouveaux Länder de l'Est et de la Bavière, où son allié (CSU) reste aux commandes, elle ne contribue plus à présent que le Bade-Wurtemberg et Berlin.

Cet échec est lié, bien sûr, au morasse économique et social que traverse l'ex-RDA et qui s'aggrave au fil des jours : suppressions d'emplois par centaines de milliers, manifestations ouvrières, catastrophes écologiques, investissements incertains. Il est clair qu'on promet tant d'abord de réaffirmer le rôle fédérateur de l'Allemagne sans toucher aux impôts, puis en faisant marcher arrière il y a quelques semaines, le chancelier fédéral a passablement déçu les Allemands de l'Ouest. Dimanche, il a donc fait les frais de ces engagements non tenus.

La défaite de la CDU en Rhénanie-Palatinat fait basculer la majorité au Bundestag, ou plutôt au SPD. Mais cela ne signifie pas que la deuxième Chambre du Parlement allemand, composée de députés des Länder, ou comportera en opposition systématique de la politique du gouvernement. Il est cependant un point sur lequel le futur président du SPD, M. Björn Engholm, ne transigera pas : les sociaux-démocrates s'opposent à la suppression de l'impôt sur le revenu que le gouvernement voudrait abolir, comme le prévoit la réforme fiscale votée en 1988.

On ne se dirige donc pas vers un affrontement en règle et, pour ce qui est des problèmes de l'Est, les deux grands partis allemands ont d'ailleurs décidé d'examiner ensemble les moyens qui permettraient de sortir l'ex-RDA de la crise. Il n'empêche : le chancelier Kohl vient de recevoir un sérieux avertissement et devra sans doute composer un peu plus avec l'opposition.

M0147 - 0423 0 - 6.00 F



## Pour lutter contre l'échec scolaire

### M. Jospin veut alléger les horaires au lycée

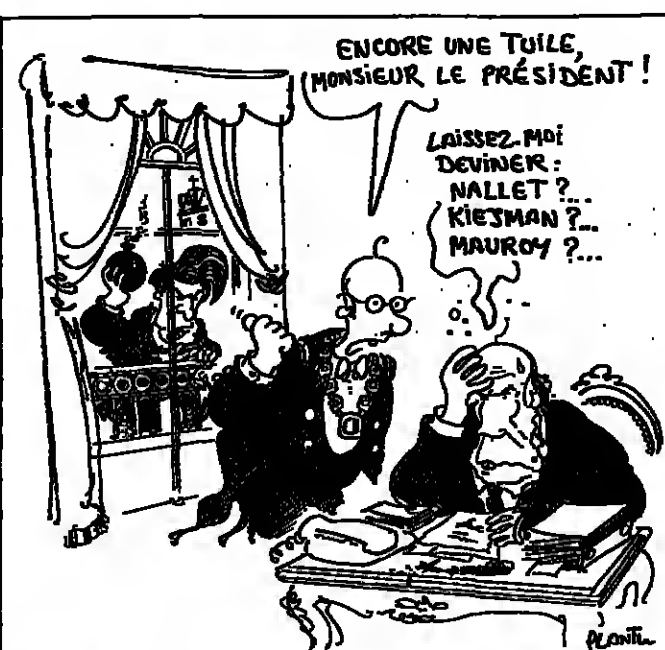
M. Jospin devait rendre publiques, lundi 22 avril, ses « propositions pour la rénovation des lycées ». Ce projet introduirait en classe de seconde, première et terminale, trois heures par semaine de soutien pour les élèves en difficulté. Cela entraînerait une réduction des horaires hebdomadaires classiques et supposerait un allègement des programmes. Après concertation, cette réforme pourrait entrer en application à la rentrée 1992.

Le lycée, estiment la plupart des experts et des acteurs, n'est plus adapté à son nouveau public et à ses nouvelles missions. Tout contribue au dysfonctionnement du système : des cursus déséquilibrés, des filières ségrégatives et très hiérarchisées, des contenus trop cloisonnés rendus plus denses, au fil des années, par l'empilement successif de disciplines nouvelles, des méthodes pédagogiques, enfin, trop exclusivement centrées sur le cours magistral.

Tant que le lycée n'était ouvert qu'à une élite, ces griefs ne pesaient guère. Depuis qu'il est

destiné à accueillir les deux tiers, voire les trois quarts d'une génération, ces traits caractéristiques constituent autant de facteurs de blocage ou d'échec. Au point que le ministre de l'Éducation évoque désormais sans détour son inquiétude : le risque est réel, estime-t-il, que l'ouverture du lycée à 80 % d'une classe d'âge « ne débouche sur une désillusion. Il y a aujourd'hui une contradiction entre une volonté générale de démocratisation et une vision qui est finalement restée élitiste du lycée ».

GÉRARD COURTOIS  
Lire la suite page 16



#### Le retour de M. Chevènement

L'ancien ministre de la défense, qui va tenter de retrouver son siège de député, dénonce les « dérives » de la stratégie française.

page 15

#### Dégel entre les États-Unis et le Vietnam

Washington va ouvrir un bureau à Hanoï.

page 8

#### Les attaques contre M. Gorbatchev

Une nouvelle offensive des conservateurs.

page 6

#### Missiles Scud en Afghanistan

Des centaines de morts dans une ville tenue par la rébellion.

page 8

#### Remaniement ministériel au Canada

Le dossier de la crise constitutionnelle est confié à M. Joseph Clark.

page 6

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40

#### La tension au Proche-Orient

■ L'assistance aux réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak, par DOMINIQUE LE GUILLEDOUX page 3

■ Jérusalem minimise ses divergences avec Washington, par ALAIN FRACHON page 4

■ Israël epré les Scud, par MAREK HALTER page 2

## La Bastille prend Garnier

La nomination d'un « grand coordinateur » annonce-t-elle la fusion des deux Opéras parisiens ?

par Dominique Frérot

A l'Opéra Garnier, ils sont quelques-uns à craindre une OPA déguisée de l'équipe Bastille sur celle de Garnier, à commencer par Jean-Albert Cartier, nommé administrateur général depuis septembre 1989, avec pour mission de développer une saison complète de danse, mission qu'il a plutôt brillamment accomplie.

Il est vrai que outre la nomination de Philippe Belaval à la direction générale des Opéras de Paris - à cheval, donc, sur Garnier et Bastille - celles de William Chatrier, secrétaire général, et de Danièle Cattin, directrice de la communication, fonctions échevaillant également les deux établissements, accablent l'idée d'une mainmise de Bastille sur Garnier. Et la toute récente nomination de Georges-François Hirsch, le patron de Bastille, à la coordination des plannings avec Garnier pourrait provoquer le départ de Jean-Albert Cartier.

A Bastille, l'heure est au black-out. Dans le même temps, Garnier est en ébullition. Le mutisme des uns provoque la passion des autres. Et bien des questions. La nomination d'un « grand coordinateur », en la personne de

Georges-François Hirsch, annonce-t-elle une fusion ultérieure de Bastille et de Garnier ? Jean-Albert Cartier acceptera-t-il sans réagir d'être « coiffé » par celui qui, il y a quelques semaines, n'était que son homologue à la Bastille ? Cette nouvelle péripétie, dans un petit milieu qui en a déjà connu beaucoup, annonce-t-elle un nouveau clash, de nouvelles démissions ? Est-il bien raisonnable, après avoir prôné l'étanchéité de Garnier - temple de la danse - et de Bastille - sanctuaire du bel canto - d'opérer un virage à 180 degrés et de réintroduire de l'opéra à Garnier, alors que l'opinion a eu tant de mal à accepter de ne plus entendre Mozart et Verdi sous le plafond de Chagall ? Et quand bien même ce recul cor-

respondrait au désir profond du public (comme on peut le penser en effet), comment pourrait-il matériellement s'effectuer, avec quelles équipes, itinéraires ou pas ?


Le personnel est sur la défensive alors que le budget de la culture est en récession et que l'énormité de la subvention versée par l'État aux deux établissements lyriques parisiens (600 millions de francs en vitesse de croisière) a fait l'objet d'une polémique récente avec l'opposition (le Monde du 28 mars 1991). Certes, reconnaît Michel Kohl, ancien député CGT, le but avoué de la réorganisation est de permettre des économies substantielles. Mais n'est-ce pas une illusion ?

Lire la suite page 18

# MODIANO

PATRICK MODIANO

## Fleurs de ruine



72 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 780 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 455 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 200 DR ; Islande, 1,10 S ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,80 \$.







# ÉTRANGER

Afin de permettre l'installation de centres pour les réfugiés kurdes

## L'armée irakienne a laissé la place aux soldats américains

Les Irakiens ont finalement autorisé la présence de militaires américains au Kurdistan d'Irak afin d'assurer l'installation et la protection de centres d'accueil pour les réfugiés. Une unité américaine a pu s'établir, dimanche 21 avril, à Zakho, ville que l'armée irakienne a évacuée pour laisser opérer les Américains.

Par ailleurs, un réfugié a été tué d'une balle dans la tête et cinq autres ont été blessés par des soldats turcs lors d'incidents survenus à l'occasion de la distribution de vivres dans un camp situé en Turquie. En Iran, M<sup>re</sup> Danielle Mitterrand s'est rendue auprès de réfugiés kurdes à l'arrivée de l'aide envoyée par son association, France Libertés.

### ZAKHO (IRAK)

de notre envoyé spécial

Certes, le matin, à bord de l'hélicoptère, un CH-46, est un peu tendu lorsqu'il survole le Habour, la rivière séparant l'Irak de la Turquie, dimanche 21 avril. Il charge sa mitrailleuse et épie l'improbable embuscade. Mais c'est désormais une simple formalité.

Depuis samedi, les unités américaines se sont installées dans la vallée. Selon des sources militaires, mille cinq cents marines ont été déployés dans la région de Zakho, située à 22 kilomètres de la frontière. Les soldats ont planté les premières tentes destinées aux réfugiés à la périphérie de la ville, exactement à Tel-Kabir, un village d'où s'échappe une vaste plaine d'herbes hautes piquées de fleurs sauvages, entourée de montagnes.

Bucolique, l'endroit résonne désormais des accents de l'anglais et du Massachussets, des roulements des chars amphibies et des alléluias chantés à pleine gorge par une vingtaine de marines regroupés autour du Père Devine, leur curé.

### « Bienvenue dans ce monde imbécile »

Fidèle à l'imagerie du Far West, celui-ci avait improvisé, dimanche 19 heures, un office religieux, la Bible ouverte au-dessus d'une caisse de ravitaillement tenant lieu d'autel. Entre deux cantiques, le prêtre a,

bien sûr, parlé des réfugiés kurdes, osant la métaphore biblique en rappelant qu'un troupeau avait le droit de vivre rassemblé et de goûter à la paix.

Plus loin, d'autres soldats, allongés les coudes à terre, machonnaient des brins d'herbe en s'étirant sous les rayons du soleil qui allait bientôt disparaître derrière les montagnes. Sur les crêtes, on distinguait les mouvements des Jeeps et plusieurs drapeaux américains flottaient dans la brise. « Ce n'est pas un signe de conquête, précise un soldat, nous espérons seulement que les Kurdes pourront les apercevoir des montagnes. Nos drapeaux vont les rassurer et les inciter à revenir ». Deux soldats au visage d'adolescent écoutent la radio à l'entrée de leur tente, derrière une pancarte sur laquelle ils ont inscrit : « Bienvenue dans ce monde imbécile ».

Une poignée d'habitants du village se sont précipités aux abords du campement. Un homme a interpellé un soldat au volant d'une pelleteuse afin qu'il ausculte son fils. Il lui a montré ses yeux jaunes, imités ses vomissements et demandé des médicaments. Surpris, le soldat s'est esquivé en répondant un diagnostic embarrassé : « C'est à cause de la lumière du soleil... ». Hamed Arab, chauffeur routier de quarante ans, précisait à deux soldats britanniques que, malgré son nom, il est de sang kurde « à cent pour cent ». Il a répondu : « Cela viendra, cela viendra... ».

### « La plaine est grande »

Dimanche, quarante-quatre tentes ont été plantées les unes contre les autres « pour que les familles soient regroupées », explique un lieutenant. Bleues, surmontées d'un toit blanc crème, elles ressemblent à ces tentes familiales de camping dont il ne manquerait plus que le barbecue rangé sous le paravent. Près des moustiquaires, les Américains ont brodé un écusson étoilé représentant une poignée de mains, sous lequel on peut lire : « Offert par le peuple des États-Unis ».

Initialement prévu pour vingt mille personnes, le village de tentes, qui « aura l'air de barbelés », précise de colonel James Jones, commandant des marines basés à Zakho, pourrait accueillir jusqu'à trois cent mille personnes : « Nous en avons les moyens, la plaine est grande, nous pouvons même pousser jusqu'à quatre cents, cinq cents mille personnes. Mais je ne pense pas que ce soit la meilleure solution d'avoir une aussi grande concentration ». Cinq cents gallons d'eau, des couvertures et d'innombrables sachets meal easy to eat, ces rations alimentaires lyophilisées, ont déjà traversé la frontière. « Logiquement, nous sommes en mesure de recevoir les premiers réfugiés », annonce le colonel Jones. Les conditions de sécurité sont assurées. Les soldats irakiens ont fait leurs valises. Nous leur avons demandé de se déplacer à 30 kilomètres au sud et à 50 kilomètres à l'est de Zakho, et ils l'ont fait. Ils n'ont pas été contrain-

tiants. Ils n'en ont pas les moyens », explique le responsable militaire.

Les porte-parole de la base américaine de Sijopi ont nuancé le pessimisme apparent des premières déclarations que le général John Sbalikashvili, commandant des forces américaines engagées dans l'opération « Provide Comfort » avait faites à l'issue de sa rencontre avec ses homologues irakiens, vendredi, au poste frontalier de Habour. Ils ont expliqué qu'une sorte d'accord très pragmatique s'était dégagé entre les forces occidentales et les Irakiens. « Nous leur avons répété que nous intervenions sur leur territoire uniquement pour remplir une mission humanitaire. Nous voulons être sûrs qu'elle se déroulera dans des conditions de sécurité optimales. Ils savent que nous en avons pris les moyens. Ils n'interviendront pas dans notre travail car ce n'est pas dans leur intérêt », disent les colonels de la base.

### Faire preuve de culot

Concrètement, les militaires américains ont dû, dans un premier temps, faire preuve de culot. Samedi matin, plusieurs centaines de soldats ont dû pour remplir une mission présentée sur le pont frontalier de Habour. De loin, ils ont fait des gestes aux gardes irakiens, expliquant qu'ils voulaient couper les barbelés qui traversent l'ouvrage. Les Irakiens ont marché jusqu'au milieu du pont.

Les Américains ont été rejoints quelques minutes plus tard, obsédés par la présence de mines, après avoir soigneusement observé si les Irakiens empruntaient des détours pour éviter celles-ci. Rapidement entourés par une trentaine de soldats irakiens non armés, les Américains ont été accueillis par des « Welcome ». Un Irakien a disposé quelques dattes sur un biscuit qu'il a tendu à un capitaine de l'US Army, ce disant : « Vous voyez, c'est l'un des derniers biscuits faits avec de la farine américaine du temps où nous étions des amis ».

Un autre a proposé d'escorter la délégation pour explorer les berges, véritables champs de mines, dont quelques-unes ont été emportées par la rivière en crue. Les Américains ont émis le désir d'installer une poste de liaison de l'autre côté du pont, en territoire irakien. « OK, no problem », ont répondu leurs interlocuteurs. Et lorsque les démineurs américains ont détecté six charges explosives placées sur le pont sans détonateur, ce sont les Irakiens eux-mêmes qui ont voulu en couper les fils.

« Certains étaient désolés d'être même un peu perdus entre les nouvelles et les anciennes mines accumulées au cours des guerres successives », a témoigné un soldat. Bref, comme l'a précisé le lieutenant-colonel américain Richard Kohli, « il n'y a pas eu de mouvement d'hostilité. Nous avons eu une discussion très franche et très professionnelle. Nous ne nous sommes pas serrés la main en arrivant, mais nous l'avons fait en partant ».

### A Bagdad

## Les négociations se poursuivent entre les autorités et les rebelles kurdes

Les négociations engagées à Bagdad entre le régime de Saddam Hussein et des représentants des rebelles kurdes (le Monde daté 21-22 avril) pourraient aboutir à une rencontre entre ces derniers et le président irakien. Un porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani a ainsi assuré que l'ensemble des formations regroupées au sein du Front du Kurdistan - qui a mené l'insurrection contre Bagdad - s'étaient mis d'accord sur le principe d'une telle rencontre.

Présente dans la capitale irakienne depuis plusieurs jours, la délégation kurde négocie avec les principaux dirigeants irakiens, dont M. Ezzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution - la plus haute instance dirigeante en Irak - M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et ancien chef de la diplomatie irakienne, ainsi que le ministre de la défense, M. Hussein Kamel Hassan. Côté kurde, c'est M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui a pris la tête de la délégation de quatre personnes, selon un porte-parole du PDK.

De précédentes informations fournies par ce parti avaient exclu la présence de M. Talabani à Bagdad (où il ne s'était pas rendu depuis 1984).

Outre M. Talabani, la délégation comprend MM. Nechirvan Barzani, du PDK, Sami Abdel-Rahman, du Parti démocratique populaire, et Rasoul Mamand, du Parti socialiste du Kurdistan. Nechirvan Barzani est le neveu de Massoud Barzani, chef du PDK.

Selon un représentant de l'UPK, les Kurdes « discuteront de l'offre irakienne d'accroître l'autonomie au sein de la structure fédérale de l'Irak et de la promesse d'instaurer la démocratie, le pluralisme et la règle constitutionnelle à Bagdad ». Le porte-parole du PDK a, de son côté, indiqué que les autorités irakiennes se disaient prêtes à « réparer ce qu'ils nomment leur erreur à propos du peuple kurde ». « Nous allons faire valoir que tout accord devra être assorti de garanties de la communauté internationale, de préférence des Nations unies », a-t-il souligné.

Par ailleurs, l'amnistie accordée il y a deux semaines aux Kurdes par les autorités irakiennes s'applique depuis samedi à tous les rebelles du pays, y compris donc aux chefs du Sud, a annoncé l'Agence officielle INA. L'amnistie annoncée le 5 avril concernait les Kurdes, à l'exception de ceux qui seraient reconnus coupables de meurtre avec préméditation, de viol ou de pillage. (AFP, Reuters.)

ment d'exclusion des forces irakiennes de la ville de Zakho. Dans ces ténements où l'un avance et l'autre recule, les marines se sont pourtant emparés avec une grande facilité du quartier général de la 44<sup>e</sup> division irakienne.

Zakho, l'une des villes libérées lors de l'insurrection kurde, très peu touchée par les bombardements, avait encore du mal à retrouver son souffle. Un homme s'est effondré en larmes, expliquant seulement qu'il avait « encore très peur ». Seuls deux ou trois taxis erraient dans les rues désertes; un coiffeur gardait sa boutique ouverte. Zakho, dont la moitié de la population s'est réfugiée dans la montagne, attend le retour de ses habitants.

### « Bush le Hadji »

Les Américains ont prévu de larguer par hélicoptère des milliers de tracts appelant les réfugiés à quitter les montagnes pour venir s'installer dans les vallées irakiennes désormais placées sous leur protection. De petites unités de parachutistes sont prêtes à intervenir pour les guider dans ce deuxième exode. D'autres vont s'attacher à mettre de l'ordre dans l'indescriptible cohorte de voitures qui jalonnent par milliers les pistes de montagne accédant à la frondière turque. « Nous allons réparer les voitures, donner de l'essence », annonce le colonel Jones. Une course contre la montre est engagée. La chaleur qui règne désormais dans la région rend encore plus probables les risques d'épidémie.

Situé au flanc d'une montagne, le camp d'Isikveren s'endort le soir dans une impressionnante nuée blanche de fumée de feux de bois, mais l'odeur des flambées nocturnes ne parvient guère à remplacer celle, pestilentielle, des excréments humains et des viscères des animaux consommés sur place.

La montagne turco-irakienne est aujourd'hui incrustée de têtes de chèvres séchées, aplatis sous les pas des réfugiés. Elle est aussi jonchée de sacs de macédoine de légumes, de poulets au curry et de haricots en sauce largués par les Américains. Ces Américains au sujet desquels la rumeur courtait déjà samedi, à plus de 2 000 mètres d'altitude, qu'ils étaient parvenus à entrer en Irak.

« Pour la première fois ils sont descendus de leurs hélicoptères. Ils nous ont dit que nous pourrions rentrer à la maison dans deux jours. Pensez-vous qu'on peut les croire? », interrogeait, samedi, Isra, une jeune femme de vingt-deux ans, enceinte, logée dans un cimetière de voitures accolées au sommet de la montagne. A quelques mètres, Abdel Aziz, un avocat de trente et un ans, une robe de chambre en cachemire suspendue à l'intérieur de sa tente, hochait la tête en admettant que George Bush était redevenu un Hadji, ce sage qui, à l'image des pèlerins musulmans, inspire le respect.

« Bush le Hadji » : le mot revient sur les lèvres des réfugiés comme aux plus beaux jours du printemps insurrectionnel. Abdel Aziz n'en est pas moins amer : « Les Américains nous aident, mais avec beaucoup de retard ». Dimanche soir, le colonel Garner s'est pourtant autorisé une envolée lyrique : « Aujourd'hui, notre métier est de sauver des vies humaines », et, tosista-t-il, « It's a very good job ».

Pour la première fois, la véritable rencontre entre les réfugiés kurdes et les militaires américains va avoir lieu au camp de Tel-Kabir. Une rencontre physique qui va contraster avec les largages aériens, « chirurgicaux », lotis et quelquefois maladroits, de ces centaines de tonnes de vivres et de médicaments aux notices incompréhensibles. Une rencontre qui demandera certainement quelques jours afin de dissiper les malentendus entre un peuple en exil et ces militaires qui ont successivement porté l'emblème d'une libération, puis celui d'une trahison.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

PARIS-BORDEAUX.

930 km/h.

Vitesse de croisière en Airbus A 300.



Paris Bordeaux. Jusqu'à 13 vols par jour.

AIR INTER

سكوتيا الرحيل



Au Koweït, où il s'apprêtait à faire étape lundi, c'est de la situation dans l'Émirat et sa démocratisation que devait parler M. Baker, ainsi que de la durée du séjour des troupes américaines. Les conversations revinrent sur la question israélo-palestienne à Damas. A la veille de la venue de M. Baker, le journal officiel *Techriteh* a rappelé que pour la Syrie un règlement devait être fondé sur les résolutions 242 et 338 des Nations unies et que ces dernières devaient jouer « un rôle significatif » dans la conférence. — (AFP. AP. Reuters.)

o RWANDA : le multipartisme autorisé à partir du 2 juin prochain. — Le président Habyarimana a annoncé que son pays s'ouvrira au multipartisme dès le 2 juin prochain, a rapporté, dimanche 21 avril, la radio nationale. Le chef de l'Etat a cependant averti que les partis politiques « doivent être conçus pour construire et promouvoir l'unité nationale ».

مكتبة ابن الأثير



# Musée des Arts Décoratifs

## Techniques Dessin

Le design mobilier en Italie 1980-1990

du 24 Avril au 1<sup>er</sup> Septembre 1991

ouvert tous les jours  
de 10h à 18h fermé le mardi

Exposition réalisée par  
Institut Italien pour le Commerce Extérieur  
Assarredo et les Arts Décoratifs  
en collaboration avec Cariplo



مركز الفن الحديث



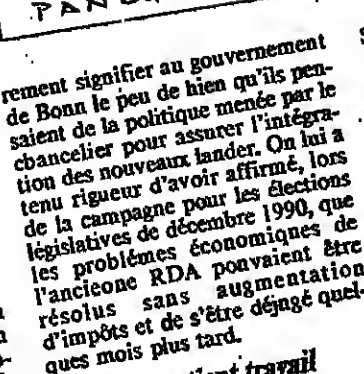
**ALLEMAGNE : sévère avertissement pour le chancelier Kohl**  
**aux élections en Rhénanie-Palatinat**

## ALLEMAGNE : sévère avertissement aux élections en Rhénanie-Palatinat

### Les chrétiens-démocrates ont subi une cuisante défaite

[illegible]

Les électeurs de Rhénanie-Palatinat ont mis fin, dimanche 21 avril, à quarante quatre ans de domination chrétienne-démocrate dans le land d'origine du chancelier Kohl. Le grand vainqueur de la consultation est la Parti social-démocrate (SPD) conduit par M. Rudolf Scharping, quarante quatre ans.



**BONN**  
de notre correspondant

La CDU était préparée à une défaite, mais non à une débâcle électorale de l'ampleur de celle qui est apparue dimanche soir des premières estimations. En passant de 45,1 % des suffrages à 38,7 %, les chrétiens démocrates réalisent leur plus mauvais score électoral depuis la création du Land en 1946. L'engagement du chancelier dans les derniers semailles de la campagne électorale a été insuffisant pour assurer le maintien au pouvoir de la coalition CDU-FDP à Mayence.

rement signifier au gouvernement de Bonn le peu de bien qu'ils pensaient de la politique menée par le chancelier pour assurer l'intégration des nouveaux Länder. On lui a tenu rigueur d'avoir affirmé, lors de la campagne pour les élections législatives de décembre 1990, que les problèmes économiques de l'ancienne RDA pouvaient être résolus sans augmentation d'impôts et de s'être déigné quelques mois plus tard.

Schröder à la génération des « petits-fils » de Willy Brandt, qui sont venus à la politique dans le sillage des mai 1968 et qui se sont saisi à peu près transformés, de turbulents « jussos », jeunes socialistes doctrinaires, en politiciens pragmatiques. Avec sa barbe impeccablement taillée son air sérieux d'intellectuel, M. Rindolf Scharping attire à la SPD des jeunes appartenant à ces nouvelles couches sociales dont le comportement électoral est instable : techniciens, jeunes urbains en

La faible participation électorale (quatre points de moins qu'en 1987) traduit, en revanche, une désaffection des électeurs conservateurs traditionnels pour la CDU, dans les zones rurales et viticoles notamment (le Monde du 20 avril).

## La stratégie du SPD

Rudolf Scharping de-  
vient d'indiquer avec quel par-  
tisan il entend former une coali-  
tion. Il a reçu, dès dimanche soir,  
des offres de services des libéraux,  
qui veulent ainsi conserver leurs  
postes ministériels, et des Verts  
qui voudraient constituer une  
coalition semblable à celle qui  
gouverne dans la Hesse voisine.

Le choix de Rudolf Scharping sera en tout cas un signal, à la veille du congrès du SPD, de la stratégie que ce parti entend mettre en œuvre pour la reconquête du pouvoir à Bonn.

**LUC ROSENZWEIG**

**LUC ROSENZWEIG**

Pour un responsable du FMI

« L'effondrement a commencé »

Un haut responsable du Fonds monétaire international (FMI) qui, tout en requérant l'anonymat, s'adressait dimanche 21 avril à la presse de Washington, a estimé que « l'effondrement a commencé » en Union soviétique, où le produit national brut a chuté de 10,5 % au premier trimestre 1991.

« Nous espérons des réformes, mais actuellement nous sommes incapables de faire la moindre appréciation positive » sur l'évolution en URSS, a ajouté le même responsable du FMI, qui, dans cette arène, a rejeté l'idée d'un aide financière des pays industrialisés à Moscou. « Aucun pays ne peut mettre de l'argent dans un système » qui s'effondre, a-t-il expliqué, ajoutant toutefois qu'une aide humanitaire et une assistance technique « pourraient être utiles ».

- (AFP.)

En progressant de six points, de 38,8 à 44,8 % des voix, les sociaux-démocrates sont désormais les maîtres du jeu. Ils peuvent choisir de gouverner, soit avec le parti libéral (FDP), qui recule légèrement de 7,3 % à 6,9 % des suffrages, soit avec les Verts qui progressent de 5,9 à 6,4 %.

La défaite de la CDU est la conséquence d'une combinaison de facteurs nationaux et régionaux. Les électeurs ont voulu elai-

## ISLANDE : malgré une poussée des conservateurs aux élections, la coalition de centre gauche conserve la majorité

REYKJAVIK  
-tre correspon

Les Islandais ont voté, dimanche 21 avril, en faveur du statu quo. Appelés à renouveler les soixante-deux députés de l'Althing, ce Parlement, les Islandais affirment nettement que pour les Islandais, ce n'est pas l'indépendance qui est en jeu, qu'il faut, au Moyen Âge, le premier pas vers l'indépendance est de valoir leur confiance à la coalition du centre gauche, mais de justesse, puis, elle n'obtient que 32 sièges. Le Parti de l'indépendance (conservateur) en gagne 8 et a 26 députés retrouve les sièges qu'il eut en 1987 à la suite d'une élection dont est issue le Parti des citoyens. Ces conservateurs de droite ont été balayés par les 190 000 citoyens appelés aux urnes, comme onze listes e-

Dans l'ancienne coalition de centre gauche, les sociaux-démocrates avec 10 sièges et les Agrariens avec 13 sièges voient le nombre de leurs représentants inchangé, tandis que les socialistes de gauche gagnent un siège avec dix députés. A peu de choses près, l'échiquier politique de l'Islande est le même qu'en 1983. L'électorat a su gré à l'ancienne coalition de centre gauche d'avoir jugulé l'inflation, même si ce n'est au prix d'une diminution du pouvoir d'achat au cours des trois dernières années. Les citoyens dépendant étroitement du gouvernement ont une perspective d'avenir. Néanmoins, le conservateur. Niðmannafrjálfarinn, chef du parti de l'opposition, M. David Oddsson, maire de Reykjavik, s'il n'a pas obtenu

majorité absolue comme les  
dages le laissaient prévoir, espère  
pourtant pouvoir former le pro-

L'Europe fut au centre de la campagne. L'Islande vend du poisson et achète à peu près tout le reste. Elle souhaite passer du statut de pays tiers à celui de pays à accords douaniers avec la CE. Mais c'est pas candidate à la Commission européenne. Elle est trop minuscule, qui à la fois la fascine et l'obsède et l'effraie. Cette dette de 250 000 ha de terres insulaires les organismes tutaires réduites les organismes tutaires puissants. Le débat sur l'euro est mal engagé, rapidement déglutis par l'europhobie, toutes les forces politiques ou presque protestent de leur patriotisme, et affirmant la menace vis-à-vis du monde extérieur.

GÉRARD LEMARQUIS

**AMÉRIQUES**

# AMÉRIQUES

## CANADA : pour tenter de sortir de la crise constitutionnelle

### Un important remaniement de

# M. Brian Mulroney a procédé à un important

Tandis que le chef de l'opposition québécoise, M. Jacques Parizeau, qui devait rencontrer M. Mittré lundi 22 avril, est venu tester en France l'idée d'un Québec «souverain», le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, a opéré dimanche un important remaniement de son cabinet à Ottawa. L'homme-clé en est M. Joe Clark, ancien secrétaire d'État aux affaires extérieures, qui se voit confier l'épineux dossier de la crise constitutionnelle canadienne, après la démission de son prédécesseur, M. Jean-Jacques Lussier. M. Clark a également pris en charge les dossiers de nouvelles aspirations indépendantistes se font jour dans les provinces francophones.

grand coup pour tenter de reprendre un avantage psychologique auprès de son opinion publique, qui n'accorde plus à sa formation - le Parti conservateur - que 16 % des intentions de vote, à moins de deux ans de la prochaine échéance électorale.

« communauté de communautés »  
que devrait former un Canada beau-  
coup plus décentralisé.

C'est donc sur cette « comité sur M. Clark présidera un « comité sur l'unité du pays » composé de dix huit membres du nouveau gouvernement. Ce comité sera chargé d'élaborer des propositions de réformes constitutionnelles susceptibles de satisfaire d'une fois aux virulentes revendications d'autochtones sur leurs droits politiques et territoriaux, les réaffirmations de provinces de l'Ouest (M. Clark originaire et député de l'Alberta), souhaitent ardemment une réforme du Sénat, et surtout les exigences du Québec, qui de Mulroney s'attendaient à réitéger dans le prochain gouvernement canadien, comme constitutionnel visant à la reconnaissance officielle du français comme « société distincte » a

la seule province francophone  
pays une longue liste de pouvoirs éco-  
nomiques, sociaux et culturels que  
celle-ci juge indispensables pour  
continuer d'affirmer ses particularités.

M. Clark, dont l'expérience acquise  
dans la diplomatie lui sera des plus  
utiles, sera remplacé par M<sup>me</sup> Barbara  
Mc Dougall, récompensée pour un  
parcours sans fente qui l'a amenée à  
prendre en charge l'important pro-  
gramme de réalisations de l'ensemble

gramme de p...  
vateurs puis le ministre  
et de l'immigration. On prête depuis  
quelque temps à M<sup>me</sup> Mc Dougall  
ontarien âgée de cinquante-quatre  
ans, de grandes ambitions en sein

Difficultés économiques  
M. Mulroney change pour la p  
mière fois de grande argentier  
nommant aux finances M. Don  
Mazankowski, vice-premier minist  
qui détenait aussi le portefeuille  
l'agriculture, et remplacement  
Michael Wilson. Critiqué da  
à la fois

ment rigoureux. Loin d'être désavantagé, il hérite d'un énorme minivest, il regroupe l'industrie, le commerce, la technologie et le consommateur extérieur. Il a été particulièrement chargé d'inciter les industriels à améliorer leur productivité pour affronter la concurrence concurrentielle du Canada ». Il aura aussi la délicate tâche de défendre les intérêts de son pays dans la négociation d'un traité de libre-échange entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, qui doit être en juin.

Le nouveau gouverneur M. Michener présente quelques surprises, parmi lesquelles la nomination de M. Marcel Massé, député du Québec, à la défense. Il sera remplacé par M. Perrin Beatty au portefeuille de la Défense.

Breves, député de Toronto, qui devait devenir ministre d'État (équivalent du secrétaire d'État) à l'environnement, est la seule nouvelle figure politique à entrer au cabinet. Elle travaillera sous les ordres de M. Jean Charest, le nouveau ministre de l'environnement, qui a été nommé par le premier ministre chaudière au Canada, M. Charest, député du Québec, avait été élu en 1989 alors qu'il détournait l'attention des sports par sa performance athlétique à un jeune âge, avait travaillé sur la question d'une affaire sportive sur laquelle on devait statuer.

**MARTINE JACOT**

**MONTREAL**

**MONTREAL**  
correspondante

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a procédé, dimanche 21 avril, au plus important remaniement de son gouvernement depuis son arrivée au pouvoir à Ottawa, en 1984. Mis en demeure par le gouvernement québécois de régler d'ici à 1992 la longue crise constitutionnelle dans le sens des aspirations francophones, M. Mulroney a dû frapper un

M. Mulroney, le plus grand tani-  
tari d'éloges sur les qualités  
ancien adversaire, qui fut élu chef du  
Parti conservateur en 1976 à ses  
dépens. Il est même allé jusqu'à quali-  
fier de « visionnaires » les conceptions  
défendues par M. Clark, lorsqu'il fut  
chef du gouvernement canadien pen-  
dant neuf mois en 1979 (avant de  
perdre le pouvoir au profit des libé-  
raux de Pierre Elliott Trudeau), sur la

Une femme  
sur affaires étrangères

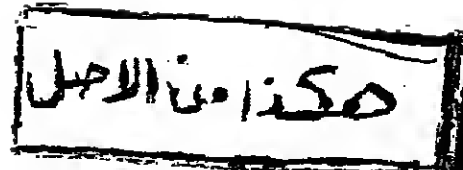
Sous la pression de son opinion publique et de l'opposition indépendantiste, le gouvernement de M. Robert Bourassa a promis d'organiser à l'automne de l'année prochaine un référendum « sur la souveraineté du Québec dans un cadre fédéral », si Ottawa n'accepte pas d'ici là de céder au moins en partie à

M. Durieux, ministre d'affaires sociales, a déclaré qu'il n'avait pas su réduire plus rapidement le déficit budgétaire et qu'il n'avait pas prévu l'ampleur de la récession dans laquelle le Canada est entré il y a un an. M. Wilson, cependant, a déclaré que le gouvernement n'avait pas tenu compte de toutes les possibilités, que l'augmentation des syndicats, qui favorisent l'augmentation des salaires, a contribué au ralentissement économique en appliquant une politique anti-inflationniste par









## DIPLOMATIE

Réunis à Madrid jusqu'au 30 avril

## Les membres du traité sur l'Antarctique s'efforcent de réglementer l'exploitation du sixième continent

Les représentants des trente-neuf Etats, parties au traité sur l'Antarctique (1), se retrouvent à Madrid du 22 au 30 avril pour la deuxième partie de la onzième réunion spéciale, dont la première s'était tenue à Vina-del-Mar, au Chili, du 19 novembre au 6 décembre 1990. Le sujet essentiel des discussions portera toujours sur les modalités selon lesquelles doit être interdite ou réglementée l'exploitation des ressources minérales du sixième continent.

Le 2 juin 1988, après dix ans de difficiles négociations, la convention de Wellington avait été conclue par le consensus des parties consultatives (habituel dans le fonctionnement du traité) pour donner un cadre juridique et technique très strict et très contraignant à l'exploration et à l'exploitation des ressources minérales de l'Antarctique.

Le traité de Washington sur l'Antarctique ne comporte aucune référence aux ressources minérales. Certes, le continent antarctique et l'océan Austral doivent renfermer des ressources minérales, comme les autres continents et océans du monde. Mais 98 % des 14 millions de km<sup>2</sup> du continent sont recouverts d'une calotte glaciaire, épaisse en moyenne de 2 000

mètres; et la glace flue inexorablement.

L'océan Austral est recouvert d'une banquise (la mer gelée) qui couvre une énorme surface pendant l'hiver et ne fond jamais complètement pendant les deux mois d'été, ce qui gêne ou même interdit la navigation; il est infesté d'icebergs (de la glace d'eau douce descendue du continent), parfois gigantesques; il est balayé presque en permanence par de très violentes tempêtes. Son plateau continental est sous 400 à 600 mètres d'eau alors que celui des autres continents n'est qu'à 100 ou 200 mètres de profondeur d'eau. En outre, toute la zone antarctique est très éloignée des régions consommatrices de matières minérales.

## Un Eldorado actuellement inexploitable

Toutes ces conditions uniques au monde font que l'exploration ou l'exploitation des ressources minérales de l'Antarctique est absolument impossible actuellement ou dans un avenir prévisible. Pourtant, ces ressources sont devenues, depuis quelques décennies, dans l'esprit de beaucoup de gens, un véritable Eldorado mythique.

Si bien que les parties consultatives avaient jugé préférable d'établir un cadre juridique et technique pour empêcher qu'il n'importe de faire n'importe quoi n'importe où. Même si le traité a toujours

strictement protégé l'environnement, la faune et la flore (2).

Coup de théâtre avant la quinzième réunion ordinaire des parties consultatives qui s'est tenue à Paris du 9 au 19 octobre 1989: la France et l'Australie déclarent leur opposition totale à la Convention de Wellington et à toute idée d'exploration ou d'exploitation des ressources de l'Antarctique. Au contraire, les Etats-Unis, le Chili et la Grande-Bretagne refusent absolument l'interdiction définitive des activités minières.

A Vina-del-Mar, a été adopté un projet de protocole portant sur la protection de l'environnement et sur la création d'une agence permanente pour l'étude de l'impact des activités humaines sur le milieu antarctique. En revanche, il y a toujours désaccord sur les modalités d'interdiction des activités minières, même si tout le monde approuve l'idée d'une très longue période d'interdiction.

La France et l'Australie, rejointes par la Belgique et l'Italie, puis par quatorze autres pays, proposent une interdiction à durée indéterminée, qui donnerait toute latitude aux générations futures de lever cette interdiction selon les circonstances de l'époque. Pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, appuyés par sept autres pays, l'interdiction doit être à durée déterminée, mais la longueur de celle-ci doit être décidée dès maintenant. De toute façon, la seizième réunion consultative du traité se tiendra à Bonn à partir du 7 novembre.

YVONNE REBEYROL

(1) Le traité de Washington sur l'Antarctique a été signé le 1<sup>er</sup> décembre 1959 par douze pays: Argentine, Australie, Belgique, Chili, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande et URSS, qui en ont été les premières parties consultatives (membres à part entière). Il couvre toute la zone - continent et océan - située au sud du 60<sup>e</sup> parallèle sud. Il est entré en vigueur le 23 juin 1961. Au fil des années, quatorze autres pays: Afrique du Sud, Brésil, Chine, Corée du Sud, Espagne, Finlande, Inde, Italie, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Suède, et Uruguay sont devenus eux aussi parties consultatives. En outre, treize pays: Autriche, Belgique, Canada, Colombie, Corée du Nord, Cuba, Danemark, Grèce, Hongrie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Roumanie, Suisse et Tchèque ont été admis à participer aux travaux de la commission consultative; ils assistent aux réunions sans participer aux prises de décision.

(2) Le traité a été d'ailleurs complété en 1972 par une convention sur la protection des phoques en en 1980 par une convention sur la protection de la faune et de la flore marines.

## A TRAVERS LE MONDE

## CAMEROUN

Six manifestants auraient été tués dans le nord du pays

La tension persiste dans le nord du Cameroun, où de violentes manifestations ont eu lieu au mois de mars. Samedi 20 avril, dans la ville de N'gaoundere, les manifestants réclamaient la libération de quatre détenus politiques arrêtés lors du coup d'Etat manqué contre le président Paul Biya en 1984, et celle de jeunes gens arrêtés dans la ville au cours des nuits précédentes.

Au total, les troubles, ces deux dernières semaines, ont fait une douzaine de morts, certains dirigeants de l'opposition avançant même le chiffre de vingt-neuf victimes. De source officielle, on faisait état, dimanche, d'un seul mort.

D'autres affrontements entre manifestants et forces de l'ordre se seraient également produits, samedi, dans la ville de Banyo, au sud-ouest de N'gaoundere, non loin de la frontière nigérienne, sans toutefois faire de victimes. En revanche, à Garoua, le rassemblement des opposants de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP) eut lieu samedi, sans incident. Pas d'incidents non plus à Douala, la capitale économique, où plus de dix mille personnes ont participé, samedi, à une marche pacifique, organisée par le comité national de coordination des partis de l'opposition - qui regroupe onze des treize partis légalisés. - (AFP, Reuters)

LAURENT ZECCHINI

o SRI-LANKA: 63 morts, dont 22 villageois ont été massacrés par des maquisards tamouls présumés, à Niyadella, dans l'est du pays, ce qui porte à soixante-trois le nombre de personnes tuées au Sri Lanka dans la seule nuit du samedi 20 au dimanche 21 avril, lors d'affrontements liés au séparatisme, a annoncé un porte-parole militaire. - (AFP)

La visite au Nicaragua du souverain espagnol

Le roi Juan Carlos a appuyé la politique de réconciliation de M<sup>me</sup> Chamorro

A la veille du premier anniversaire de son entrée en fonctions, et dans la foulée de son voyage à saine dernière à Washington, le président du Nicaragua, M<sup>me</sup> Violeta Chamorro, a enregistré un nouveau succès diplomatique avec la visite officielle rendue du 18 au 20 avril par le roi Juan Carlos d'Espagne, qui a apporté un appui sans réserve à sa politique de réconciliation avec les sandinistes.

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Dans un discours prononcé devant l'Assemblée nationale nicaraguayenne au cours de sa visite officielle qui s'est achevée le 20 avril à Managua, le souverain espagnol Juan Carlos a appelé la communauté internationale à accorder un «traitement exceptionnel» au Nicaragua et à lui fournir «les fonds nécessaires» pour sortir de sa situation économique. Les efforts de gestion du gouvernement révolutionnaire, près de dix ans de guerre civile et plusieurs catastrophes naturelles ont fait chuter le Nicaragua au niveau de Haïti, le pays latino-américain le plus pauvre. Avec une dette extérieure de 11 milliards de dollars, le Nicaragua est aussi, dans la région, le pays le plus endetté par habitant.

Joignant le geste à la parole, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordoñez, a aussitôt annoncé un crédit de 70 millions de dollars pour contribuer au remboursement de la dette du Nicaragua à l'égard de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, condition indispensable à l'obtention de nouveaux prêts pour la relance de la production. Estimant que le Nicaragua était «la grande priorité» de l'Espagne en Amérique centrale, le ministre a invité la Communauté économique européenne à participer aux efforts en faveur de ce pays. Il a révélé que le Mexique et le Venezuela étaient disposés, eux aussi, à accorder à Managua un crédit-croisé de 70 millions de dollars chacun dans le cadre du montage financier qui sera discuté à Paris le 15 mai par les créanciers du Nicaragua.

Les Etats-Unis se sont déjà engagés à donner 50 millions de dollars, mais le ministre espagnol espère les convaincre d'accorder 25 millions supplémentaires, pour le remboursement des dettes aux deux organismes internationaux (près de 360 millions de dollars). Il ne manquerait plus alors que 75 millions de dollars

qui pourraient être avancés par l'Allemagne, le Japon, Taiwan, les pays scandinaves, les Pays-Bas et la France.

Après les Etats-Unis, qui ont décidé de faire du Nicaragua le premier bénéficiaire de leur aide en Amérique centrale (le Congrès a accordé 541 millions de dollars à Managua pour les années 1990 et 1991), mais les fonds arrivent très lentement, l'Espagne confirme donc sa volonté de maintenir une présence importante dans ce pays d'Amérique centrale malgré la défaite électorale des sandinistes qui avaient pu compter presque jusqu'à la fin sur la générosité du gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez.

Sabotage

sandiniste

La coopération espagnole, déjà très active dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de la pêche et de la formation des cadres administratifs, s'étend désormais à la rénovation des monuments historiques et surtout à la réorganisation de l'armée. Madrid a offert 5 millions de dollars pour contribuer à la réduction des effectifs militaires et à la réinsertion de cinq mille officiers dans la vie civile. Un projet d'école militaire est également à l'étude, malgré l'opposition des partisans d'une abolition totale de l'armée, qui estiment que les Nicaraguayens sont atteints d'une indigestion de vert olive (couleur des

uniformes militaires) après dix ans de régime sandiniste.

Le séjour du monarque espagnol a permis de constater une fois de plus que le processus de réconciliation est encore bien fragile. Pendant que les dirigeants sandinistes se félicitaient dans leurs déclarations publiques de la première visite au Nicaragua d'un souverain de l'ancienne puissance coloniale, ils encourageaient en sous-main les syndicats et diverses organisations contrôlées par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) à saboter les festivités. C'est ainsi que les drapeaux des deux pays installés pour l'occasion sur les principales avenues ont été enlevés pendant la nuit par des commandos sandinistes. De même, l'ambassade d'Espagne est intervenue discrètement mais fermement auprès de l'ancien président Daniel Ortega, qui a été reçu brièvement par le roi, pour faire savoir que Madrid considérerait comme un «geste hostile» la manifestation prévue à Leon (deuxième ville du pays) en vue de protester contre l'extermination des Indiens par les anciens colonisateurs. Le message est d'autant plus facilement passé que le FSLN, déjà très isolé sur le plan international, ne peut pas se permettre d'indisposer les socialistes espagnols au moment où il a besoin de leur appui pour son éventuelle candidature à l'Internationale socialiste.

BERTRAND DE LA GRANGE

Premier signe d'un dégel entre les Etats-Unis et le Vietnam

## Washington va ouvrir un bureau à Hanoï

Pour la première fois depuis la fin de la guerre, les Etats-Unis vont avoir une représentation officielle au Vietnam. Le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen, co Thach, et un émissaire du président Bush, le général John Vessey, ont en effet annoncé, samedi 20 avril, à Hanoï, que les Etats-Unis allaient ouvrir dans la capitale vietnamienne, sur une base temporaire, un bureau chargé d'enquêter sur les Américains portés disparus pendant le conflit. Même si elle ne préfigure pas une normalisation rapide des relations entre les deux anciens ennemis, cette décision n'en revêt pas moins un caractère symbolique.

BANGKOK

de notre correspondant

Déjà chargé par l'ancien président Reagan d'enquêter sur les Américains portés disparus - il restait à ce jour, au Vietnam, 1661 cas non élucidés - le général Vessey a également rendu visite à M. Thach pour savoir ce que Hanoï pense d'un plan de normalisation des relations bilatérales avancé le 9 avril par Washington.

Ce calendrier prévoit quatre phases. Dans la première, Hanoï et ses alliés devraient accepter le plan de paix de l'ONU pour régler le conflit cambodgien. Les Vietnamiens devraient également coopérer étroitement dans la recherche des Américains disparus et accepter de libérer - et de laisser partir aux Etats-Unis - les quelques deux cents officiers de l'ancien régime du Sud encore détenus dans des «camps de rééducation». En échange de quoi, Washington libérerait les restrictions imposées aux diplomates vietnamiens accrédités auprès de l'ONU à New-York, et autoriserait les opérations d'agences américaines de tourisme au Vietnam.

Si tout se passe bien, les Américains accepteraient, dans une deuxième phase, l'établissement de télécommunications entre les deux pays, ainsi que des transactions commerciales, limitées aux produits de première nécessité. Ces mesures faciliteraient, notamment les relations entre plus de huit cent mille Américains d'origine vietnamienne et leurs parents demeurés au Vietnam. Les hommes d'affaires américains pourraient s'installer au Vietnam et y signer des contrats qui, cependant, ne pourraient être réalisés que lors de la troisième phase.

Cette dernière interviendrait six mois après le début de l'application du plan de paix de l'ONU au Cambodge et après vérification internationale du retrait militaire

vietnamien de ce pays. Les Etats-Unis ouvriraient alors un bureau de liaison diplomatique à Hanoï et les Vietnamiens pourraient en faire autant à Washington, qui approuverait certaines demandes de crédits du Vietnam auprès du FMI et de la Banque mondiale.

Dans la quatrième phase, celle de la mise en place d'un gouvernement élu au Cambodge, des relations diplomatiques seront établies entre Washington et Hanoï, au niveau des ambassadeurs. Le Vietnam bénéficiera du statut de la nation la plus favorisée et les Etats-Unis leveront toutes les restrictions imposées aux organismes internationaux de crédit depuis le début de l'embargo américain, en 1979.

Réticences

vietnamiennes

Le Vietnam a refusé, jusqu'ici, de se prononcer publiquement sur ce plan. «Je ne l'ai pas accepté et je ne l'ai pas rejeté», a déclaré samedi, à la presse, M. Thach, à l'issue de ses entretiens avec le général Vessey. Il est vrai que les Vietnamiens ont toujours dit que la question de la normalisation des relations bilatérales devait être indépendante de l'évolution de la négociation cambodgienne.

Le plan américain a de quoi faire grincer quelques dents au sein de la direction communiste vietnamienne. Il contraindrait le Vietnam à accepter, chez son voisin cambodgien, l'application d'un plan de paix qui, aux yeux de Hanoï, privilégie les factions non-communistes locales. On s'inquiète également dans la capitale vietnamienne, mais sans le dire, de l'éventuelle installation d'un régime onusien sur la frontière même du pays. Le calendrier américain amène, en outre, tout espoir d'une normalisation rapide entre les deux pays. Enfin, il transparaît que ce plan, tout en ne faisant guère de concessions aux Vietnamiens, répond à des pressions du Congrès et des milieux d'affaires américains en faveur d'une levée de l'embargo.

La perspective d'une réconciliation américano-vietnamienne, seize ans après la fin du conflit, demeure encore lointaine. Les divergences sur le Cambodge restent le principal point de désaccord entre les deux pays. Toutefois est-il qu'un premier pas vient d'être franchi. Le dialogue entre les deux capitales, épisodique jusqu'à présent, sera nettement plus fourni. Les milieux d'affaires américains et japonais vont davantage pousser à la normalisation, de peur de perdre un marché jugé intéressant. Aucun officiel américain n'a été basé à Hanoï depuis la fermeture, le 12 décembre 1953, du consulat des Etats-Unis. La dernière présence officielle américaine dans le sud remonte au 30 avril 1973, veille de la victoire communiste, quand les Américains, humiliés, avaient quitté en catastrophe Saigon, rebaptisée depuis Ho-Chi-Minh-Ville.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## ASIE

AFGHANISTAN: lors d'une attaque contre une ville tenue par la rébellion

## Des tirs de missiles Scud ont fait plusieurs centaines de morts

Les forces gouvernementales afghanes ont lancé, samedi 20 avril, une attaque massive de missiles Scud sur la ville de Asadabad, située à une trentaine de kilomètres de la frontière pakistanaise, dans la vallée de la Kunar. Selon des indications recueillies auprès de plusieurs sources de la résistance, entre quatre et six missiles ont atteint le centre de la ville, provoquant le mort de plusieurs centaines de personnes, ainsi que de très importants dégâts.

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

Le bilan de cette attaque serait d'au moins trois cents morts et sept cents blessés, selon des estimations provisoires. Les missiles, qui ont probablement été tirés à partir des rampes de lancement situées à la périphérie de Kaboul, se sont succédés entre 16 heures et 18 heures, à un moment de la journée où le principal bazar de la ville est très fréquenté. Celui-ci est, en outre, un marché d'armes réputé dans la province. Plusieurs dépôts de munitions ont été atteints par les missiles Scud, ce qui explique les explosions en chaîne qui se sont produites dans la journée de dimanche.

## De nombreux blessés

Plusieurs centaines d'échappés de maisons ont été détruites, selon des informations recueillies dans les localités pakistanaises proches de la frontière. De nombreux blessés ont été transportés, dès samedi soir, vers les hôpitaux de la région, notamment celui de la Croix-Rouge internationale, à Peshawar (Pakistan). Il est probable que de nombreux civils se trouvent parmi les victimes, tant de nationalité afghane que pakistanaise. La route d'Asadabad est en effet utilisée en hiver par les Pakistanaï qui veulent se rendre dans la vallée de Chitral. Cette opération est la plus meurtrière depuis le début de la guerre, en 1979. Des missiles Scud avaient été lancés en 1988 dans la région de Thorakam, près de la passe de Khyber, faisant soixante-dix morts.

Asadabad, capitale de la province de la Kunar, a été «libérée»

par les moudjahidin à l'été de 1988. Depuis cette date, aucun combat ne s'est déroulé dans la région. La ville est administrée par un «gouvernement islamique» avec, à sa tête, M. Meulvi Jamilur Rehman, chef du Jamaat Aldawat, un parti fondamentaliste proche de l'Arabie saoudite. L'autre influence formation politique dans la région est le Hizb-Islami, de M. Gulbuddin Hekmatyar.

Initiatives

de la paix

L'attaque contre Asadabad intervient trois semaines après la chute de la ville de Khost, située dans la province du Pakhtia, proche de la frontière pakistanaise (Le Monde du 28 mars). En se rendant maître de cette localité, les moudjahidin avaient remporté leur première victoire militaire depuis le retrait de l'armée soviétique, en février 1989. La résistance afghane prépare d'autres offensives contre plusieurs agglomérations tenues par l'armée gouvernementale, et notamment celle de Jalalabad, troisième ville du pays. C'est en fonction de cet objectif qu'elle avait concentré d'importantes forces à Asadabad ces dernières semaines.

Cette recrudescence des combats intervient alors que plusieurs initiatives de paix sont en cours, émanant notamment du gouvernement pakistanaï. Le régime de Kaboul, pour sa part, tente de ramporter des succès militaires afin de pouvoir négocier en position de force. L'attitude de nombreux commandants de la résistance rend cependant aléatoire l'hypothèse d'un règlement politique. M. Maulana Jalaluddin Haqqani, le «vainqueur» de Khost, a ainsi récemment indiqué que la résistance poursuivait son offensive militaire jusqu'à la chute du gouvernement de Kaboul.

LAURENT ZECCHINI

o SRI-LANKA: 63 morts, dont 22 villageois ont été massacrés par des maquisards tamouls présumés, à Niyadella, dans l'est du pays, ce qui porte à soixante-trois le nombre de personnes tuées au Sri Lanka dans la seule nuit du samedi 20 au dimanche 21 avril, lors d'affrontements liés au séparatisme, a annoncé un porte-parole militaire. - (AFP)



Session extraordinaire du Conseil Régional Rhône-Alpes  
19 AVRIL 1991

# La Région prend l'initiative.

**L**e contenu et les modes d'enseignement sont conçus selon un cadre centralisé et uniforme. Ce système ne confie pas aux chefs d'établissements et aux équipes pédagogiques le pouvoir de décision nécessaire pour adapter l'enseignement aux besoins des élèves. Le découragement du corps enseignant, auquel s'ajoute un sentiment de perte de considération, prend une ampleur inquiétante.

Aujourd'hui, la Région Rhône-Alpes prend l'initiative de demander instamment au Gouvernement et au Législateur d'adopter des mesures radicales de décentralisation qui s'imposent, afin de rompre le carcan qui asphyxie le système éducatif.

**L**e nombre de bacheliers augmente chaque année. Les effectifs d'étudiants connaissent une progression sans précédent... et près d'un jeune sur cinq, âgé de 15 à 25 ans, et qui a terminé ses études, est au chômage.

Aujourd'hui, la Région Rhône-Alpes prend l'initiative de mettre en place, en accord avec les lycées, les professions et les rectorats, un système d'orientation scolaire et professionnelle pour les élèves du secondaire, allant de l'apprentissage du choix à la détermination d'un métier, en passant par une véritable connaissance des professions.

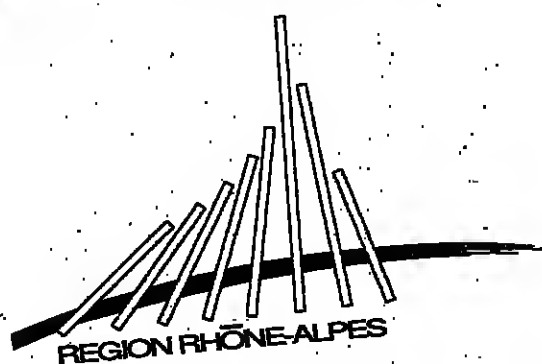
**L**e nombre de jeunes qui terminent leurs études secondaires avec une véritable qualification professionnelle diminue alors que nombreuses sont les entreprises qui recherchent sans succès des professionnels qualifiés.

Par cet ensemble de mesures concrètes, définies dans la continuité des actions qu'elle mène depuis 1986, la Région Rhône-Alpes prend l'initiative de redonner aujourd'hui confiance aux enseignants, aux élèves, aux parents, en montrant que l'on peut poser les problèmes de fond et tenter de les résoudre, en recréant au sein de nos lycées, les liens pédagogiques qui donneront les moyens, à tous les jeunes Rhônalpins, d'obtenir leur "permis de réussir".

Aujourd'hui la Région Rhône-Alpes prend l'initiative de conclure avec les lycées et les professions, un accord de développement, sur plusieurs années, des formations professionnelles en alternance débouchant sur l'emploi.

**L**es jeunes se sentent mal au lycée dans un monde où les adultes ne disposent ni du temps, ni des moyens de les aider en dehors des heures de cours. Aujourd'hui, la Région Rhône-Alpes prend l'initiative d'un programme de réalisation de salles de professeurs, bureaux pour enseignants, salles d'études, foyers des élèves, résidences lycéennes, destiné à donner un cadre convenable à la communauté éducative.

**S**i la famille est la première de toutes les communautés éducatives, on sait trop bien que le "travail à la maison" est un mythe dans bien des cas et que seuls les élèves qui disposent dans leur famille d'un soutien, d'un confort, voire d'une contrainte suffisante, peuvent véritablement travailler chez eux. Aujourd'hui, la Région Rhône-Alpes prend l'initiative. Elle est prête à financer un complément de rémunération pour les professeurs qui, volontairement, s'engageront à assurer une présence significative dans l'établissement au-delà des heures de cours. Elle est prête à assurer le recrutement de jeunes diplômés ou de professionnels, chargés, sous la responsabilité des enseignants, d'études dirigées, répétitions en langues étrangères, tutorat, au-delà de ce que le personnel en place dans l'établissement peut aujourd'hui assumer.



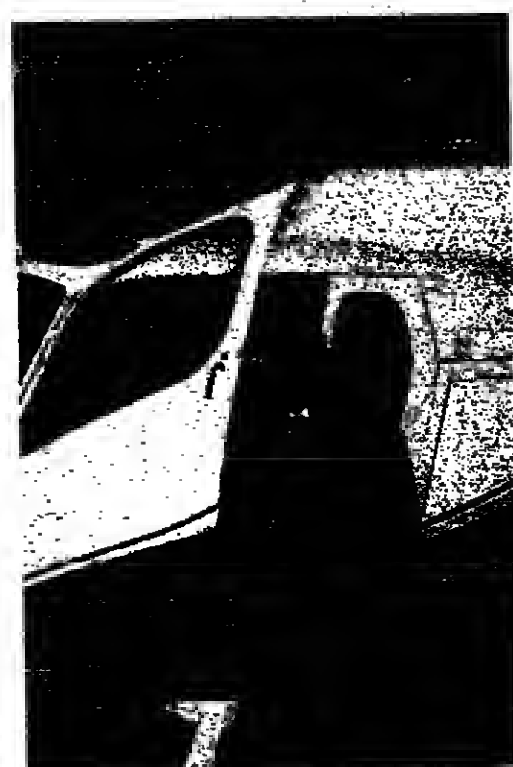
Donnons à tous les jeunes Rhônalpins le permis de réussir.

Pour obtenir le rapport "Permis de réussir pour tous les jeunes Rhônalpins", découper et renvoyer à Région Rhône-Alpes  
"Permis de réussir" BP 19 69751 Chambéry  
Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

هكذا بين الامم

# هكذا من الداخل

10 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •





■ ENTRE LA PASSION ET LA RAISON,  
VOUS CHOISISSEZ QUOI ?

■ LA PASSION.  
PARCE QUE LA PASSION  
A TOUJOURS RAISON.

Les 90 000 femmes et hommes qui travaillent chez ELF AQUITAINE ont un point commun : la passion qui les anime. Ils appartiennent à une grande famille, celle des découvreurs. C'est grâce à cet état d'esprit qu'ELF AQUITAINE vit depuis une trentaine d'années une aventure qui l'a amené à être un groupe compétitif à l'échelle mondiale, travaillant bien sûr dans les hydrocarbures mais aussi dans le domaine de la chimie et de la santé. Le récent contrat d'exploration-production, signé avec l'URSS, prouve que l'aventure est loin d'être terminée. ■

**elf aquitaine**

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

هكذا بين الاصل

## AFRIQUE

# Les bons comptes de la coopération économique France-Maghreb

La guerre du Golfe n'a pas distendu les liens commerciaux. Des partenariats se développent.

Il faudra plus qu'une guerre du Golfe pour distendre les liens économiques tissés entre le Maghreb et la France par l'histoire, la géographie et beaucoup de échanges suivies d'éclatantes réconciliations. Au plus fort de leur engagement aux côtés de Saddam Hussein, Tunis, Alger et Rabat n'ont, à aucun moment, oublié leur inbrication quasi siamoise avec le sud de l'Europe. La France restant leur principal client et fournisseur.

Pendant toute la durée du conflit, Paris s'est employé à réaffirmer ses appuis financiers au Maghreb. La rue de Berzy précisait bien fort que la politique et les affaires étaient entièrement déconnectées. Dans l'entourage de M. Pierre Berégovoy, on plaide aujourd'hui pour des échanges « intenses » et un accroissement des investissements. Le directeur de la DREE (direction des relations économiques extérieures), M. Jacques Despons, insiste sur la nécessité de mettre en œuvre des outils de coopération industrielle, estimant que « les implantations sur place et les transferts de technologie ont aussi beaucoup de sens ». Il regrette même que, dans ces domaines, l'Italie et l'Allemagne dépassent la France.

Au quai d'Orsay, le discours se veut engagé : « Notre intérêt pour l'Afrique du Nord ne s'est jamais démenti », assure le responsable de cette zone, M. Philippe Larioux. Il est indispensable de placer nos relations à l'abri des aléas conjoncturels. « Quant aux chefs d'entreprise, ils constatent avec satisfaction que, dans la période trouble ouverte le 2 août 1990, les autorités du Maghreb ont veillé à la sécurité des biens et des expatriés français. Aucune de nos usines n'a brûlé. Le président tunisien Ben Ali a pris spécialement des mesures de protection à notre égard », affirme M. Thierry Allix, secrétaire général des comités Maghreb au CNPF.

## Créer 600 000 emplois par an

Hormis l'agression mortelle de deux collaborateurs français de La Lyonnaise des eaux par un employé marocain à Casablanca, rien n'est venu amoindrir la volonté de coopération de chaque partie. A titre d'exemple, les flux commerciaux entre la France, la Tunisie et la Libye en 1990 ont progressé de 30 %.

Pour Paris, l'enjeu maghrébin est capital : en termes strictement marchands, cette zone rapporte à la France un surplus de l'ordre de 7 milliards de francs par an, dont 4 milliards tirés des échanges avec

l'Algérie. L'an dernier, celle-ci a remplacé l'URSS comme premier débouché de l'Hexagone hors OCDE. Au CNPF, M. Allix reconnaît qu'on trouve désormais au Maghreb des entreprises offrant une compétitivité comparable à celle de certains pays d'Asie. La vigueur des relations de part et d'autre de la Méditerranée tient ainsi aux possibilités de délocalisation dont peut bénéficier l'industrie française (textile, automobile, agro-alimentaire). Sans oublier le million et demi de Maghrébins travaillant entre Lille et Marseille, ni les 60 000 Français qui ont fait souche en Afrique du Nord.

En contrepartie d'avantages industriels et commerciaux, Paris entend aider le Maghreb à relever deux défis, dont dépendent à la fois son développement et sans doute sa stabilité politique. D'abord, la mise en place d'un tissu d'unités productives, génératrices d'emplois : selon l'Organisation internationale du travail, il faudra en créer 600 000 chaque année d'ici à l'an 2000 pour répondre à la poussée des jeunes dans les sociétés nord-africaines. Ensuite, la promotion d'industries exportatrices capables de rapporter des devises et de résorber les déséquilibres extérieurs, dont l'endettement. « Le processus est bien amorcé en Tunisie et au Maroc. Nous attendons en Algérie que les circonstances locales le permettent », précise M. Larioux.

Parmi les instruments déployés, les protocoles de partenariat visant à financer des entreprises conjointes franco-maghrébines ont la préférence du quai d'Orsay, comme de la rue de Berzy. Si le principe est le principe, le CNPF se montre toutefois prudent devant ces investissements directs : « Comment donner du travail et un pouvoir d'achat aux populations locales ? interroge M. Allix. Les politiques disent : « eh bien, développons le partenariat industriel. Psychologiquement, nos PME sont peu disposées à céder un savoir-faire à des pays qui pourraient mettre les Français à la porte dans les trois ans. Les chefs d'entreprise doivent savoir pourquoi préférer investir au Maghreb plutôt qu'en Turquie, au Portugal ou en Espagne ».

Depuis 1987 pourtant, le Maroc et la Tunisie ont réalisé de grands progrès sur la voie libérale, offrant aux entreprises étrangères des conditions d'accueil jugées « assez satisfaisantes » par M. Allix. « Mais nos entreprises sont encore sceptiques », déplore-t-il. Elles paraissent mal informées sur le récent processus de libéralisation.

L'évolution la plus méconnue concerne l'Algérie. De la période 1984-1988, marquée par le contentieux sur l'accord gazier, les hommes d'affaires français gardent le pire souvenir : des tracasseries adminis-

tratives, des impossibilités de transferts des bénéfices, des arrêts de paiement en cascade pour Bouygues, Fougères, SAE ou les Chantiers modernes sur des grands travaux de logements, de chemins de fer et de pistes d'aéroports. En partie garantis par la COFACE (1), tous ces contrats mal honorés prirent un tour politique jusqu'au « compromis réaliste » de janvier 1989 entre Gaz de France et la SONATRACH algérienne sur le prix d'importation du gaz par la France (2). Depuis lors, l'Algérie a multiplié les signes d'ouverture et de bonne volonté, malheureusement édulcorés par la guerre du Golfe. La loi sur la monnaie et le crédit, votée en juin 1990, s'accompagne d'un code d'investissement sans restriction pour l'implantation des entreprises étrangères en Algérie. Des sociétés françaises peuvent désormais s'y installer sans associer de capitaux du pays d'accueil et rapatrier entièrement leurs bénéfices.

Le projet de convertibilité partielle du dinar vient renforcer le désir d'en finir avec une économie centralisée, tatillonne, où l'administration exerce un contrôle total et paralysant.

## « Nous avons perdu pied en Algérie »

Mis à part les quelques contentieux subsistants, notamment avec certaines banques françaises, l'Algérie est en quarantaine en attendant l'issue des élections législatives anticipées de juin. « Nous perdons du temps », regrette M. Allix. Le partenariat se prépare à moyen terme. Or, nous constatons qu'en Algérie des choses bougent. Il se crée des organisations professionnelles et consulaires. Il faut, dès à présent, repérer les bons interlocuteurs dans ce pays. Nous avons perdu pied en Algérie. Il existe un monde des affaires qui ne maîtrise plus. Le nouveau cadre juridique est en place. Il reste à l'appliquer. En janvier 1989, la France a accordé un soutien de 7 milliards de francs à Alger, dont 4 milliards d'aides (utilisées moitié-moitié en 1989 et 1990) et 3 milliards de crédits.

Parallèlement, des initiatives de partenariat ont engagé Rhône-Poulenc, Bull, Total et d'autres. Mais de 48,3 milliards de francs en 1984 (leur sommet), les échanges franco-algériens se sont contractés à 31 milliards de francs l'an dernier. Nombre de sous-traitants et de PME françaises se disent volontaires pour élargir sur le protocole algérien. A condition d'y voir plus clair et de recevoir une meilleure information.

Le partenariat avec la Tunisie continue de se développer sans heurt.

## AFRIQUE DU SUD : des Afrikaners en quête d'une Terre promise

### Orania la blanche

ORANIA

de notre envoyé spécial

« Je hais Nelson Mandela ! » La quarantaine alerte, short et chemise beige, l'uniforme des fermiers boers, Robbie ne mâche pas ses mots. « Mais Mandela se bat pour les siens. Pas de Klerk, lui ne représente plus les Blancs. Il a trahi notre cause », explique cet éleveur de Bloemfontein dont la famille est installée sur les mêmes terres depuis trois générations.

Il a une petite centaine d'années, le sacro-saint barbe des Sud-Africains, à communier dans la haine des Noirs, des métis, bref, des non-Afrikaners... Car être blanc n'est plus forcément un atout suffisant. Il faut être afrikaaner à Orania, village fantôme à 160 kilomètres au sud-ouest de Kimberley, sur la berge du fleuve Orange où une poignée de réfractaires à toute idée de cohabitation commencent à s'installer.

« Vous avez les cheveux longs - sous-entendu non crépus - et vous semblez être blancs », ça pourrait passer, constate Robbie. Mais il ajoute, avec ironie : « Si vous parlez l'afrikaans et vous engagez à défendre la langue, notre culture et notre religion, alors bienvenue ». Lui-même n'est là que par curiosité. Il est venu de Bloemfontein avec deux couples d'amis pour « voir ». Car il ne sait pas « de quel demain sera fait ».

## « La partition, c'est la liberté »

Orania, c'est l'espoir pour ces militants d'extrême droite, partisans de la sécession et de la création d'un homelands, une nation, pour les Blancs. Geste qui devrait donner naissance à l'« Orandia », une utopie sortie des cartons de l'Afrikaner Volkswag (AV), « organisation culturelle pour la sauvegarde du peuple afrikaaner », dirigée par un ancien professeur de théologie, le pasteur Carel Boshoff.

La Terre promise, c'était à l'origine un bon tiers de l'Afrique du Sud et la partie la plus méridionale de la Namibie. Pour cause d'indépendance namibienne, le pasteur Boshoff a dû réviser l'« Orandia » à la baisse et convenir que le nord de la province du Cap et une fraction de l'Etat libre d'Orange suffisaient finalement assez bien aux appétits frugaux des Afrikaners. Car, loin de convoiter les meilleures terres ou les régions riches en or et en diamants, les militants de l'Afrikaner Volkswag ont jeté leur dévolu sur l'ouest du pays, parfois aride, voire désertique.

La frugalité s'explique cependant. Si les néomais de l'AVB, dirigés par Eugène Terreblanche, revendiquent le Transvaal et l'Etat libre d'Orange, les deux anciennes Républiques boers, où ils sont prêts à accepter la présence de travailleurs noirs - « à condition qu'ils n'aient pas de droits politiques » - le pasteur Boshoff et ses inconditionnels veulent un Etat strictement blanc. « Vous comprenez bien qu'aujourd'hui il n'est plus imaginable de déplacer dix ou douze millions de Noirs », explique-t-il, non sans regret. La sagesse aussi a ses rails.

ÉRIC FOTTORINO

(1) Organisme public chargé de garantir les risques à l'exportation hors de contrats d'entreprises françaises à l'étranger.

(2) L'accord signé en 1982 dans des conditions très favorables à l'Algérie réduisit le prix du gaz à un panier de huit pétroles bruts. La chute des cours de l'or noir et l'abandon des prix officiels de l'OPEP en 1986 firent cependant tourner le mécanisme au désavantage des Algériens. Ces derniers firent alors une nouvelle formule de prix que Gaz de France refusa d'appliquer. L'accord de 1989 a redonné aux échanges gaziers franco-algériens une base commerciale et moins politique, tout en apaisant le fossé cumulé depuis 1982.

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne et l'Europe de l'Est  
Livres russes  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Dernière de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourme, gérant.

## Le Monde

### PUBLICITE

Jacques Lesourme, président  
François Huguet, directeur général  
Philippe Dupon, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. : 45-55-94-70 Société civile  
du journal Le Monde et Rigue Presse SA

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au : 01-40-65-29-33

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-40-33-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voies normales y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	700 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 360 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné  
de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonné. PP Paris RP

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourme, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Frenet  
directeur de la rédaction  
Jean-Pierre Gauthier  
directeur de la gestion  
Maurice Luchet  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amahie  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)

Thomas Farnoczi  
Philippe Harvenon  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1988)  
Jacques Fauvet (1989-1992)  
André Laurendeau (1992-1995)  
André Fontaine (1995-1997)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-60-30-10

« D'ici à la fin de cette année, nous allons demander l'autonomie (de l'Orandia), suffisamment pour accueillir le moment venu les deux millions et demi d'Afrikaners », affirme un émile du pasteur Boshoff. « Dans cinq ans, nous serons complètement indépendants et dans quinze ans, nous serons le pays le plus prospère d'Afrique », professe à l'attention des sceptiques. Confiance partagée par le gourou de l'Orandia. « Les Afrikaners sont capables de relever tous les défis », estime Carel Boshoff en concluant, prophétique : « Dans quelques années, Orania sera la Silicon Valley de l'Afrique australe ».

Propos rassurants, mais pas suffisamment convaincants pour Robbie, éleveur de bœufs et de moutons et membre du Parti conservateur, inquiet des changements en cours. « Je suis viscéralement anticomuniste et anti-gouvernement. Je suis pour la démocratie et le développement séparé », explique-t-il. Orania est certainement la seule chance pour les Afrikaners qui ne veulent pas être gouvernés par des Noirs et entraînés irrémédiablement dans le tiers monde. Mais le jeune éleveur, qui, en février, occupait le centre de Pretoria avec des milliers d'autres fermiers, prépare un voyage exploratoire de quarante-cinq jours aux États-Unis et au Canada, pour voir si, « par miracle », un avenir meilleur ne se dessine pas pour lui de l'autre côté de l'Atlantique.

FRÉDÉRIC FRITSCHER





هكذا من الاعمال

14 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

**Sondage Médiamétrie 75000 (Janvier/Mars 1991) RTL toujours en tête.**

# RTL

# 10<sup>ème</sup> année de succès

En 10 ans, la radio a beaucoup changé  
puisque 1800 nouvelles stations sont nées.

En 10 ans, le monde a beaucoup évolué  
avec ses découvertes, ses conflits, ses progrès.

En 10 ans, RTL aussi a beaucoup changé et évolué.

Sauf sur un point :  
**RTL est la 1<sup>re</sup> Radio de France**  
depuis Janvier 1982\* sondage après sondage, après sondage...

\*Source Médiamétrie, CESP.







سكنا من الاجل

## SOCIÉTÉ

### ÉDUCATION

#### La réforme des lycées

## M. Jospin veut alléger les horaires

Suite de la première page

Les propositions de M. Jospin, élaborées avec un luxe de précautions, ont précisément pour ambition de surmonter cette contradiction. Elles visent en effet à multiplier les dispositifs d'aide aux élèves en tenant compte de leur hétérogénéité croissante d'origine et de niveau. Elles ont d'autre part pour ambition de simplifier, de clarifier et d'alléger les filières de formation du lycée afin d'offrir aux lycéens des parcours plus cohérents et mieux équilibrés.

#### Trois heures de soutien

Le projet le plus original consiste à inscrire dans l'emploi du temps hebdomadaire des élèves de seconde, de première et de terminale, dans toutes les filières, trois heures « obligatoirement réservées à l'apprentissage du travail personnel et à l'aide pour combler les lacunes dans certaines disciplines ». Il s'agit clairement d'inciter les enseignants à diversifier leurs pratiques pédagogiques et à consacrer un temps non négligeable à un tutorat plus personnalisé permettant d'aider les élèves en difficulté, de favoriser des méthodes de travail personnel ou collectif, ou encore d'approfondir telle ou telle question. « Pour la première fois, au lycée, souligne le projet ministériel, il y aura un temps reconnu et organisé pour l'assimilation des connaissances ».

Ces « modules » de formation permettront, en classe de seconde, d'approfondir quatre disciplines décisives pour la culture générale (français, mathématiques, langue vivante I et histoire-géographie). En classe de première, les « modules » seront organisés dans les trois matières principales (« dominantes ») par exemple français, langue vivante et histoire-géographie en première littéraire, maths, physique-chimie, biologie ou technologie en première scientifique. En terminale, enfin, l'élève choisira ses trois heures de « modules », dans deux des trois disciplines majeures qui lui seront proposées (par exemple philosophie et histoire-géographie en terminale littéraire). Dans les filières technologiques (industrielles ou tertiaires), les modules seront choi-

sis, en première, parmi la discipline générale (français, maths, histoire, etc.) et, en terminale, parmi les disciplines professionnalisées.

L'organisation précise de ces modules d'approfondissement ou de soutien sera laissée à l'initiative des enseignants. Le projet fixe seulement deux règles générales : ces

on reproche au système français la surcharge générale des emplois du temps. En outre, les trois heures hebdomadaires de « modules » imposent une réduction des horaires de cours classiques si l'on ne veut pas alourdir encore l'emploi du temps des élèves. Le projet fixe, pour chaque filière et chaque niveau, les nouveaux horaires proposés. Dans les filières technologiques, les horaires, qui peuvent aujourd'hui monter jusqu'à près de quarante heures hebdomadaires, seront ramenés à 35 heures maximum, modules inclus. Dans les filières générales, la surcharge des horaires tient surtout à la multiplication des options dont le nombre sera réduit : une seule option sera possible en classe de première et

chaque discipline est grande. Le remodelage précis des programmes est renvoyé à des « groupes techniques disciplinaires » qui s'attacheront notamment à mieux fixer, pour chaque matière, les objectifs propres à chaque niveau et qui préciseront, en outre, dans chaque cas, les méthodologies souhaitables.

#### Clarification et rééquilibrage des séries

L'un des objectifs fondamentaux de la rénovation proposée consiste à améliorer l'orientation des élèves en clarifiant et en rééquilibrant les grandes filières et les différents séries du lycée. Il est ainsi proposé, pour l'enseignement général, de regrouper les séries actuelles (de A à E), en trois grandes voies de formation : Littéraires (L), Économique et sociale (ES) et scientifique (S fusionnant les trois filières C, D et E actuelles). Pour éviter que ces filières ne soient détournées de leur rôle, elles seront mieux caractérisées : dans chacune d'entre elles, les matières dominantes représenteront au moins 60 % des coefficients des épreuves du baccalauréat (contre à peine 50 % pour les disciplines proprement scientifiques dans l'actuel bac C).

Dans l'enseignement technologique, la simplification du paysage n'est pas moins nette avec la création de trois grandes séries : sciences et techniques tertiaires (STT), sciences médico-sociales (SMS) et sciences et techniques industrielles (STI), cette dernière présentant néanmoins des spécialités bien définies (mécanique, électronique, chimie, etc.). En outre, pour renforcer l'image souvent malmenée des filières technologiques, le projet précise que les horaires d'enseignement général seront renforcés dans les filières techniques et professionnelles.

#### Pas de modification du bac avant 1995

L'avenir du baccalauréat est la grande inconnue du projet. Il est évident que le remodelage proposé par M. Jospin ne peut que modifier l'organisation actuelle du baccalauréat. L'équilibre des séries et des coefficients, voire les méthodes d'évaluation. Mais le ministre de l'Éducation évite soigneusement d'évoquer des solutions précises, notamment les propositions de contrôle continu partiel évoquées ici ou là. Si le projet actuel est adopté, il ne sera mis en service, en classe de seconde, qu'à la rentrée 1992 et ne pesera pas sur l'organisation du bac avant la session de 1995. D'ici là, M. Jospin entend développer une réflexion et une concertation spécifiques.

GÉRARD COURTOIS



trois heures hebdomadaires ne s'effectueraient jamais en classe complète. En seconde, elles bénéficieraient d'une « dotation horaire professeur » de six heures en seconde, de quatre heures en première et de cinq heures en terminale. Autrement dit les enseignants auront les moyens, pendant ces modules, de travailler avec des groupes allégés. D'autre part, afin de ne pas être détourné de son objectif, le contenu des modules ne sera pas lié à un programme, au sens strict, et ne sera pas sanctionné par un examen final.

#### Trente-cinq heures maximum

La réduction des horaires s'impose, aux yeux du ministre de l'Éducation nationale, pour deux raisons. D'une manière générale,

de terminale (par exemple, pour une troisième langue vivante, les langues anciennes ou l'enseignement artistique); seule la terminale littéraire pourra présenter deux options, dont une de français.

#### Contre l'empilement des connaissances

Rendu indispensable du fait de l'allègement des horaires, l'allègement des programmes est en outre jugé nécessaire pour lutter contre l'empilement des connaissances mal maîtrisées. Pour le ministre de l'Éducation, il est essentiel de réduire les programmes dans certaines disciplines pour permettre aux élèves de « travailler mieux » de façon plus progressive et plus méthodique. Mais M. Jospin reste très prudent sur ce point, tant la susceptibilité des enseignants de

## Parier sur les enseignants

par Gérard Courtois

M. JOSPIN a donc fini par sauter le pas. Après deux ans et demi de réflexion et de reports, où beaucoup de mauvaises surprises voyaient surtout le souci de gagner du temps avant l'heure de choix décisifs, le ministre de l'Éducation nationale semble décidé, cette fois-ci, à engager la « rénovation » du lycée. Ce terme même de « rénovation » traduit bien la prudence de sa démarche. On le comprend. Ses trois prédécesseurs, depuis dix ans, ont vu leurs projets de réforme s'enliser, sans suite et sans gloire. Inuit par tant de tentatives avortées, M. Jospin fait donc assaut de modestie. Pas question, plaide-t-il volontiers, de vouloir tout chambouler au risque de tout paralyser. Pas question de céder à des tentations doctrinales pour maîtriser les évolutions complexes des lycées. Mieux vaut, assure-t-il, adopter une « démarche pratique qui tient compte des réussites et des faiblesses du système actuel ».

Ce pragmatisme affiché lui permettra-t-il d'évancer là où MM. Savary, Chevènement et Monory ont piétiné ? Le scepticisme est de rigueur en la matière. Mais M. Jospin dispose de quelques atouts. Il bénéficie, tout d'abord, du consensus général sur la nécessité de faire évoluer le lycée pour l'adapter à des missions et à un public de plus en plus diversifiés. Faut-il une transformation aujourd'hui, l'on risque de conforter, demain, un sys-

tème excessivement compartimenté, inégalitaire et explosif. Tout le monde ou presque en convient.

Deuxième atout : le ministre sème ses propositions sur un terrain déjà profondément labouré. Et en présentant un projet moins spectaculaire et moins traumatisant, à bien des égards, que celui du Conseil national des programmes, il peut espérer apparaître plus raisonnable et plus rassurant.

Troisième atout, où certains verront au contraire un manque d'audace, la projet présente aussi des sujets de controverse les plus épineux : la réforme des baccalauréats. Dans les deux cas, le ministre propose prudemment de poursuivre la réflexion dans les prochains mois.

En réalité, la réussite du pari lancé aujourd'hui dépendra pour l'essentiel de l'attitude des enseignants. Ou bien ils joueront progressivement le jeu, multiplieront les expérimentations pour diversifier approches et méthodes pédagogiques, bref pour mieux prendre en compte l'hétérogénéité de leurs élèves. Ou bien, comme souvent jusqu'à présent, ils s'écarteront sur leurs disciplines et leurs horaires, sur une pédagogie magistrale et univoque, et sur une évaluation inéquitable du niveau de leurs classes. Dans ce cas, la « rénovation Jospin » ferait long feu.

### ENVIRONNEMENT

#### De l'oxygène pour Mexico

Dix cabines équipées pour fournir de l'oxygène aux passants seront prochainement installées dans les rues de Mexico par le Mouvement écologiste mexicain. Elles permettront de soulager les personnes souffrant d'insuffisances cardiaques et respiratoires. Situées à 2 240 mètres d'altitude, Mexico est aussi l'une des villes les plus polluées du monde. La goulée d'oxygène coûtera l'équivalent de 8 francs. — (AFP.)

### J.-P. Piriou

#### L'indice des prix

### REPÈRES

Ch. Ducos et P.-B. Joly  
Les biotechnologies

### REPÈRES

M. Arlaud  
Les médecins

### REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres  
LA DÉCOUVERTE

### REPÈRES

#### JUSTICE

#### Le blanchiment de l'argent sale dans les casinos

Quatorze des quarante suspects français et italiens qui avaient été interpellés dimanche 14 et lundi 15 avril, à Paris, Marseille et sur la Côte d'Azur, puis placés en garde à vue, à Nice, dans le cadre d'une vaste opération de police franco-italienne anti-Camorra (la mafia napolitaine) (Le Monde du 17 avril), ont été présentés, vendredi 19 avril, au juge d'instruction marseillais Jean-François Sampieri.

Elles sont soupçonnées d'appartenir à un réseau international spécialisé dans le blanchiment de l'argent « sale » par le biais d'investissements dans des casinos et des sociétés immobilières de la Côte d'Azur.

Cette affaire est qualifiée d'« énorme mais délicate » par le procureur de la République de Marseille, M. Olivier Droget. Parmi les quarante personnes poursuivies dans cette procédure, figure, notamment, le chef présumé de la « Nouvelle Famille » napolitaine, Michele Zaza, quarante-six ans, surnommé « l'Imperator » qui avait été arrêté, le 15 mars 1989, à Ville-neuve-Loubet, près de Nice.

#### Appel à minima contre les docteurs Lagarde et Roquette

Le parquet ainsi que les deux parties civiles, le conseil départemental de l'ordre des médecins et le conseil national de l'ordre des pharmaciens ont décidé de faire appel du jugement rendu le 10 avril (Le Monde du 13 avril) par le tribunal correctionnel de Nice dans l'affaire concernant deux médecins des Alpes-Maritimes, spécialisés dans le traitement du cancer, les docteurs Philippe Lagarde et Augustin Roquette.

Ceux-ci avaient comparu pour escroquerie et exercice illégal de la médecine et de la pharmacie, mais le tribunal avait annulé le procès-verbal pour trois violations du code de procédure pénale. Si la cour d'appel d'Aix-en-Provence réformait le jugement, l'affaire serait renvoyée devant le même instance pour être jugée au fond.

Dans le cas contraire, le parquet pourrait éventuellement ouvrir une nouvelle information. En vertu de son pouvoir d'évocation, la cour d'appel peut également décider, elle-même, de statuer au fond.

#### Double inculpation après un vol de dossiers à Nancy

M. Jean-Christophe Tresselt, trente ans, conseil juridique en entreprise, a été interpellé par les policiers du SRPJ de Nancy, qui ont la conviction d'avoir trouvé le commanditaire d'un audacieux coup de main perpétré en septembre 1990 à la Cité judiciaire de Nancy : douze tomes d'un important dossier financier avaient disparu et des cotas avaient été subtilisées dans une affaire de nomades cambrioleurs.

Le dossier financier, c'était celui de Jean-Christophe Tresselt. On lui reprochait des escroqueries au crédit pour 9 millions de francs. Les enquêteurs nancéens s'intéressaient aussi aux bénéficiaires du cambriolage. Plusieurs membres d'une famille de nomades étaient ramis en liberté par le chambre d'accusation de la cour d'appel.

Pou à peu, les policiers acquiescent la certitude que le cambriolage ne pouvait être l'œuvre de ces nomades et se tournaient vers Jean-Christophe Tresselt et Francis Bastien, un gendarme nancéen qui aurait servi d'intermédiaire. Ce dernier a été aussi interpellé à Nice. MM. Tresselt et Bastien ont été inculpés, samedi 20 avril, à Nancy, par le juge Béatrice Imassi.

#### Interpellation du nationaliste basque Richard Irazusta

Soupçonnées d'être liées à la douzaine d'attentats perpétrés depuis novembre dernier contre des opérations immobilières, par les nationalistes basques du groupe Iparretarrak, deux personnes étaient toujours en garde à vue à Bayonne lundi matin 22 avril. Leur interpellation est consécutive à l'explosion d'une bombe vendredi 19 avril, qui a endommagé fortement les bureaux d'un petit promoteur biarrois.

Dans un garage de Biarritz, les enquêteurs de la police judiciaire de Bayonne ont découvert tout le matériel utilisé par les artificiers d'Iparretarrak. Le garage ainsi que la maison attenante étaient administrés par un organisme de Bayonne dépendant de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

La personne qui s'occupait de les louer à des familles en difficulté était M. Richard Irazusta, 33 ans, membre de la direction du parti nationaliste EMA dont les thèses sont proches de celles d'Iparretarrak. Candidat aux dernières élections législatives et cantonales, il était depuis quelques années l'interlocuteur des pouvoirs publics et avait rencontré M. Pierre Joxe alors en charge du ministère de l'Intérieur. M. Irazusta affirme tout ignorer du matériel entreposé dans ce garage qu'il aurait loué à un artisan peintre des environs de Bayonne, M. Pierre Garcia.

L'interpellation de M. Irazusta a causé un vif émoi dans les milieux judiciaires de la côte basque où son action auprès des notables des jeunes drogues était fort appréciée. De son côté, les instances du parti EMA dénoncent cette arrestation et accusent les autorités d'avoir monté une machination pour discréditer leur représentant. — (Corresp.)

### CATASTROPHE

#### Sept morts après l'effondrement d'une église

Sept morts, une douzaine de blessés, dont trois gravement atteints : l'effondrement, samedi 20 avril, de la voûte de l'église de Pompiègne (Tarn-et-Garonne), lors d'un concert de musique classique, a semé la consternation dans cette bourgade de sept cents habitants.

Carrée comme une forteresse de briques rouges, surmontée d'un clocher, l'église de Pompiègne a été construite au dix-neuvième siècle. C'est la voûte de la nef centrale bâtie au début du siècle avec des briques crues et recouverte de plâtre qui s'est effondrée, fauchant les auditeurs des premiers rangs. L'église avait bien subi quelques menus travaux de rénovation il y a trois ans mais la construction semblait saine. L'association Les amis de la musique y organisait régulièrement des concerts. Le lieu était même apprécié pour son acoustique.

Une enquête est en cours sur l'origine de l'accident. Certains ont avancé comme explications les variations de température et le travail de la grande sécheresse de l'été dernier, peut-être des vibrations sonores. — (Corresp.)

3 000 personnes faisaient devant le réveil de deux volcans aux Philippines. — Plus de 3 000 habitants de Luzon, l'île principale des Philippines, ont fui leurs villages devant les manifestations de réveil de deux volcans, le Pinatubo et le Taal, situés respectivement à 80 kilomètres au nord-ouest et à une cinquantaine de kilomètres au sud de Manille. Ces départs ont été des décisions volontaires, la Commission de volcanologie des Philippines n'ayant pas encore donné d'ordre d'évacuation en dépit des dizaines de petits tremblements de terre qui se produisent chaque jour dans le voisinage des deux volcans. — (AFP.)

### Deux ans de réflexions

Rarement projet de réforme aura été entouré d'un tel luxe de précautions. Les propositions formulées par le ministre de l'Éducation nationale s'inscrivent en effet dans le prolongement de la « réflexion sur les programmes » lancée dès la rentrée 1988 et pilotée pendant toute l'année 1989 par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros.

Fort des travaux de ces « sages », le ministre de l'Éducation nationale avait ensuite installé, en février 1990, le Conseil national des programmes qui lui a remis, depuis, deux rapports

sur les filières générales puis technologiques et professionnelles du lycée (Le Monde du 24 novembre 1990 et du 21 mars 1991).

Entre-temps syndicats d'enseignants et associations de parents d'élèves ont fait connaître leurs propositions et ont pu les exposer à l'occasion de plusieurs séances du Conseil supérieur de l'Éducation, au cours des derniers mois.

Ces réflexions ont été ensuite largement partagées et sur lequel s'appuie le projet de rénovation de M. Jospin.

Jeunes - Etudiants - Séjour en famille  
**UN MOIS AUX U.S.A. : 4 900 FRANCS**  
Transport facultatif - tarif de groupe - Californie ou Virginie  
Stages analogues en Campus aux U.S.A. ou à Oxford en Angleterre  
Pour recevoir gratuitement une brochure contactez :  
**BRITISH EUROPEAN CENTRE**  
5, RUE RICHERMANSE - 75008 PARIS - TEL : (1) 42.60.35.57



# SPORTS

## URSS : la rébellion des stades

Alors que le Spartak de Moscou s'apprête à jouer son match retour à Marseille, le sport soviétique est menacé de décomposition

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Du temps jadis, il ne restait qu'un marteau et une faucille, gravés sur le ciment grisâtre d'une colonne érigée. Le stade de Vilnius, capitale de la Lituanie rebelle, n'a pas gardé d'autre trace de son passé communiste. Sur les murs défectueux, entre les poutrelles métalliques et les fenêtres ébréchées, les « tags » et la gloire des groupes de hard-rock concurrençant déjà les graffitis anti-russes. De cette arène fantôme, le football de compétition même a disparu. Les projectiles s'éclatent plus que des grenades désemparées. Ils brillent à l'économie pour des matches sans éclat, eux qui s'allumaient naguère pour des rencontres européennes.

Le vieux stade, planté à quelques centaines de mètres du château de Gediminas, le premier roi lituanien, est donc entré en désuétude. Le club de football de Vilnius ne dispute que des matches amicaux contre d'autres équipes de la République. Les basketteurs eux-mêmes, qui comptent parmi les meilleurs du monde, ont renoué au maillot rouge de la sélection. Cette attitude n'aurait pas de quoi inquiéter Moscou si elle n'était le signe le plus spectaculaire de la décomposition d'un sport soviétique déjà durement touché par la crise économique.

« Plus de maillot rouge ! »

Alors que les subventions diminuent comme peau de chagrin, que les professionnels avancent à tâtons et que des centaines de champions sont déjà partis à l'étranger (lire encadré), les défections se multiplient : les deux autres Républiques baltes, l'Estonie et la Lettonie, souhaitent disputer les Jeux de Barcelone (1992) sous leur bannière (voir encadré) ; les joueurs de football ont encore quitté le giron soviétique, mais les liens avec Moscou sont de plus en plus fragiles. Les élus de la Géorgie « indépendante », ont appelé leurs compatriotes à se retirer des sélections. L'Ukraine pourrait, à moyen terme, être tentée de suivre la même voie.

De toutes les menaces, celle de l'éclatement semble donc la plus préoccupante pour le pouvoir central. Les responsables des Républiques en quête d'indépendance ont bien compris la force symbolique des prises de position des champions de renom ou des clubs les plus populaires.

La Lituanie a été la première à opter pour la rébellion des stades. Dès le 11 décembre 1988, un Comité olympique lituanien (CNOL) voyait le jour. Dans l'esprit de ses fondateurs, il s'agissait d'ailleurs d'une renaissance, et non d'une création. Ils rappellent en effet que, de 1919 à 1939, leur pays faisait partie de la « famille » olympique. Seule l'annexion par les Russes en juillet 1940 et la déportation de nombreux dirigeants vers la Sibirie lui firent perdre ses activités de son comité. « L'histoire est de notre côté », assure M. Petras Statutas, directeur du CNOL. Comme l'ensemble des fédérations internationales, le Comité international olympique (CIO) dissimule mal son

embarras devant ce dossier qui l'a contraint à créer une commission d'étude sur les trois Républiques baltes. Face à ce pouvoir sportif soucieux de préserver ses bonnes relations avec Moscou, les Litoniens ont adopté une attitude courtoise mais résolument offensive : ils comptent bien s'aligner à Barcelone, les locaux de leur comité sont en rénovation ; un stade de 20 000 places est en construction à Vilnius.

Surtout, les athlètes locaux portent haut le drapeau indépendantiste. Le 14 janvier dernier, au lendemain de la sanglante intervention des « bréchetniks » du ministère soviétique de

l'intérieur à Vilnius, ils lançaient un appel à la résistance. Les plus célèbres, comme le basketteur Arvidas Sabonis, meilleur joueur de l'histoire du basket-ball soviétique, envoyaient une pétition à M. Juan Antonio Samaranch, président du CIO. « On ne reverra jamais un Lituanien vêtu de rouge », assure M. Algimantas Vlasauskas, président de la fédération de basket.



Dans l'attente d'une reconnaissance internationale qui risque de tarder, le sport lituanien vit dans la précarité, privé de toute subvention. Aucune discipline n'est épargnée. Les clubs de football ou de basket pourrissent difficilement survivre hors des compétitions soviétiques. Avec trois millions et demi d'habitants, la République n'a pas les moyens d'accéder au professionnalisme.

Le forfait du Dynamo Tbilissi

Les dirigeants en sont conscients. Aussi envisagent-ils de négocier avec Moscou et les diverses fédérations une participation à des championnats d'URSS « open ». Ces nouvelles compétitions leur permettraient de préserver leur identité nationale et d'assurer leur survie économique tout en continuant à jouer contre les formations moscovites ou ukrainiennes qui attirent les foules.

La Géorgie, elle, a d'ores et déjà rejeté cette formule de bon voisinage, qui paraît d'ailleurs bien difficile à

la République ont mis sur pied une compétition que le public semble apprécier.

A Moscou, au siège du ministère des sports (Goskomspor), on feint de ne pas remarquer les défections géorgiennes. De même, s'efforce-t-on de relativiser le « mouvement d'émancipation » de la petite Lituanie ou de minimiser les risques concernant l'Ukraine, dont certains clubs de football, comme le Dynamo de Kiev, ont été tentés de créer leur propre compétition avant de suspendre leur projet.

« Les Républiques ont besoin de nos structures », certifie M. Nikolai Roussak, le ministre soviétique des sports. Sans notre aide, elles n'ont plus rien. La Lituanie a beaucoup perdu en agissant ainsi. Les sportifs se sont laissés influencer par les hommes politiques. Sans conscience, ils ne progresseront plus. Le Dynamo Tbilissi ? Mais qui sait encore qu'il existe ? Certes, je suis un peu inquiet, mais je ne crois pas à la décomposition. Nous nous en sortirons. Si elles le veulent, les Républiques pourront même participer à des compétitions secondaires comme les Jeux asiatiques ou ceux des pays nordiques ».

Au-delà des discours officiels, les photos qui ornent les couloirs du ministère attestent la gravité de la situation. Au fil des échecs, c'est toute l'histoire du sport soviétique qui passe en revue. Elle doit beaucoup à ceux que Moscou accuse aujourd'hui de « mélier sport et politique ». Des basketteurs médaillés d'or dans un gymnase de Séoul ? Trois d'entre eux étaient litoniens. Plus loin, des rameurs estoniens, des footballeurs géorgiens.

Et fait, les dirigeants moscovites

semblent vouloir attendre les décisions politiques. L'arbitre de ce « match » est M. Gorbatchev. Le Goskomspor paraît s'inquiéter d'un éventuel déclin économique. A cet égard aussi, l'avenir d'une nation considérée comme l'une des plus performantes du monde dans bien des sports.

Si elle a permis une sensible évolution des mentalités et l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants, la perestroïka a contraint le sport à réviser du jour au lendemain le défi de l'indépendance financière. Après avoir été placés, des années durant, sous la coupe de l'Etat (armée, police...) ou de syndicats plus ou moins généreux, les clubs ont été invités à survivre par leurs propres moyens. Pour certains, comme ceux de Moscou (le Spartak) adversaire de l'Olympique de Marseille en coupe d'Europe ou de Kiev, la tâche ne s'est pas révélée trop délicate. Des « sponsors » occidentaux ont proposé leurs services. Le départ de nombreux joueurs à l'étranger a permis de rompre les caisses en devises, tout comme la participation à des matches amicaux rétribués en dollars.

Des caisses vides

Mais, en dehors de quelques cas exceptionnels, la crise économique n'a pas épargné le sport. L'argent manque. Les subventions d'Etat sont inexistantes. Ni les revenus du lotto sportif ni les recettes aux guichets des stades, gérés par le Goskomspor, ne suffisent à renflouer des caisses trop vides pour empêcher l'exode des champions.

Avec son budget de 238 millions de roubles en 1991, ses 380 employés et ses 700 techniciens répartis sur l'ensemble du territoire, le ministère s'efforce d'éviter la banqueroute. M. Roussak se targue d'avoir accordé une « plus grande liberté financière » aux Républiques, mais aussi aux cinquante-sept fédérations qui disposent désormais de comptes indépendants. Mais il n'a d'autre conseil à leur donner que de chercher de l'aide auprès de sponsors. Ce qu'elles s'empressent de faire, sans toujours y parvenir.

Ainsi, la fédération de basket-ball multiple-cible (les appels d'offres, M. Valentin Sytych, son président), souhaiterait doter ses clubs de structures solides. Un manuel de la National Basket-ball Association (NBA), le championnat professionnel américain, trône d'ailleurs en bonne place dans son bureau. L'objectif est clair : reprendre le modèle occidental car, estime-t-il, « c'est la seule solution. L'idéal serait d'autoriser la création d'une télévision privée qui paierait pour retransmettre nos matches ».

En attendant ce « Canal Plus » soviétique, M. Sytych et d'autres personnalités ont constitué, le 22 mars dernier, un comité chargé de doter le sport d'un nouveau cadre juridique et économique. Sans doute, aussi, d'étudier l'épineuse question des Républiques. Ils envisagent de rencontrer M. Gorbatchev afin que l'Etat aide le sport au plus vite : « C'est un secteur essentiel, comme la santé ou la culture. Nous traversons une passe difficile. Trois années seront nécessaires pour mener notre mutation. Le gouvernement ne peut pas nous laisser tomber. Je suis donc optimiste. Dans le cas contraire, le risque d'explosion généralisée est indéniable ».

PHILIPPE BROUSSARD

TENNIS : retour à la compétition après huit années d'échec

## Le défi au temps de Bjorn Borg

Quatre des cinq meilleurs joueurs mondiaux, le Suédois Stefan Edberg, l'Allemand Boris Becker, l'Américain André Agassi et le Français Guy Forget disputent, du 22 au 28 avril, l'open de tennis de Monte-Carlo. La grande attraction du tournoi sera pourtant le Suédois Bjorn Borg opposé, mardi 23, à l'Espagnol Jordi Arrese pour son grand retour en compétition après huit années de retraite sportive.

Ceux qui rêvaient de comparer les champions de différentes générations en les opposant dans des affrontements, forcément imaginaires, vont être comblés. Trois des plus grands champions des années 70, le nageur Mark Spitz, sept fois médaillé d'or aux Jeux olympiques de Munich (1972), le boxeur George Foreman, devenu champion du monde des poids lourds en battant Joe Frazier en 1973, et Bjorn Borg, onze fois vainqueur à Roland-Garros et à Wimbledon entre 1974 et 1981, viennent presque simultanément défier leurs successeurs des années 90.

La folie de ces défis sportifs, doublés de défis au temps, peut laisser sceptique. Mais, outre leur exceptionnelle réussite, les trois champions n'ont-ils pas en commun d'avoir raté leur reconversion ? Ces retours à la compétition ne seraient-ils pas principalement motivés par des besoins d'argent ?

La réponse paraît évidente pour George Foreman, qui a encaissé 12,5 millions de dollars, malgré sa défaite aux poings, vendredi 19 avril, contre Evander Holyfield. La voie suivie par Mark Spitz pour tenter, vingt ans après son triomphe muichois, d'obtenir sa sélection pour le 100 mètres papillon des Jeux de Barcelone laisse également planer un doute. Délaissant les épreuves traditionnelles, n'a-t-il pas choisi de commencer sa campagne par deux duels télévisés sur 50 mètres papillon ? Le premier, où il a été largement devancé par Tom Jager le 13 avril, lui a rapporté 10 000 dollars.

Le second, programmé le 27 avril contre Matt Biondi, est doté de 60 000 dollars. Des contrats beaucoup plus substantiels viendraient récompenser Mark Spitz s'il gagnait son fabuleux pari. Mais les temps réussis après dix-huit mois d'entraînement lui laissent peu de chances d'obtenir sa sélection dans l'équipe des Etats-Unis.

Le plaisir de bien jouer

De ces trois champions des années 70, le moins suspect d'être essentiellement motivé par la chasse aux dollars est sans doute Bjorn Borg. Le champion suédois aurait pu monnayer plus sûrement et plus durablement sa légende en multipliant de très rentables exhibitions contre John McEnroe ou Jimmy Connors, ses grands rivaux d'autrefois, ou contre les meilleurs représentants de la génération actuelle. De même n'a-t-il refusé jusqu'à ce jour toutes les propositions des sponsors désireux de s'associer à son retour.

Toujours aussi peu prolix en confidences, Bjorn Borg, qui refuse toute interview depuis des mois, a consenti à donner une explication à son retour à l'occasion du tirage au sort du tournoi de Monte-Carlo. « Tout d'abord, j'ai repris plaisir à bien jouer au tennis et à refaire de la satisfaction de savoir que je peux recommencer. » Si tous les champions et les observateurs du circuit professionnel suivent cette tentative avec intérêt, aucun ne croit toutefois à ses possibilités de retour au premier plan, dans une discipline où l'évolution technique des raquettes et des balles favorise le jeu d'attaque.

A trente-cinq ans en juin prochain, Bjorn Borg a apparemment conservé son magnifique corps d'athlète aux étonnantes ressources. Après trois sets d'entraînement, jeudi dernier autour de midi, sur le central du Monte-Carlo country-club, contre Goran Ivanisevic, la chemise du Suédois était encore quasiment sèche alors que le Yougoslave quittait le court en essorant la sienne. Mais ses qualités physiques et techniques n'auraient pas suffi à en faire un joueur d'exception si elles

n'avaient pas été au service d'une santé mentale lui permettant de surmonter toutes les péripéties d'arbitrage et d'entraîner ses adversaires dans d'entraînables bras de fer.

Lorsqu'il a décidé de prendre sa retraite sportive, Bjorn Borg était surtout usé mentalement par dix ans de compétition au plus haut niveau. Par deux fois, il avait été infidèle à sa légende en contestant des décisions d'arbitrage, lors d'un match contre John McEnroe aux Masters 1981, puis, la même année, après sa quatrième défaite en finale de l'US open où, éraquant ocreusement à la suite de menaces de mort, il avait quitté Flushing Meadows sans attendre la remise de la coupe à son grand rival américain. En abandonnant le tennis, le Suédois espérait sans doute retrouver dans la vie l'équilibre qu'il avait perdu.

Des revers

Hélas ! Au cours de ces huit dernières années, Bjorn Borg a surtout accumulé les revers, aussi bien dans sa vie professionnelle que sentimentale. Dès 1984, il a divorcé d'avec l'ancienne joueuse roumaine Mariana Simionescu, épousée quatre ans plus tôt. En 1985, on jeune mannequin suédois, Janike Björling, lui a donné un fils précoce Robin, mais leur séparation a déclenché une longue procédure pour la garde de l'enfant, au cours de laquelle la compagnie de l'ex-champion a affirmé qu'il s'agissait d'un coq.

Depuis 1988, Bjorn Borg vit une liaison agitée avec la provocante chanteuse de rock italienne Loredana Berté, de six ans son aînée. Mais avant de se marier, en septembre 1989, le Suédois avait été hospitalisé d'urgence à Milan, le 7 février, pour un lavage d'estomac après absorption de Rohypnol, une benzodiazépine avec des effets hypnotiques et sédatifs pouvant entraîner des comas en cas de surdosage. Après avoir nié une tentative de suicide, Borg a affirmé qu'il avait pris ce médicament pour combattre une intoxication alimentaire.

Le champion suédois n'a pas été plus heureux dans sa reconversion professionnelle. En créant le Bjorn Borg Design Group (BBDG) en 1985, il rêvait de suivre les traces de Rodé Lacoste en commercialisant sa gamme de vêtements, de chaussures et d'accessoires pour hommes. La mise en cessation de paiement de cette société, en 1989, a entraîné la mise aux enchères par le fidejussor des propriétés immobilières en Suède. Mais ses multiples placements, évalués à 500 millions de couronnes (autour de francs) au moment de sa retraite, le mettraient pour longtemps encore à l'abri du besoin.

« Bjorn retourne parce qu'il n'a pas su se reconstruire. Il n'a pas trouvé la vie après la mort », estime Ion Tiriac, le manager de Boris Becker (1). Coupé de l'école au tennis, puis protégé du monde extérieur par son entraîneur Lennart Bergelin, tout au long de sa carrière, Bjorn Borg serait devenu un adulte inutile et associé. « Il n'y avait aucun contact possible avec Borg », affirme Yanick Noah. Il ne parlait à personne. On ne le voyait jamais dans les vestiaires. J'ai dû échanger deux ou trois « hello » avec lui. C'est tout. Sur le plan humain, pour moi, il n'a jamais représenté le néon. Comme une feuille blanche... » (2).

Depuis quelque temps, Bjorn Borg fait entière confiance à Tia Honsai, un gourou Britannique de soixante-dix-neuf ans, dont le vrai nom est Charles Thatcher, mais qu'il appelle respectueusement « professeur ». Ce dernier ne s'occupe pas seulement de la préparation physique de son disciple, mais aurait joué un grand rôle dans ce retour à la compétition.

En revenant au seul domaine où il a excellé, Borg ne cherchera-t-il pas à reprendre confiance en lui en enrayant sa spirale de l'échec ? La fidélité aux chevaux longs retenus par le même bandeau, à sa raquette en bois devenue obsolète, ne traduit-elle pas inconsciemment un profond désir d'effacer ou de mettre entre parenthèses les huit dernières années de sa vie ? Mais dans ce cas, un nouvel échec pourrait avoir des conséquences autrement dramatiques qu'un simple revers sportif.

GÉRARD ALBOUY

(1) L'Equipe du 16 avril.  
(2) Tennis Magazine de mai.

## La tentation de l'exil

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Sur le « marché » des champions, la cote des Soviétiques est en hausse. Combien sont-ils, disséminés à travers le monde, ces footballeurs ukrainiens, ces basketteurs litoniens ou ces athlètes russes ? Plusieurs centaines, assurément. Chaque jour plus nombreux. Sans compter les techniciens. Cette main-d'œuvre peu onéreuse a profité de l'évolution politique de ces dernières années pour négocier des transferts en dollars.

Le phénomène prend parfois des allures d'exode. Car les cent trente footballeurs reconvertis hors de l'URSS ne sont pas tous des vedettes. Nombreux sont même les joueurs moyens qui exercent en Finlande ou en Pologne. Les stars, elles, ont signé des contrats avec des clubs grecs, italiens ou français comme Alexandre Zavarov à Nancy.

Le basket-ball n'a pas échappé à la règle. Les seuls Litoniens, hommes et femmes, sont une cinquantaine à l'étranger. Quant à l'athlétisme, il a vu trente de

ses champions filer vers l'Italie ces derniers mois.

En apparence, chacun semble trouver son compte dans cette course à l'exil. Les sportifs montent leur talent. Les clubs renflouent leurs caisses. Pourtant les déceptions sont souvent proportionnelles aux espérances. De nombreux joueurs de football ne réussissent pas à s'imposer à l'étranger, en Italie par exemple, où ils sont autant déçus par les méthodes d'entraînement que par le style de vie.

En fait, les présidents de club sont tiraillés entre l'obligation de « vendre » leurs joueurs pour survivre et la nécessité de les garder, afin de rester au premier plan. Dans le football comme dans le basket, le professionnalisme est trop neuf et trop modeste — une vedette du football gagne 3 000 à 4 000 francs par mois (primes comprises), cent fois moins qu'en Italie — pour espérer stopper cette hémorragie qui affaiblit l'ensemble d'une activité déjà mal en point.

Ph. Br.

## Les résultats

CYCLISME

Ligue-Bastogne-Liège  
Le coureur italien Moreno Argentin (Ariostea) a remporté pour la quatrième fois de sa carrière la « doyenne » des classiques cyclistes, Liège-Bastogne-Liège, dimanche 21 avril, en Belgique. Il s'est imposé au sprint devant le champion de Belgique Claude Criquielion (Lotto), le Danois Rolf Sørensen (Ariostea) et l'Espagnol Miguel Indurain (Banesto).

FOOTBALL

Championnat de France  
Première division  
(trente-quatrième journée)  
Rennes et Marseille... 1-1  
Monaco et Sochaux... 2-0  
Brest et Cannes... 3-2  
Nancy et Saint-Etienne... 1-0  
Bordeaux et Toulon... 2-0  
Montpellier et Nantes... 1-1  
Auxerre et Metz... 4-1  
Nîmes et Lille... 3-2  
Lyon et Caen... 3-2  
Paris-SG et Toulouse... 3-0  
Classés : 1. Marseille, 48 pts ; 2. Monaco, 45 ; 3. Auxerre, 43 ; 4. Cannes, 36 ; 5. Montpellier, Lille et Lyon, 35 ; 6. Brest et Metz, 34 ; 10. Nice et Paris-SG, 33 ; 12. Caen, Bordeaux et Nantes, 32 ; 15. Sochaux, Toulon et Nancy, 29 ; 18. Saint-Etienne et Toulouse, 28 ; 20. Rennes, 27.

Deuxième division  
(trente-deuxième journée)  
L'équipe du Havre évoluera la saison prochaine en première division. Elle a définitivement assuré sa promotion en concédant un match nul (1-1) à domicile face à Reims, samedi 20 avril, lors de la trente-deuxième journée du championnat de seconde division (groupe B).

TENNIS

Tournoi de Nice  
L'Argentin Martín Jaita a remporté, dimanche 21 avril, le tournoi sur terre battue de Nice, doté de 250 000 dollars, en battant en finale le Yougoslave Goran Pijep (5-6, 7-6, 6-3). En demi-finale, Jaita s'était imposé face au Tchèque Karel Novacek (4-6, 6-4, 7-6) et Pijep avait éliminé le Français Cédric Pioline (6-1, 6-3).

حزب العمال











هكذا من الاجل

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991.

20 Le Monde • Mardi 23 avril 1991.

## SPECTACLES

LUNDI 22 AVRIL

Suite de la page 19

### CINÉMAS

**SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE** (For., v.o.) : Louisa, 4 (42-78-47-86) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34).  
**LE SYNDROME ASTHÉNIQUE** (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Pentéon, 5 (43-54-15-04).  
**TORCH SONG TRILOGY** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Le Berry Zebra, 11 (43-57-51-55).  
**LE TRIOMPHE DE SABAR** (Fr.-Can.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Club Gaumont (Publicis Média), 8 (43-58-31-97) ; George V, 8 (45-52-41-68) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).  
**UN THÉ AU SAHARA** (Brit., v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).  
**URANUS** (Fr.) : George V, 8 (45-52-41-68).  
**LA VILLE LOUVRE** (Fr.) : Auditorium du Louvre, 1 (40-20-52-29).  
**WE THE LIVING** (It., v.o.) : L'Entrepre, 14 (45-43-41-63).

### LES SÉANCES SPÉCIALES

**AMADEUS** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 21 h.  
**ANNE TRISTER** (Can.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 19 h.  
**LA SÈTE HUMAINE** (Fr.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) 12 h 05.  
**BLADE RUNNER** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 20 h.  
**BLOW UP** (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 21 h 40.  
**CAMILLE CLAUDEL** (Fr.) : Ciné-Planète magique, 3 (42-76-00-18) 20 h 30.  
**LE CHAMPIGNON DES CARPATHES** (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 12 h.  
**LA CITÉ DES FEMMES** (It., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 16 h.  
**LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT** (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 19 h 40.  
**LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOUTERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI** (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) 11 h 45.  
**LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOUTERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI** (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) 11 h 45.  
**LA DÉSENCHÂNTÉE** (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 18 h 10.  
**OO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 18 h.  
**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Ranelagh, 18 (42-88-64-44) 20 h.

**FANTASIA** (A.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 15 h 30 ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 16 h 45.  
**LA FEMME FLAMBÉE** (A.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.  
**GATSBY LE MAGNIFIQUE** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.  
**LE GRAND BLEU** (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 14 h.  
**HEAT** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 30.  
**HIGHLANDER, LE RETOUR** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 17 h 10.  
**L'HOMME BLESSÉ** (A.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 15.  
**HOTEL DU NORD** (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.  
**JE T'AIME, MOI NON PLUS** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.  
**JÉSUS DE MONTRÉAL** (Can., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3 (42-76-00-18) 18 h 30.  
**LENNINGRAD COW-BOYS GO AMERICA** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 18 h 30.  
**LE MAÎTRE DE MUSIQUE** (Bel., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 18 h 15.  
**MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h.  
**LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARAGOSSE** (Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 20.  
**MAUVAIS SANG** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.  
**LE MONDE SELON CARP** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h.  
**MONSIEUR ARKADIN** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 19 h.  
**MR AND MRS BRIDGE** (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 21 h 40.  
**PETER ET ELLIOTT LE DRAGON** (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 13 h 50.  
**LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLEE DES MERVEILLES** (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 13 h 50.  
**PIRATES** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) 11 h 55.  
**LA PRINCESSE ET LE PETIT POIS** (Sov., v.o.) : Le Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) 15 h.  
**LES QUATRE CENTS COUPS** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) 12 h.  
**QUERELLE** (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 22 h 30.  
**RAIN MAN** (A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3 (42-76-00-18) 21 h 10.  
**STRANGER THAN PARADISE** (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65) 22 h 10.

**TELS PÈRES TELLE FILLE** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 18 h.  
**THELONIOUS MONK** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 22 h.  
**TILAI** (Bourinabé, v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 18 h.  
**TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS** (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 30.  
**TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY** (A., v.o.) : Le Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) 13 h 45.  
**LES TORTUES NINJA** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 16 h.  
**LA TRAVIATA** (It., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 14 h.  
**UN COMPAGNON DE LONGUE DATE** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 22 h.  
**UN POISSON NOMMÉ WANDA** (A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3 (42-76-00-18) 17 h 30.  
**LES VOYAGES DE GULLIVER** (A.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 30.  
**ZAZIE DANS LE MÉTRO** (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 17 h.

### LES GRANDES REPRISES

**A BOUT DE SOUFFLE** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).  
**AVENTURES SUR LES ILES** (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80).  
**BRASIL** (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71).  
**CENORILLON** (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50) ; v.f. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-68) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-86) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-50) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-38).  
**LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ; Les Trois Belzac, 8 (45-61-10-60).  
**LE CIEL PEUT ATTENDRE** (A., v.o.) : Le Champ - Espace Jacques Tadi, 5 (43-64-51-60).  
**LA OAME DE SHANGHAI** (A., v.o.) : Kinopanorama, 16 (43-06-50-50).  
**ON GIOVANNI** (Fr.-It., v.o.) : Les Trois Belzac, 8 (45-61-10-60).  
**DON QUICHOTTE** (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80).  
**EASY RIDER** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).  
**EXTRÊMES LIMITES** (A.) : La Géode, 19 (40-06-80-00).

**FANTASIA** (A.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).  
**FRANCIS HASKELL QUESTIONS DE GOUTS** (Fr.) : Auditorium du Louvre, 1 (40-20-52-29).  
**HUIT ET DEMI** (It., v.o.) : Laïna, 4 (42-78-47-86).  
**INDIA SONG** (Fr.) : Laïna, 4 (42-78-47-86).  
**LÉON MORIN, PRÊTRE** (Fr.-It.) : Saint-André-des-Arts II, 8 (43-28-80-25).  
**LE MÉPRIS** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).  
**SA MAJESTÉ DES MOUCHES** (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).  
**SATYRICON** (It., v.o.) : Acoustone, 5 (46-33-58-86).  
**LE SOUFRANT** (Fr.) : Le Champ - Espace Jacques Tadi, 5 (43-64-51-60).  
**TRISTANA** (Esp.-It.-Fr.) : Racine Odéon, 8 (43-26-19-09).

### THÉÂTRES

**AKTÉON-THÉÂTRE** (43-38-74-62). Riez pendant que c'est chaud : 20 h 30.  
**ARCANE** (43-38-19-70). Architecture : 20 h 30.  
**ATALANTE** (48-08-11-90). La Passion selon Georges Bernier : 20 h 30.  
**ATELIER** (48-08-49-24). La Société de chasse : 21 h.  
**BATACLAN** (47-00-30-12). Match d'improvisation : 21 h.  
**CENTRE GEORGES-POMPIDOU** (42-74-42-19). Parloir romand : 20 h 30.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41). Maison de poupée : 20 h 30.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15). Salle Richelieu. La Mésalliance : 20 h 30.  
**CRYPTE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-19-31). Rahab : 20 h 30.  
**DAUNOU** (42-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.  
**EDGAR** (43-20-85-11). Les Faux-Jetons : 20 h 16. Les Bebes-Cadres : 22 h.  
**HÉBERTOT (PETIT THÉÂTRE)** (44-70-90-04). Les Mémoires d'un fou : 21 h.  
**HUCHETTE** (43-26-38-89). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Lapon : 20 h 30. Les Nuits de Tarayama : 21 h 30.  
**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Colloque sur l'aménagement d'une région du Nord : 20 h. Huis clos : 21 h 30. Théâtre rouge. Duende : 18 h 30. Somnolente Méseventure : 20 h.  
**MONTMARNASSE** (43-22-77-74). Les hommes naissent tous égo : 21 h.

**MONTMARNASSE (PETIT)** (43-22-77-74). Mémoire d'un fou : 21 h.  
**ORPHEE-THÉÂTRE** (42-76-00-05). Les Femmes de l'air : 20 h 30.  
**PALAISS DES GLACES (PETIT PALAIS)** (42-02-27-17). Timest : 20 h 30.  
**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Voler les miroirs, d'après le Parnasse : 19 h. Le Vent du gouffre : 20 h 30.  
**SENTIER DES HALLES** (42-38-37-27). L'Euphorie des glandes : 20 h 30.  
**THE SWEENEY** (48-33-28-12). Drowning : 20 h. Home Free : 20 h.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR**

**BELLE-DE-MAI** (48-05-67-88). Arène. Théâtre : 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAINATE** (42-08-83-33). Alphonsie revient, d'après Allais : 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE NISLE** (48-34-61-04). François Villon ou la Balade d'un mauvais garçon : 19 h. Souverain et Pécuchet : 20 h 30.  
**TOURTOUR** (48-87-82-48). Les Grom'Lucas : 20 h 30.

### RÉGION PARISIENNE

**MONTEUIL (STUDIO-THÉÂTRE DU TEN)** (48-58-92-09). L'Amour des mots : 20 h 45.

### SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)  
**L'ÉTOURDI**. Nouveau Théâtre Moutetard (43-31-11-88) (dim. soir, lun.). 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (17).  
**IL PEUT OU VERMICELLE AU-DESSUS DE 400 MÈTRES**. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62) (dim. lun.), 20 h 30 (17).  
**LA PASSION SELON GEORGES BATAILLE**. Atalante (48-08-11-90) (dim. soir, mar.), 20 h 30 ; dim. (23).

17 h (17).  
**LA SOCIÉTÉ DE CHASSE**. Atelier (48-08-49-24) (dim.) 21 h (22).  
**ARCHITRUC**. Arcane (43-38-18-70) (dim. soir, jeu.), 20 h 30 ; dim., 17 h (22).  
**CEUR A OEUX**. Le Funambule-Théâtre-Restaurant (42-23-88-83) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 16 h (23).  
**LA NUIT DE L'IGUANE**. Iry-sur-Saine (Théâtre) 48-72-37-43 (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim., 15 h 30 (23).

### PARIS EN VISITES

MARDI 23 AVRIL

« De Pearl White à Fernandel : le monde du spectacle au cinémathèque de Passy », 10 h 30, à l'entrée.  
« Somproust du quartier Passy-Trudairio », 14 h 45, métro Passy, en haut des marches (V. de Langlade).  
« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 10 h 30, parvis de la Madeleine (M. Poirier).  
« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Chapelle, sous le rhinocéros (Arts et centres).  
« Le Conciergerie, la Sainte-Chapelle et l'histoire de la Cité », 14 h 16, 1, quai de l'Horloge.  
« L'Opéra de la Bastille : visite inscrite », 14 h 30, 1, rue de la Chapelle, à l'extérieur, au pied de l'escalier (Connaissance de Paris).  
« Paris à la Belle Époque », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).  
« Circuit insolite dans le Marais », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Paris historique).  
« Exposition Camille Claudel au Musée Rodin », 14 h 30, devant le 77, rue de Varenne (C. Marie).


« Hôtels célèbres du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce-Vistula).  
« Hôtels et jardins du Marais sud, Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).  
« La place de Grève et les quartiers Saint-Merri et Beaubourg », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue du Renard (Paris autrefois).  
« Visite exceptionnelle de l'hôtel de Rohan », 15 heures, 83, rue Vieille-du-Temple (P.-Y. Jassé).  
« La Sorbonne des jours festes », 15 heures, grande entrée, rue des Ecoles.  
« La place des Vosges », 15 heures, 26, place des Vosges (Paris et son histoire).  
« Exposition Camille Claudel au Musée Rodin », 15 h 30, devant l'entrée, 77, rue de Varenne (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

### CONFÉRENCES

30, avenue George-V, 15 heures : « Images de la mer », par C. Février et M. Berthier (Espace Kronenbourg Aventure).

ferrarelle

L'eau qui a des très fines bulles, ce n'est pas Farfadelle, ni Trapanelle, ni Dardanelle. C'est FERRARELLE. Répétez avec nous, FE-RR-A-RELLE.



(Exclusivement dans les restaurants.)

eau minérale naturelle  
**Ferrarelle**  
Ses fines bulles prennent leur source à Riardo, Italie.



23 La semaine de quatre jours chez Peugeot-Talbot  
Les entreprises et les travaux de normalisation

25 à 27 Champs économiques  
36 Forte baisse des résultats de Square D

36 Marchés financiers  
37 Bourse de Paris

BILLET

La méthode Evin

C'est à un véritable discours de la méthode que M. Claude Evin s'est essayé dimanche 21 avril au Grand Jury RTL-Le Monde à propos des retraites. Trois jours avant la présentation au conseil des ministres du Livre blanc, qui ne sera finalement communiqué aux partenaires sociaux qu'après délibération gouvernementale, le ministre de la solidarité et du sensibler sans qu'un excès d'enthousiasme donne l'impression de la fermer avant même qu'il n'ait commencé.

La sensibilisation suppose de mettre toutes les cartes sur la table. Sans trahison, il suffit de rappeler qu'aujourd'hui on compte un peu plus de deux cotisants pour un retraité, alors qu'en 2010 on aura moins de deux cotisants pour un retraité pour souligner l'ampleur du problème. Le gouvernement devra convaincre les retraités de demain de la gravité de la situation sans effrayer ceux d'aujourd'hui. Sans doute aurait-il été plus percutant s'il n'avait pas diminué la cotisation salariale vieillissante lors de l'instauration de la contribution sociale généralisée.

Quelles que soient les erreurs de parcours, MM. Rocard et Evin ont raison de lancer le débat et de proclamer en préambule qu'il serait « irresponsable » de différer la prise de décisions lorsqu'il sera arrivé — au bout d'un an au maximum — à son terme. M. Evin se prend même à rêver de consensus entre les partenaires sociaux. Mais vouloir à tout prix trouver un consensus sur une question aussi explosive — et à beaucoup d'égards rebelle — que celle de l'avenir des régimes de retraite serait aussi prendre le risque d'aboutir à une impasse.

Il y a trois ans et demi, en novembre 1987, M. Jacques Chirac, qui disposait d'une majorité un peu moins étroite que celle de M. Michel Rocard, avait réuni des états généraux de la sécurité sociale, qui avaient fait apparaître des convergences et des divergences. Ainsi, sur les retraites, les participants s'étaient retrouvés sur un triple constat : l'âge d'or est terminé, le droit à la retraite à soixante ans et le système de répartition doivent être préservés. Pour autant, aucune décision nouvelle n'avait été prise sur les problèmes de financement.

M. Rocard sera-t-il plus chanceux ? Les partenaires sociaux sont affaiblis, divisés et souvent peu pressés de prendre leurs responsabilités sur ce sujet. Le PS est miné par ses querelles. Et les décisions risquent d'être prises juste avant la campagne législative de 1993. Il faudra affronter beaucoup de vents contraires avant de décider. Sous le regard exigeant de M. Mitterrand...

MICHEL NOBLECOURT

Au grand jury RTL-« le Monde »

M. Evin juge « irresponsable » de différer trop longtemps les décisions sur les retraites

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, s'est voulu rassurant sur les retraites, en s'exprimant le dimanche 21 avril dans « le Grand jury » RTL-Le Monde, à trois jours de la présentation, le 24 avril, du Livre blanc sur la retraite : « Il n'y a pas de faillite des régimes de retraite. Les retraites sont garanties. Mais des questions se posent à l'avenir. Il n'y a aucune raison d'être inquiet. Depuis 1945, les retraites ont sans cesse augmenté et leur couverture s'est élargie ».

Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale a assuré que le gouvernement « garantira le droit de départ à la

En 1989, les banques françaises avaient jugé bon de masquer une chute de leurs bénéfices sociaux par la hausse de leurs résultats consolidés. En 1990, elles ont renoncé. Pour la première fois depuis la libéralisation financière engagée en 1985, rien ne sera venu masquer les faiblesses structurelles du secteur (ranchissement du coût des ressources, réduction des marges sur crédits due à la forte concurrence, faible part des commis-

Comment s'expliquent ces mauvaises performances ? Elles ne sont en tout cas pas dues à l'activité commerciale, qui est restée soutenue. Pour les établissements membres de l'Association française des banques (AFB), la croissance moyenne des crédits, toutes catégories confondues, a atteint 16 %. Mais cet effet volume ne dissimule plus une dégradation de la rentabilité. La marge issue de la différence entre le coût des ressources et le rendement des crédits continue de fondre. De 6,96 % en 1984, elle est passée à 5,61 % en 1988 et à 4,5 % en 1990. La raison en est connue, mais n'en devient pas moins de plus en plus préoccupante pour les banques.

D'un côté, elles voient croître la part de leurs ressources coûteuses (certificats de dépôts, obligations, marché interbancaire) au détriment des ressources gratuites que sont les dépôts à vue. De l'autre, la concurrence les conduit à pratiquer des « crédits cassés », de moins en moins rentables, par peur de perdre des clients. Le résultat de cette mécanique infernale est en tout cas clair : elle « mange » en grande partie la marge d'intérêt produite par l'accroissement des volumes de crédits.

D'où un tassement du produit net bancaire (PNB), équivalent du chiffre d'affaires de la profession et composé, pour plus des trois quarts, de cette marge d'intérêt. Pour la majorité des neuf établissements considérés dans le tableau, il a fluctué entre + 0,4 % (CCF) et + 3,8 % (Crédit agricole). Une croissance limitée en regard des années précédentes. Le recul de la Banque Paribas (- 4,5 %) est assez atypique dans la mesure où son fonds de commerce est très différent de celui des grandes banques de dépôts, avec des activités volatiles et à hauts risques. La progression du Crédit lyonnais (+13,4 %) est tout aussi atypique, car largement due à ses acquisitions nombreuses et variées, dont il est difficile de connaître le poids exact, en raison de l'absence — volontaire — de chiffres à périmètre constant.

Simultanément, les frais généraux ont continué à croître, à un rythme plus élevé que l'année précédente et supérieur à l'inflation (3,2 %). La BNP affiche + 9,9 % en 1990 (contre + 5,5 % en 1989), la grève du début d'année ayant, il est vrai, lourdement grevé ce poste ; le Crédit lyonnais (+ 16 %) contre + 8,1 %, contrepartie de l'acquisition de nouvelles sociétés ; enfin la Société générale + 6,7 % (contre + 4,5 %) et le Crédit agricole (+ 7 %) imputent cette hausse à des investissements importants.

Un PNB en faible progression, des frais généraux en croissance supérieure : le résultat brut d'exploitation (RBE) fléchit fortement un peu partout (de - 7 % à - 15 %), à de rares exceptions près : le Crédit lyonnais pour la raison déjà indiquée, le Crédit du Nord, qui mène une restructuration de longue haleine, et le Crédit agricole (+4,6 %), qui travaille à équilibrer son bilan sur le long terme.

La situation spécifique de chaque banque et le politique choisie en matière de techniques comptables,

retraite à 60 ans ». Mais M. Evin sous-entendait que « les hommes et les femmes qui ont commencé à travailler très jeunes puissent bénéficier relativement tôt d'un départ à la retraite ». Le ministre a affirmé qu'à l'issue du débat, le gouvernement arrêterait des mesures car « il serait irresponsable de rejeter trop longtemps des décisions à prendre ».

M. Evin a confirmé son objectif d'équilibrer les comptes de l'assurance-maladie « sans augmenter les cotisations et sans diminuer les remboursements (...) Il faut donc mieux gérer la sécurité sociale et éviter qu'il y ait des dépenses inutiles ».

La conjoncture aggravant leurs faiblesses structurelles

Le profit global des neuf premières banques françaises a baissé de 15 % en 1990

supérieur à 50 % pour le Benque nationale de Paris (BNP) et le Benque Paribas, hausse proche de 20 % pour le Crédit lyonnais ou de 30 % pour le Crédit commercial de France (CCF). Avec une tendance à la baisse cependant indéniable : en 1990, le profit global (16 milliards de francs) des neuf principales banques françaises (voir tableau) affiche un recul de 15 % par rapport à 1989.

D'autre part, plusieurs d'entre elles, comme le CCF ou le Crédit lyonnais, ont tiré une partie de ces créances, ce qui les soulage du même coup des provisions afférentes.

CLAIRE BLANDIN  
Lire la suite page 23

Les résultats des banques françaises en 1990

	Produit net bancaire		Résultat brut d'exploitation		Dotations aux provisions		Bénéfice net consolidé (part du groupe)		Fonds propres	
	1990	1990/1989	1990	1990/1989	1990	1990/1989	1990	1990/1989	1990	1990/1989
Crédit agricole	51 600	+ 6,8 %	20 370	+ 4,6 %	11 900	+ 25 %	4 700	+ 3,9 %	77 700	+ 13,8 %
Crédit lyonnais	38 345	+ 15,4 %	11 661	+ 15 %	6 490	+ 3 %	3 707	+ 18,4 %	45 223	+ 65 %
BNP	35 807	+ 2,6 %	9 676	- 14 %	7 097	+ 6,3 %	1 616	- 52,7 %	41 273	+ 43,3 %
Société générale	32 539	+ 1 %	9 031	- 11,4 %	6 789	+ 40,8 %	2 678	- 24,8 %	27 900	+ 19,7 %
CIC	15 500	+ 4,2 %	4 900	+ 8,2 %	3 568	+ 64 %	811	- 21 %	13 363	+ 3 %
Indosuez	9 280	+ 4,5 %	2 620	- 9,2 %	1 294	+ 0,5 %	929	- 10,2 %	8 381	+ 6,1 %
Banque Paribas	8 905	- 4,5 %	3 402	- 7 %	1 985	+ 48 %	631	- 54 %	9 100	+ 12,3 %
CCF	7 300	+ 0,4 %	1 907	- 12 %	1 205	- 33 %	813	+ 27,8 %	8 970	+ 35,1 %
Crédit du Nord	4 887	+ 5,2 %	1 316	+ 9 %	911	+ 22,9 %	113,5	+ 9,8 %	3 912	+ 2 %

En millions de francs.

Pour la première fois, le Crédit lyonnais supplante la BNP et la Société générale dans la course à la place de numéro un des banques AFB. Le Crédit agricole domine encore le jeu toutes catégories confondues et s'affirme prêt à jouer un rôle dans les restructurations qui auront inévitablement lieu au sein d'un monde bancaire hypertrophié. Le tassement des résultats ne doit cependant pas masquer le renforcement généralisé des fonds propres. La BNP affiche le taux le plus élevé (9 %) mais celle-ci est aussi le résultat d'un hébété montage financier (consolidation de 20 % du capital de l'Union des assurances de Paris) que d'une politique volontariste.

Dépensant 9 500 francs par habitant

Les dépenses de santé ont augmenté de 7,4 % en 1990

Les Français ont dépensé 538,088 milliards de francs pour leur santé au cours de l'année 1990, ce qui correspond à une consommation moyenne équivalant à 9 537 francs par personne. Ces données sont analysées par la Commission des comptes nationaux de la santé, réunie lundi 22 avril. Elles sont en augmentation de 7,4 % par rapport à la consommation médicale totale de l'année 1989.

En France métropolitaine, chaque habitant aura, en 1990, dépensé en moyenne 9 537 francs pour sa santé. La ventilation de cette somme est riche d'enseignements. Ces dépenses auront, en moyenne, concerné l'hôpital public (2 hauteur de 3 350 francs), les cliniques privées (1 050 francs), les soins ambulatoires (médecins et dentistes libéraux, auxiliaires médicaux, analyses biologiques et cures thermales) représentant une consommation de 2 772 francs. Enfin, les dépenses liées aux « biens médicaux » (pharmacie, lunetterie, orthopédie) s'élèvent à environ 1 950 francs par habitant. A l'opposé, la consommation des services de médecine préventive est évaluée à un peu moins de 12 milliards de francs, soit environ 207 francs par personne (1).

Une analyse plus fine laisse apparaître des divergences importantes en fonction des postes de dépenses. Ainsi, pour l'hôpital public, la progression en valeur s'élève à 3,4 % en 1990 contre 8,2 % en 1989. Le taux annuel moyen entre 1985 et 1990 s'est situé à 5,6 %, contre 12,6 % entre 1980 et 1985. Pour l'année 1990, la progression s'explique, pour l'essentiel, par les revalorisations salariales concernant ce secteur. En revanche, en volume, après élimination de l'incidence de la hausse du coût des facteurs de production, le taux de progression de la consommation des soins hospitaliers se situe aux environs de 2 %. La croissance des centres est en net ralentissement à l'hôpital public (0,7 % contre 3,3 %

en 1989) et la durée moyenne de séjour ne cesse de diminuer, se situant à un peu moins de sept jours (contre plus de douze jours il y a quinze ans).

Accélération dans les cliniques privées

Dans le secteur des établissements privés (dont la consommation s'élève à près de 60 milliards de francs), la progression en valeur se situe à 9,7 % contre 6,9 % en 1989 et 6,1 % en 1988. En volume, l'accroissement de cette consommation poursuit son mouvement d'accélération : 6,2 % en 1990, 4,2 % en 1989, 2,6 % en 1988. Les spécialistes du SESI/Service des statistiques, des études et des sys-

tèmes d'information, ministère des affaires sociales et de la solidarité) observent aussi une spécialisation croissante des établissements privés lucratifs. La part des interventions chirurgicales lourdes (cotées plus de 100 K) réalisées dans les cliniques privées lucratives s'accroît de 1 %.

Dans les soins ambulatoires (156,415 milliards de francs), la progression en valeur marque un léger freinage (8 % contre 10 % et 11 % les années précédentes) mais, en volume, la croissance reste très vive (8 % contre 7,3 % en moyenne de 1980 à 1986). « Alors qu'il y a la suite du renouveau de la nomenclature des actes d'analyse, le prix moyen d'un acte baisse fortement, le maintien du chiffre d'affaires des laboratoires au

niveau 1989, tel qu'il résulte des statistiques des prestations de la Caisse nationale d'assurance-maladie, se traduit par une progression des actes d'analyse d'au moins 18,6 %, peu ou très dans le rapport.

Pour le secteur médical libéral, l'augmentation tarifaire de 1990 et l'accroissement constant du nombre des médecins en exercice expliquent la croissance de 9,6 % (contre 9,3 % en 1989), soit une consommation de près de 74 milliards de francs. L'activité des médecins omnipraticiens, mesurée à partir du nombre de leurs actes, est un peu plus rapide que celle de leur effectif (2,4 % contre 1,6 %). En 1990, la consommation pharmaceutique a atteint 1 709 francs par habitant, soit près de 46 milliards de francs (+6,8 %, contre 9,4 % en 1989, ce ralentissement étant dû à une baisse globale du prix des produits pharmaceutiques).

Au total, la progression en valeur de la consommation médicale totale se situe à 7,4 %, dans cette fourchette de 7 % à 10 % l'an observée en France depuis 1984, à l'exception de 1987, marquée par le plan gouvernemental de rationalisation des dépenses d'assurance-maladie. La consommation de médecine préventive continue à jouer le rôle de parent pauvre (12,2 %) vis-à-vis de celle des soins et des biens médicaux. Le plus inquiétant tient à la part croissante de cette consommation médicale dans le produit intérieur brut (7,8 % en 1987, 7,9 % en 1988, 8,5 % en 1989, 8,1 % en 1990) : les taux de croissance du PIB étant notablement inférieurs à ce qu'ils étaient il y a une dizaine d'années, quand cette même consommation était beaucoup plus faible.

JEAN-YVES NAU

(1) Les spécialistes du SESI précisent que les hypothèses sous-tendant les évaluations de la consommation de soins et de biens médicaux des comptes de la santé se basent sur un retard de liquidation par la Caisse nationale d'assurance-maladie de 2 milliards de francs en 1990. Son impact sur l'évolution en 1990 de la consommation de soins et de biens médicaux est de 0,3 %.

Eurostaf

Europe Stratégie. Analyse Financière

vous annonce la parution d'études réalisées dans le cadre de sa nouvelle collection :

ANALYSES SECTORIELLES ITALIE

5 études sont déjà parues :

- L'industrie alimentaire italienne : restructuration et croissance
- La distribution en Italie
- L'évolution du secteur de la pharmacie en Italie
- La restructuration de l'industrie du textile/habillement en Italie
- La structure industrielle en Italie

Ces études apportent un nouvel éclairage sur la dynamique des restructurations en cours et analysent pour la première fois le système coopératif italien.

Pour recevoir une information sur l'une de ces études, contactez EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50.

سكنا للادخل

هكذا من الامم

22 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

# Destination Scandinavie? Difficile de trouver mieux que SAS!

Pour vous, les voyages d'affaires sont sans doute beaucoup plus une nécessité qu'un plaisir. C'est pourquoi nous faisons tout pour vous simplifier le voyage, dès l'instant où vous le planifiez.

La prochaine fois que vos affaires vous appelleront en Scandinavie, choisissez SAS EuroClass. En vol comme au sol, nous vous assurons une gamme de services spécialement conçus pour vous. Autrement dit, nous prenons en charge tous les problèmes pratiques. Pour vous laisser toute liberté de vous concentrer sur vos affaires.



Vos clients sont au Danemark, en Suède, en Norvège?

De Paris aux aéroports scandinaves, nous vous offrons 8 vols non-stop, tous les jours. Complétés par un excellent réseau de lignes intérieures qui, dans les trois pays, vous conduisent au-delà des principales villes.



**Copenhague – le meilleur chemin pour Singapour et Pékin (entre autres destinations).**

Rien d'étonnant à ce que nous offrions le meilleur service vers la Scandinavie. (Après tout, nous avons la réputation d'être la compagnie européenne la plus ponctuelle.) Mais même si vous allez beaucoup plus loin — de Paris à Singapour ou Pékin, par exemple — le plus pratique et le plus rapide est de passer par Copenhague, avec SAS.

Tout est prévu pour que votre correspondance soit agréable. Copenhague est l'un des aéroports les plus accueillants d'Europe. Il ne renferme pas moins de 27 boutiques qui vous proposent des produits de qualité à des prix fort avantageux. Ainsi que de nombreux restaurants, pour un repas gastronomique ou un snack rapide, mais non moins délicieux. Passager EuroClass, vous bénéficiez du Salon SAS EuroClass pour vous détendre ou travailler. A votre disposition, le téléfax et tout ce dont vous avez besoin pour vos affaires. Et si vous éprouvez le désir de vous détendre avant de repartir, pourquoi ne pas profiter du sauna, dans l'aéroport?



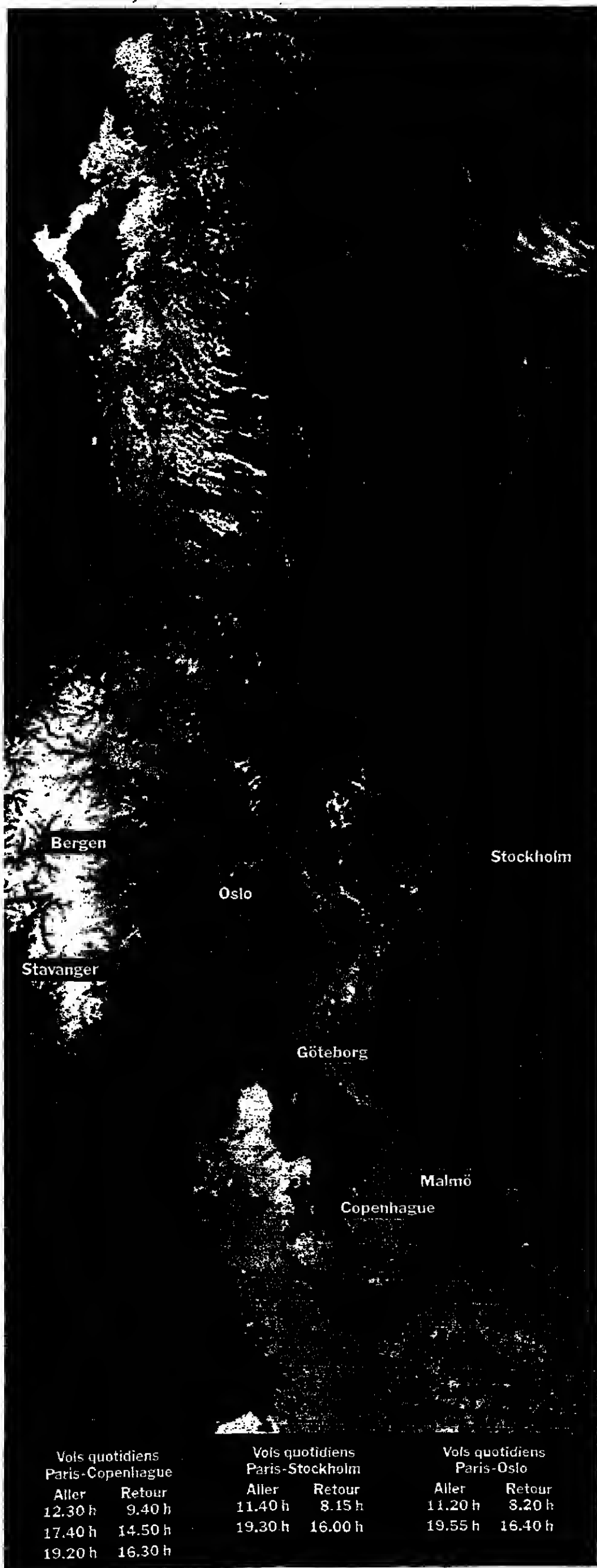
Un seul check-in.

Si vous empruntez un vol intercontinental SAS EuroClass, vous n'aurez pas à traîner vos bagages lors des correspondances... Il vous suffit de les enregistrer à votre départ de Paris: vous ne les reverrez qu'à votre arrivée à destination.



Depuis l'aéroport, annoncez votre arrivée à l'hôtel SAS.

Si vous descendez dans un hôtel SAS en Scandinavie, vous pouvez effectuer votre



Vols quotidiens  
Paris-Copenhague  
Aller 12.30 h  
Retour 17.40 h  
19.20 h 16.30 h

Vols quotidiens  
Paris-Stockholm  
Aller 11.40 h  
Retour 19.30 h  
8.15 h 16.00 h

Vols quotidiens  
Paris-Oslo  
Aller 11.20 h  
Retour 19.55 h  
8.20 h 16.40 h

enregistrement à l'hôtel dès votre arrivée à l'aéroport, en passant au bureau d'information SAS. Vos bagages sont pris en charge et vous êtes libre d'aller directement à vos rendez-vous d'affaires.

Cette facilité est offerte aux passagers EuroClass SAS à Copenhague, Stockholm, Oslo, Göteborg, Bergen, Bodø, Stavanger et Trondheim.



Les Business Hotels SAS.

Près de l'aéroport ou en pleine ville. Un voyage d'affaires, c'est bien plus qu'un simple transport d'un point à un autre. Aussi avons-nous nos propres hôtels pour répondre aux exigences des managers.

A Copenhague, Stockholm et Oslo, vous avez le choix entre un hôtel tout près de l'aéroport ou en centre ville. Dans les deux cas, vous trouverez tout ce que vous attendez d'un hôtel de haut niveau, et plus encore.

La plupart des hôtels SAS mettent un Business Service Center à votre disposition. Secrétariat, PC, photocopieurs, téléfax... vous pouvez également louer un téléphone portable, voire un bureau.

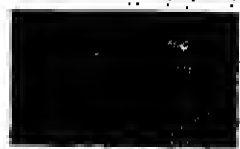
Et si vous choisissez SAS EuroClass, vous bénéficierez d'une réduction de 10% sur le tarif des chambres.



Depuis l'hôtel,

enregistrez-vous sur votre vol SAS.

Avant votre retour, vous souhaitez probablement profiter au maximum de votre dernier jour en ville. Le service d'enregistrement de votre hôtel SAS prend vos bagages en charge et vous délivre une carte d'embarquement sur votre vol EuroClass. Vous voici libre de prendre quelques derniers contacts d'affaires; quant à vos bagages, oubliez-les jusqu'à votre arrivée à Paris.



Appelez-nous 24 heures sur 24.

Si vous souhaitez modifier votre itinéraire sur SAS, appelez simplement à Copenhague le (45) 33 14 75 55, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, de n'importe quel point du monde. Nous mettrons tout en oeuvre pour vous satisfaire.

Faites l'essai.

Nous espérons avoir bientôt le plaisir de vous accueillir sur l'un de nos avions ou dans l'un de nos hôtels. Et nous sommes prêts à prendre le pari que personne ne vous assurera un voyage plus agréable vers la Scandinavie — ou une destination plus lointaine.

**SAS**

**Pour la Scandinavie, volez Scandinave.**



# ÉCONOMIE

## SOCIAL

La production doit augmenter de 25 %

## La « semaine de quatre jours » à Peugeot-Talbot de Poissy permettra la création de 1 600 emplois

L'organisation hebdomadaire du travail à quatre jours a débuté lundi 22 avril à l'usine Peugeot-Talbot de Poissy (Yvelines). Ces nouveaux horaires permettront d'allonger la durée d'utilisation des équipements, de porter la production de 1 200 à 1 500 véhicules par jour et de créer 1 600 emplois supplémentaires sur le site.

Alors que le marché automobile s'essouffle et que le groupe PSA reste prudent sur l'évolution de ses ventes en 1991, la nouvelle répartition du temps de travail, destinée à accroître de 25 % la production de l'établissement de Poissy (9 000 salariés), peut paraître malvenue. Tout en reconnaissant que la conjoncture n'est pas idéale, les dirigeants de Peugeot estiment que le paradoxe n'est qu'apparent. « Il faut raisonner sur le moyen terme et augmenter les capacités de nos usines pour réaliser des gains de productivité et atteindre la taille européenne », estime M. Roland Vardane, directeur central du personnel d'Automobiles Peugeot, qui souligne que la

semaine de quatre jours doit permettre de réaliser 9 % de gains de productivité.

Les nouveaux horaires - qui concernent depuis le 22 avril 2 500 salariés et seront étendus à 6 000 personnes à compter du 17 juin - portent à 9 heures 38 minutes la durée de travail quotidienne de l'équipe du matin et à 9 heures 37 minutes celle de l'équipe du soir (qui quitte son poste à 2 h 40 du matin). Les salariés bénéficieront de trois jours de repos dans la semaine, dont obligatoirement le samedi et le dimanche. Le troisième jour de repos sera « glissant », permettant de disposer de deux week-ends de trois jours par période de cinq semaines.

### Les critiques de la CGT et de la CFDT

Si l'horaire hebdomadaire (38 heures 30 minutes) reste inchangé, la nouvelle formule aboutit en revanche à accroître de 25 % la durée d'utilisation des équipements, portée à 96 heures 15 minutes. Cet élargissement des capacités de Poissy - où Peugeot aura investi 2,4 milliards de francs en 1990-1991 - permet de créer un peu plus de 1 600

emplois supplémentaires (dont 1 242 d'ici à la fin de l'année). Compte tenu des départs naturels, quelque 2 000 embauches doivent intervenir au total. Elles permettront de réduire la population ouvrière de l'usine, dont la moyenne d'âge passera de 44,5 ans à 40,3 ans.

Une telle organisation va changer en profondeur les habitudes des salariés, qui doivent suivre un emploi du temps individualisé et apprendre à travailler en « modules » de cinq personnes, dont plusieurs seront aptes à travailler, selon les jours, sur des postes différents. Cette polyvalence accrue - qui fera l'objet d'avantages qui pourront atteindre 5 % de la masse salariale - nécessite un effort de formation important, évalué par Peugeot à 60 millions de francs. De même, les services de transport ont été améliorés.

La semaine de quatre jours, qui a fait l'objet d'un accord d'entreprise signé par FO, la CGT et les autres syndicats, est sévèrement critiquée par la CGT et la CFDT, minoritaires à Poissy. Ces derniers revendiquent une réduction globale des horaires et redoutent que cette formule ne se traduise par un rythme de travail plus pénible, susceptible en outre

d'accroître la fréquence des accidents professionnels et l'absentéisme.

Les dirigeants de Peugeot, outre qu'ils estiment que les impératifs de compétitivité conduisent à exclure toute réduction de la durée du travail, se disent persuadés que les salariés préfèrent la semaine de quatre jours à des formules consistant (comme c'est le cas chez Toyota, BMW et General Motors en Belgique) à étendre l'activité le samedi. De même, ils n'ont pas choisi de recourir à une troisième équipe de nuit, solution envisagée par Renault à Flins. Selon M. Vardane, la formule retenue est la seule adaptée à l'usine de Poissy (où sont fabriqués les Peugeot 205 et 309 ainsi que la nouvelle Citroën ZX). Celle-ci, implantée en plein tissu urbain, « ne dispose pas de l'espace suffisant pour que d'autres options soient retenues ».

Enfin, Peugeot (56 000 salariés) compte améliorer de 11 % sa productivité en 1991 sans réduire ses effectifs permanents. En revanche, la firme a considérablement réduit le recours à l'intérim. Ainsi, l'usine de Sochaux, qui employait 3 500 travailleurs intérimaires, n'en compte désormais aucun.

JEAN-MICHEL NORMAND

## INDUSTRIE

Grâce à la réorganisation de l'AFNOR

## Les entreprises participent davantage aux travaux de normalisation

L'AFNOR (Association française de normalisation) a présenté dernièrement à Paris sa nouvelle organisation, destinée à mieux répondre à la perspective européenne. Les industriels prennent de plus en plus en compte la normalisation dans leur stratégie.

Longtemps à la traîne dans le domaine de la normalisation, la France est en train de rattraper son retard. Ces dernières années, les initiatives se sont multipliées pour sensibiliser les entreprises françaises à l'enjeu de la normalisation comme instrument de politique industrielle : le budget du ministère de l'Industrie consacré au volet « normalisation, certification et essais » a progressé depuis trois ans de plus de 50 % ; en octobre 1988, avec la bénédiction du ministère de l'Industrie, des clubs Initiatives et compétitivité, destinés à promouvoir la normalisation parmi les PME, étaient créés sur tout l'Hexagone ; enfin, un groupe interministériel chargé de définir les orientations en matière de normalisation a été institué. L'ensemble du système normatif dispose d'un budget de 1,2 milliard de francs pour 1991.

L'AFNOR est un élément clef de

ce dispositif. Pour améliorer son efficacité et être mieux à même de défendre les positions françaises au sein des instances européennes de normalisation, elle s'est restructurée en mettant en place progressivement dix-neuf comités d'orientation stratégiques (COS). A la logique sectorielle qui prévalait jusqu'alors, les COS substituent une logique technique.

Autour de thèmes transsectoriels, comme l'eau, les matériaux, les transports, la sécurité du travail, etc., ils réunissent tous les acteurs publics et privés concernés. Ces COS sont dirigés et composés de « personnalités du secteur » et non plus de techniciens comme c'était souvent le cas dans les commissions de normalisation. Ces personnalités, dotées d'un plus grand pouvoir de décision, sont aussi mieux à même de définir les enjeux ainsi que les financements à engager.

Toutes ces actions permettent aujourd'hui à la France de mieux faire entendre sa voix. Alors qu'en fin 1987, l'Allemagne gérait 40 % des secrétariats techniques du CEN (Comité européen de normalisation), elle n'en détenait plus que 28,15 %, toujours en tête, mais talonnée par la Grande-Bretagne (22,69 %) et la France (21,85 %).

A. K.

## AFAIRES

## Le profit des banques

Suite de la page 21

En revanche, les provisions pour risques clients (particuliers, entreprises) prennent le relais. Quand l'économie ralentit et que les taux d'intérêt s'élèvent, l'endettement accumulé par les ménages et les entreprises devient insupportable. Les banques sont alors contraintes d'augmenter leurs provisions sur les risques domestiques.

L'état des marchés boursiers, lié à la crise du Golfe, explique que peu de banques fassent apparaître des plus-values sur cessions de titres. Ce serait même plutôt l'inverse, puisque certaines sont obligées de provisionner pour l'une ou l'autre de leurs participations, comme la Société générale avec Michelin. La BNP, quant à elle, a des allures de martyr, avec les fardeaux cumulés de la BIAO (1 milliard de francs en 1990) et de la BAII, dont le sort est loin d'être réglé et qui émerge pour 712 millions de francs sur les quelque 7 milliards de francs de provisions de sa maison-mère.

On peut d'ailleurs s'interroger sur le triste record de baisse de profitabilité que la BNP semble s'être attachée à remporter. N'aurait-elle pu imiter la Société générale, qui a vendu fin 1990 un immeuble, lui permettant de dégager une plus-value de 800 millions de francs ? Sans doute la Générale, en tant que banque privée pouvait-elle difficilement afficher une chute de son bénéfice supérieure à 25 %. Il faudrait alors penser que la BNP a choisi de noircir le tableau, pour alerter son actionnaire, l'Etat, qui donne l'impression de lui préférer l'autre banque publique, le Crédit lyonnais. Mais aussi son personnel, dont la grève de fin-1989-début 1990 lui a coûté cher.

L'année 1990 assure mal de ce qui attend les banques pour la

décennie à venir. Dans une conjoncture massée, comment peuvent-elles gagner leur vie ?

En limitant la croissance des frais généraux : la Société générale et la BNP s'engagent dans cette voie. Mais elle a ses limites : sociales, car elle passe par des suppressions d'effectifs que les banques se sont jusqu'ici efforcées de pratiquer progressivement et en douceur ; financières, car les gains de productivité s'accompagnent aussi de l'embauche d'un personnel nouveau plus qualifié, mais aussi mieux payé.

En augmentant leur produit net bancaire, les banques réclament des mesures fiscales qui leur permettent d'échapper à la hausse structurelle du coût de leurs ressources. Une mesure soumise à la généralité du ministère des finances. Mais les banquiers pourraient aussi faire appel à leurs propres forces. En refusant de poursuivre une concurrence stérile qui les amène à faire des crédits non rentables et de plus en plus risqués, il y a belle lurette que les industriels ont compris le danger des parts de marché à perte.

Mais aussi en accroissant la part des commissions, l'autre composante du PNB, aux côtés de la marge d'intérêt. Bien qu'en augmentation, elle est encore ridiculement faible : de l'ordre de 20 % pour l'ensemble des banques AFB, loin derrière les autres pays. D'après des chiffres OCDE de 1988, la France arrive derrière le Portugal ! Mais cela coïncide que les banquiers s'engagent à faire payer de plus en plus leurs services. A condition de le faire de manière sélective, d'offrir une réelle qualité de service et, enfin, d'être capable d'en connaître le véritable coût pour en faire payer le juste prix.

CLAIRE BLANDIN

Et si au lieu de gaspiller votre argent dans cette petite annonce, vous alliez voir ce qui se passe chez votre revendeur agréé Apple.

**ECHANGE** d'un Apple II usagé contre un Macintosh LC neuf.

**Achetez tout** l'équipement Apple II usagé contre un Macintosh LC neuf.

**RECHERCHE** des personnes intéressées par l'achat d'un Apple II usagé contre un Macintosh LC neuf.

**RECHERCHE** des personnes intéressées par l'achat d'un Apple II usagé contre un Macintosh LC neuf.

Du 2 Avril au 28 Juin  
Reprise d'un Apple II 5000 F à valoir sur l'achat d'un Macintosh LC.

Vous l'avez sans doute déjà remarqué, on trouve un peu de tout dans les petites annonces. Mais celle-ci était inhabituelle. Souvenez-vous, il y a plus de 10 ans, Apple lançait l'Apple II, et comme vous avez compris que c'était un produit d'avenir, vous couriez l'acheter. Aujourd'hui, Apple vous propose de poursuivre cette logique d'investissement. Nous reprenez votre Apple II ou votre

Apple II 5000 F TTC\* à valoir sur l'achat d'un Macintosh LC. Imaginez, le Macintosh LC avec 2 Mo de mémoire centrale, un disque dur interne de 40 Mo, un moniteur 12" qui gère jusqu'à 256 couleurs et une entrée son : tout cela pour 11841,20 F TTC\* au lieu de 16841,20 F TTC\*. Mais s'arrêter là aurait été mesquin. Chez Apple, on a aussi pensé à ceux d'entre vous qui souhaiteraient préserver tout

le travail qu'ils ont fait sur leur Apple II. Avec la carte d'émulation optionnelle (1174,14 F TTC\*), vous pourrez réexploiter toutes les informations et applications de votre Apple II sur votre nouveau Macintosh LC. Et si nous avons fait tout ça, c'est pour que vous soyez toujours l'un des premiers à avoir le dernier Apple.



### BOOZ-ALLEN & HAMILTON Inc.

CONSEIL EN MANAGEMENT  
STRATÉGIE, ORGANISATION  
GESTION INDUSTRIELLE  
TECHNOLOGIE  
FUSIONS ET ACQUISITIONS

A LE PLAISIR DE VOUS ANNONCER LE  
TRANSFERT DE SES BUREAUX AU :

112, avenue Kléber  
75116 Paris

Tél. : (1) 44-34-31-31  
Fax : (1) 44-34-30-00

Adresse postale :  
S.P. 165 - Trocadéro  
75770 Paris cedex 16

50121011



SOCIÉTÉ DU GROUPE EXON

## RÉSULTATS 1990 DU GROUPE ESSO S.A.F.

Le Conseil d'Administration, au cours de sa réunion du 16 avril 1991, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1990.

Le résultat net du Groupe est un bénéfice de 527 millions de francs. Ce résultat s'analyse de la façon suivante :

- le résultat d'exploitation s'élève à 1 263 millions de francs incluant un effet prix sur stocks positif de 132 millions de francs, après prise en compte d'une provision pour dépréciation de 490 millions de francs ;
- le résultat courant comptable est positif de 1 285 millions de francs ;
- le résultat exceptionnel, négatif de 264 millions de francs, inclut essentiellement l'amortissement des frais d'exploration et le prélèvement fiscal exceptionnel sur la production de pétrole brut ;
- le résultat net du Groupe, de 527 millions de francs, est obtenu après prise en compte de la charge d'impôts, de la participation des salariés et de la part des minoritaires dans le résultat d'Esso REP.

La Société ajoute les commentaires suivants :

Les résultats courants de l'activité d'Exploration-Production sont en légère amélioration et ont bénéficié de la hausse des prix du pétrole brut durant le deuxième semestre, partiellement compensée par la baisse du taux du dollar. Le résultat net, pratiquement identique à celui de 1989, s'élève à 264 millions de francs et est affecté par les charges fiscales locales et par le prélèvement fiscal exceptionnel qui constitue donc un frein accru à l'investissement dans ce secteur.

Les résultats de l'activité de Raffinage-Distribution ont marqué une nette amélioration durant le premier semestre 1990, due à la poursuite du redressement des marges de raffinage observé depuis deux ans ainsi qu'au succès confirmé de la stratégie de qualité adoptée par la Société. En revanche, au deuxième semestre, la crise du Golfe et le renchérissement du pétrole brut ont entraîné une dégradation sensible des marges de raffinage, aggravée par l'encadrement en août et septembre

des marges de détail des carburants. Sur l'ensemble de l'année le résultat économique s'élève à 529 millions de francs, toujours insuffisant pour assurer une rentabilité satisfaisante des capitaux engagés.

Ces résultats renforcent néanmoins des éléments encourageants : le raffinement progressif des marges de raffinage, la stratégie de qualité et la maîtrise des coûts permettent d'espérer un redressement graduel des résultats malgré l'environnement extrêmement défavorable qui pèse sur la rentabilité de certaines des activités de la Société, notamment l'exploitation du réseau de stations-service.

Comme indiqué dans un communiqué en date du 28 mars 1991, une promesse de vente du site du siège social de la Société à La Défense a été signée pour un montant de 1 685 500 000 francs avec un groupe composé de trois promoteurs et de huit établissements financiers, parmi les plus importants en France. L'acte de vente final et le déménagement de la Société dans le nouvel immeuble en cours de construction à Ruell devaient intervenir en 1992.

Par ailleurs, afin de mieux insérer son outil de raffinage dans un contexte européen, ESSO S.A.F. a apporté au cours du dernier trimestre 1990 cette activité à Esso Raffinage S.A.F., société qu'elle détient à 100 %. L'apport ayant été effectué à sa valeur nette comptable, cette restructuration n'a pas d'impact sur les comptes consolidés.

## DIVIDENDE PAR ACTION PROPOSÉ

Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes d'Esso S.A.F., société mère du Groupe, pour l'exercice 1990. Le résultat courant comptable est positif de 887 millions de francs. Le Conseil recommande à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 25 francs par action, soit 298 millions de francs. Il est rappelé que le dividende net avait été de 25 francs au titre de 1989 et qu'un acompte de 15 francs par action a déjà été versé le 15 février 1991.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE ESSO S.A.F.

	1989	1990
Millions de francs		
Résultat d'exploitation	1 619	1 263
Résultat financier	(38)	22
Résultat courant comptable	1 581	1 285
Résultat exceptionnel	(274)	(264)
Impôts courants et différés	(494)	(429)
Participation	(24)	(36)
Minoritaires	(30)	(29)
Résultat net du Groupe	759	527

## RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION

	1989	1990
Millions de francs		
Résultat courant comptable d'ESSO S.A.F.	1 122	887
Élimination de l'effet prix sur stocks	(620)	(622)
Élimination de la provision pour dépréciation des stocks	(151)	(226)
Élimination du dividende d'ESSO REP	351	529
Résultat courant économique Raffinage-Distribution	599	650
Capacité d'autofinancement hors effet prix sur stocks		

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS.  
Le Monde  
est la première source d'information  
des cadres supérieurs.

(IPSOS 90)

## FONSICAV : AAAM

## HLM MONÉTAIRE : AAAM

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Ces deux sicav monétaires  
de la Caisse des dépôts et consignations  
et du réseau du Trésor Public  
obtiennent de la part  
de Standard and Poor's - A.D.E.F.  
la meilleure note.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

trésor public

سكزا من الاصل

RICOH

RICOH CO. LTD a porté de 48,71 % à 77,02 % sa participation dans le capital de RICOH LEASING COMPANY LTD, qui est désormais une filiale de RICOH CO., LTD. Ce rachat d'actions augmente le total du bilan consolidé du Groupe d'environ 20 %.

RICOH LEASING est une société de crédit-bail dont les ventes pour l'exercice clos le 31 mars 1990 ont atteint 109,14 milliards de JPY.

Le total du bilan au 31 mars 1990 s'est élevé à 412,62 milliards de JPY.

845 000  
LECTEURS  
CADRES,  
Le Monde  
est le  
premier titre  
d'information  
des cadres.  
(IPSOS 90)

COLAS

Réuni le 17 avril 1991 au nouveau siège social de Boulogne sous la présidence d'Alain Dupont, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires économique hors taxes du Groupe Colas s'est élevé à 11,7 milliards de francs en 1990, soit une progression de 3% contre 14% en 1989 et 17% en 1988. En France, et dans une partie des pays étrangers où le Groupe est implanté, on a constaté un plafonnement des crédits affectés à la construction et à l'entretien des routes. Le retard pris dans l'équipement des réseaux s'est encore aggravé, alors qu'avec la multiplication des échanges inter-industriels et inter-Etats, le trafic progresse plus vite que l'activité économique globale.

Le bénéfice de Colas S.A., société mère, s'est élevé à 170 millions de francs contre 140 millions de francs en 1989, soit une progression de 21%.

Le bénéfice du Groupe après impôt a atteint 330 millions de francs (309 millions hors intérêts minoritaires) contre respectivement 326 millions de francs et 303 millions de francs en 1989. Le résultat 1990 inclut 58 millions de francs de quote part de résultat de Cofiroute, cette société étant à partir de 1990 intégrée dans les comptes consolidés par mise en équivalence. La dotation aux amortissements, en progression de 16%, s'est élevée à 515 millions de francs contre 445 millions de francs en 1989. Par comparaison à 1989, les résultats consolidés ont progressé à l'étranger, mais ont fléchi en France du fait d'une compétition encore plus vive, due à une rupture brutale du rythme de l'activité et à la politique adoptée par beaucoup d'entreprises qui avaient renforcé leurs équipements industriels en anticipant une expansion.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale qui se réunira le 18 juin 1991 de distribuer un dividende net de 20 F par action (30 F avant fiscalité) contre 12 F l'année précédente.

En France, l'austérité des budgets en matière de construction de routes, accentuée par les annulations de crédits d'Etat et d'autorisations de programmes décidées en Mars 1991, laisse prévoir pour l'année un volume de travaux inférieur à celui de l'année précédente. A l'international, l'activité du Groupe pourrait au contraire connaître une certaine progression. Globalement et sauf événement majeur, le résultat net du Groupe devrait se maintenir.

EBF

Le conseil d'administration d'EBF, Epéda-Bertrand Faure, a arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1990.

	1990	1989
en millions de francs		
Chiffre d'affaires	8 811	9 288
Résultat courant avant impôt	342,2	403,5
Bénéfice net part du groupe	188,9	172,5
Bénéfice net par action	91,3	92,8

La baisse du chiffre d'affaires est imputable aux modifications du périmètre du Groupe LUCHAIRE intervenues en 1989 et 1990. A périmètre constant, la hausse du chiffre d'affaires aurait été de 1,8 %.

L'activité filière, des sociétés EPEDA S.A. et MERINOS a connu un exercice favorable et a réalisé un chiffre d'affaires de 890,8 millions de francs, en progression de 8 % par rapport à l'année précédente.

Les bogages DELSEY ont maintenu en 1990 un rythme de croissance élevé de 12 %, en réalisant un chiffre d'affaires de 825 millions de francs.

L'activité équipements aéronautiques exercée par RATIER-FIGEAC a réalisé une nouvelle progression de son chiffre d'affaires : + 22 % pour atteindre 550 millions de francs.

Le Groupe BERTRAND FAURE, reconstitué autour de l'ancienne société LUCHAIRE par regroupement de l'ensemble des sociétés de sièges d'automobile, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 6 567 millions de francs contre 6 051 dans l'activité sièges d'automobile. La progression du chiffre d'affaires de cette dernière s'est établie à un niveau modeste : + 2,8 %, en raison du ralentissement de la conjoncture automobile dans la plupart des pays d'Europe et en Amérique du Nord au cours du deuxième semestre.

Le conseil d'administration a fixé la date de convocation de l'Assemblée Générale au 20 juin 1991 et proposera à cette assemblée la distribution d'un dividende de 17 francs, avant avoir fiscal, identique à celui de l'exercice 1989, pour un nombre d'actions en augmentation de 17 %.

Epéda-Bertrand Faure

Concernant l'exercice en cours, les premiers mois de l'année ont été fortement influencés par les événements du Golfe persique.

L'activité filière a subi un léger tassement de ses ventes, mais la reprise attendue de la consommation permet d'espérer de nouvelles progressions.

DELSEY a vu son chiffre d'affaires stagner du fait de la brutale contraction du transport aérien. La reprise progressive de celui-ci et la proximité de la haute saison touristique devraient néanmoins permettre à DELSEY de connaître une nouvelle croissance en 1991.

RATIER-FIGEAC devrait en 1991, connaître une progression comparable à celle de l'exercice précédent.

Dans le secteur automobile, BERTRAND FAURE, qui consolidera pour la première fois en 1991 le groupe allemand RENTROP, connaîtra une croissance de son chiffre d'affaires de plus de 30 %. Cette évolution masque cependant la mauvaise tenue des marchés européens et nord-américains, à l'exception de l'Allemagne : à périmètre consolidé, l'activité sièges d'automobile de BERTRAND FAURE devrait être en 1991 sensiblement égale ou en légère croissance par rapport à 1990.

D'ores et déjà, des mesures d'adaptation ont été prises pour ajuster les charges d'exploitation à ces perspectives.

Globalement, l'incidence du ralentissement conjoncturel du début de l'année 1991 ombre le groupe à envisager pour l'exercice la possibilité de résultats en retrait par rapport à ceux de 1990.

Le conseil d'administration a fixé la date de convocation de l'Assemblée Générale au 20 juin 1991 et proposera à cette assemblée la distribution d'un dividende de 17 francs, avant avoir fiscal, identique à celui de l'exercice 1989, pour un nombre d'actions en augmentation de 17 %.

calberson

Le conseil d'administration de la Compagnie générale Calberson, réuni le 18 avril 1991, a approuvé les comptes de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 8,06 milliards de francs, hors taxes et hors droits de douanes, dont 53 % en trafic national et 47 % en trafic international. A périmètre de consolidation constant, il a progressé de 2 % par rapport à 1989. Le bénéfice net après impôts s'est élevé à 87,4 millions de francs contre 115 millions de francs en 1989. La part du groupe a représenté 62 millions de francs contre 81 millions de francs en 1989.

Le bénéfice de la Compagnie générale Calberson, société mère du groupe, a été de 40,8 millions de francs contre 7,3 millions de francs en 1989. Ce résultat tient compte de 57 millions de provisions sur Calberson International et de 52,6 millions de francs de provisions sur Hermann Ludwig. Il tient également compte de plus-values de cession d'actifs immobilisés pour 103,6 millions de francs.

La baisse du résultat consolidé est imputable à une conjoncture défavorable en trafic national, principalement au deuxième semestre, mais, surtout, aux difficultés nouvelles que le groupe a rencontrées en international, notamment en RFA, et dans le Sud-Est asiatique. Les provisions pour risques passées dans les comptes consolidés ainsi que l'amortissement total des survalues devront permettre au groupe de faire face en 1991 aux coûts des restructurations engagées.

Ces mesures concernent principalement le réseau Hermann Ludwig en RFA et aux Etats-Unis. Une plus grande synergie est également recherchée avec nos partenaires Ziss Ambrosini en Italie et Dachsler en Allemagne. Le partenariat commenté en septembre 1990 avec cette importante entreprise renforce, en effet, de manière significative l'offre internationale de Calberson.

L'ensemble de ces mesures devrait se traduire en 1991 par une baisse du chiffre d'affaires international, mais surtout par une réduction de moitié des pertes de ce secteur, visant l'équilibre en 1992.

En messagerie nationale, l'accent sera mis sur la dynamique des hommes autour d'une équipe renouvelée ainsi que sur les gains de productivité liés aux investissements immobiliers en cours.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la mise en paiement d'un dividende de 15 francs par action (+ avoir fiscal de 7,5 francs) contre 18 francs par action l'année précédente (+ avoir fiscal de 9 francs). Le paiement du dividende s'effectuera, au choix des actionnaires, en numéraire ou en actions.



## Une maîtrise de l'assurance-maladie doit prendre en compte non seulement la demande, mais aussi l'offre de soins

هكذا في الأصل



## CHAMPS ECONOMIQUES

# Etats-Unis, le modèle qui chancelle

Suite de la page 25

A New York, le taux de mortalité infantile est de 150/000 - contre 80/000 en France - principalement à cause du nombre d'accouchements pratiqués dans des conditions inadaptées. Comment s'en donner un accouchement comprenant trois jours d'hospitalisation coûte facilement 60 000 francs ?

En période de recrudescence du chômage, que penser du sort des demandeurs d'emploi ? Aujourd'hui, 30 % seulement des chômeurs perçoivent un allocation contre 50 % en 1982 et 75 % en 1975. Lors des deux dernières récessions, quant subissent les plus modestes, qui subissent les effets conjugués de la modicité des pensions et de l'inflation de leurs frais médicaux (une prise de sang coûte en moyenne plus de 1 000 francs), ils sont fréquemment contraints de rechercher un travail à faible qualification (guichetier, livreur, caissier...) bien après soixante ans.

Plus préoccupant, l'enfance est de plus en plus touchée par la bombe à retardement sociale que fabrique la société américaine. 20 % des enfants vivent dans des foyers dont le revenu annuel se situe en deçà du seuil de pauvreté. Un million d'adolescentes ont un enfant chaque année et, dans certains hôpitaux, 18 % des nouveau-nés souffrent déjà des conséquences de l'alcoolisme ou de la toxicomanie dans lesquels la mère a sombré.

De plus, certains chiffres battent en brèche la conception idéologique d'un melting pot égalitaire : 45 % des enfants noirs, 39 % des « hispaniques », contre seulement 15 % des blancs vivent dans la pauvreté. On peut redouter que le cycle infernal gauchissement-délinquance-exclusion ne s'accroisse pour ces enfants mal nés.

Autre volet de ce drame de l'enfance, le système éducatif américain semble difficilement en mesure d'accomplir sa mission : la scolarisation débute tardivement (50 % seulement des enfants de trois à cinq ans vont à l'école ou en crèche, contre 98 % en France) ; ensuite, du primaire au lycée, la pédagogie est plus centrée sur le savoir le bon fonctionnement du cerveau, que sur l'apprentissage de savoirs ou de savoirs particuliers. L'absence de proportion importante des établissements permet d'obtenir l'équivalent du baccalauréat sans avoir jamais suivi un cours d'histoire ou de mathématiques.

L'enfant peut dès douze ans sélectionner, ses propres cours dans un panier d'options (plus ou

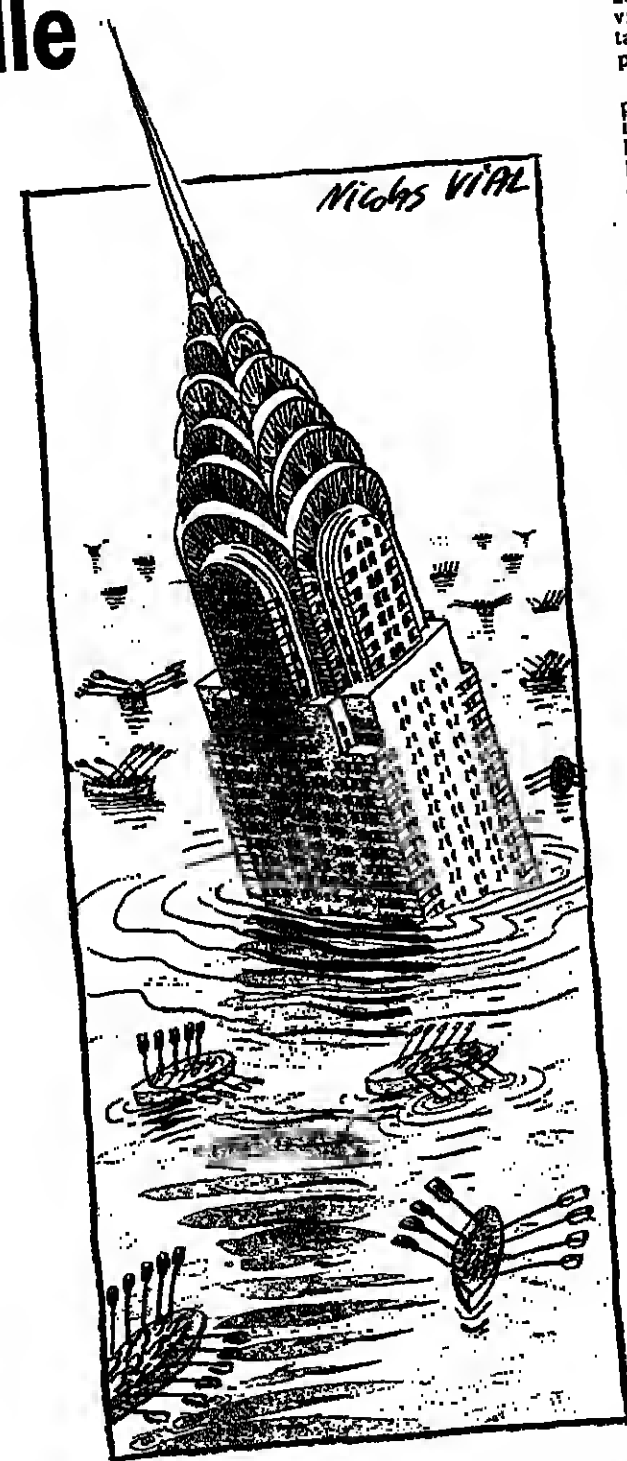
moins variées selon les moyens financiers de l'école) ; libre à lui de choisir les plus faciles. On ne peut pas lui imposer des cours plus difficiles même s'il en a les moyens intellectuels. L'enfant est élevé dans une philosophie où « faire de son mieux » et « choisir librement » sont les principes dominants. Est-ce le bon moyen de le préparer à la vie adulte, de lui apprendre à s'adapter aux contraintes et aux règles du jeu ? Si le « niveau d'inculture » des jeunes Américains apparaît nettement plus élevé qu'en Europe, on peut redouter que le déficit en termes de valeurs, d'éthique et de maturité ne soit plus grand encore.

### Un déficit de valeurs

Cela ne tire sans doute pas, ou peu, à conséquence dans des foyers socialement intégrés où la famille peut inculquer à ses plus jeunes membres un certain nombre de notions morales et de limites à ne pas franchir. Mais à l'heure où le nombre des « cas sociaux » augmente, où les familles pauvres à parent unique se multiplient, ce déficit de valeurs rend diffusées les frontières entre le « normal », le « malhonnête » et l'« abject ». La violence aveugle qui sévit dans les banlieues de certaines villes (3 700 meurtres en 1990 à New York, Los Angeles et Washington) n'est pas seulement imputable à la drogue ou à l'avidité matérielle : elle atteste qu'une frange de la jeunesse a perdu ses repères, ses limites.

Les spasmes de la société américaine, en proie à des croisades cycliques et plus ou moins éphémères - contre l'avortement, les mœurs de fourrure, la pornographie, le café salvadorien - sont peut-être le contrepoids apporté par quelques-uns à la tolérance et à l'indifférence manifestée par la plupart. La mobilisation sur certains thèmes est d'autant plus brutale et intransigente que le régent dans lequel sombre une partie de la population est insouciant.

L'impression qui prévaut est celle d'une société qui se cherche, comme déchirée entre la volonté d'agir selon son bon plaisir et l'absence de véritables désirs - d'où l'émergence d'une génération sans envies véritables pour laquelle le « encoconner » télévisuel représente un mode de vie rassurant et satisfaisant. Peut-être les États-Unis sont-ils malades de l'excès, excès d'indifférence, excès d'individualisme, excès d'imprévoyance.



Certes, en dépit de cette dérive sociale, l'Amérique semble encore bien loin de la faillite économique, pour ne pas parler de son rôle militaire. L'économie américaine, accoutumée aux superlatifs et aux premières places mondiales, n'est pas habitée aux doutes et aux remises en question. Il est néanmoins intéressant de constater que ses maux actuels peuvent être décrits en des termes similaires à ceux du malaise social : imprévoyance, reflux des règles et des équilibres traditionnels, et, d'une certaine façon, incurie et immaturité.

La stimulation hyperkeynésienne des déficits opérée par l'administration Reagan apparaît désormais comme une gigantesque traite sur l'avenir. La conjugaison d'une dette extérieure importante et d'une dévalorisation volontariste du dollar depuis 1985 est susceptible d'avoir engendré un formidable bradage de l'économie américaine au profit de l'étranger : l'investissement étranger aux États-Unis a pratiquement quadruplé de 1980 à 1990, pour dépasser 300 milliards de dollars.

Firestone, RCA, CBS, le Rockefeller Center, ne sont que quelques exemples, à valeur de symboles, des acquisitions effectuées par les Européens et les Japonais aux cours des dernières années. Autre conséquence marquante d'un investissement étranger triomphant aux États-Unis : l'automobile la plus vendue depuis deux ans est une... Honda ! On aura beau souligner que, à l'heure des marchés globaux et des stateless corporations, la fluidité transnationale du capital est une saine évolution, les États-Unis n'en ont pas moins abandonné à des puissances concurrentes le contrôle d'une fraction importante de leur économie.

L'autre bombe à retardement léguée par huit ans de réaganisme est le déficit budgétaire lui-même. Ce déficit est en passe de devenir la drogue donc du contribuable américain... mais la désintoxication sera coûteuse. L'opinion dominante aux États-Unis est la suivante : un déficit budgétaire de 22 % financé par l'étranger permet une prestation coûtant à l'État 100 dollars, tout en ne déboursant que 78 dollars, la dif-

ference étant constituée par une dette renouvelée chaque année. Au contraire, s'il était décidé un jour de réduire ce déficit, il faudrait durant des années accepter de payer bien plus que 100 dollars pour recevoir bien moins que 78 dollars ! Alors, pourquoi se faire souffrir ?

L'État américain semble se condamner à vivre à crédit, sans trop se soucier des concessions toujours plus grandes qu'il s'imposera pour continuer à alimenter la pompe à capitaux internationaux. D'ores et déjà, le maximum est fait pour allouer au service de la dette des ressources prélevées pour un tout autre usage. Ainsi, le « surplus » de la Sécurité sociale, censé payer les retraites après 2025, permet actuellement de couvrir les intérêts de la dette budgétaire... Est-ce ainsi qu'une nation prépare l'avenir ?

L'économie américaine semble par ailleurs avoir opéré une inquiétante évolution consacrant la prééminence du financier sur l'industriel. La dématérialisation de l'investissement semble être la caractéristique la plus frappante de la décennie 1980-1990. Les entreprises, bénéficiant d'avantages fiscaux dès 1981, ont engrangé des profits records qui furent principalement utilisés à des fins financières (fusions, rachats de dette, restructuration d'actifs), alors plus rentables que des investissements productifs. Malheureusement, cette richesse s'est largement autoconsommée dans les commissions farfelues versées aux intermédiaires - banquiers et avocats - dans les dédommagements inouïs (golden parachutes) consentis aux anciens cadres « remerciés » après une OPA et surtout dans la surenchère à laquelle se sont livrées les entreprises en concurrence lors du rachat d'actifs.

A l'instar du déficit budgétaire et de la consommation des ménages, cette fébrilité de croissance externe fut alimentée par l'endettement massif qu'autorisait un crédit fraîchement déregulé. Pour les entreprises désarmées incapables d'honorer leurs promesses éblouissantes de remboursements, l'alternative est aussi simple que dramatique : le règlement judiciaire ou la liquidation du réaménagement de la dette. On fragilise ainsi les prêteurs pour sauver les débiteurs.

### Des résultats aléatoires

En corollaire de cette évolution, on notera l'obsession du court terme manifestée par les entreprises américaines avec la publication de résultats trimestriels. A cette époque où aucune entreprise n'est à l'abri d'une OPA hostile, la maintenance des cours de Bourse et la satisfaction des actionnaires sont considérées comme des impératifs. Résultats intermédiaires flattereurs et dividendes substantiels de survie des équipes dirigeantes en place. Dans ce contexte, comment raisonner à vingt ans et investir en conséquence ?

L'État fédéral est aussi largement responsable de l'inflation de la bulle financière. En autorisant les caisses d'épargne - autrefois sévèrement réglementées - à investir leurs dépôts ou bon leur semblait, tout en continuant à garantir les dépôts individuels via la garantie fédérale, l'administration Reagan fait courir au Trésor public les risques attachés à ces placements. Le retournement du marché des junk-bonds, les difficultés économiques rencontrées par certaines régions et l'incurie de nombreux dirigeants de caisse

d'épargne, peu formés aux risques de la finance moderne, se sont réunis pour déclencher la plus grande faillite de tous les temps : une ardoise estimée à près de 500 milliards de dollars (50 % du PIB français !) à régler par l'ensemble des contribuables via l'assurance fédérale, pour un bon milliard de caisses d'épargne insolvables.

L'onde de choc pourrait se propager au secteur bancaire, dont le portefeuille de prêts et de participations se dégrade au rythme des faillites annoncées dans la distribution, l'immobilier, l'industrie, et, bien sûr, les caisses d'épargne. Récemment, les compagnies d'assurance ont commencé à provisionner des sommes considérables, jetant ainsi davantage le doute sur l'avenir du secteur (parafinancier américain). Espérons que la reprise économique annoncée depuis la fin du conflit du Golfe permettra d'éviter cette réaction en chaîne récessionniste, qui semblait inévitable il y a peu encore.

La responsabilité d'une telle impasse est à rechercher à différents niveaux : les responsables de sociétés, rémunérés en fonction de la performance boursière et des résultats à court terme de leur entreprise, ont largement perdu la vision stratégique indispensable à long terme, au profit de « coups » dont la rentabilité s'est trouvée vite révélée aléatoire. Le pouvoir politique est largement influencé par les lobbies qui gravitent autour de Washington, et qui savent rétribuer les décisions qui leur sont favorables. Les médias ont porté au pinacle des stéréotypes de réussite météoriques (Donald Trump, Robert Campeau, les frères Saatchi...) sans en souligner la profonde fragilité.

Enfin, il est certain que l'industrie - ou, plutôt, résident la véritable valeur ajoutée et les gains de productivité - n'est plus à la mode. Victimes de la surenchère des rémunérations offertes dans le secteur tertiaire, les entreprises industrielles sont de moins en moins aptes à attirer un encadrement de qualité et à embaucher les meilleurs éléments.

A un bilan social en demi-teinte s'ajoutent donc des constats économiques laissant présager un avenir difficile que ne devrait pas occulter l'actuelle reprise de confiance suscitée par la fin du conflit du Golfe. La société américaine a toujours été injuste, mais ses défauts étaient le prix à payer pour une vitalité économique cavée de Paris à Tokyo.

Néanmoins, lorsque à l'euphorie de la déregulation succèdent les affres du dérèglement, lorsque le légendaire esprit entrepreneurial cède le pas à un coiteux Monopole financier, lorsque à la domination se substitue la dépendance, le modèle américain tout entier commence à chanceler. La redéfinition du leadership politico-militaire parviendra-t-elle à enrayer un déclin économique et social qui semble bel et bien amorcé ?

PHILIPPE BESNARD  
STEPHANE TREPPOZ

### BIBLIOGRAPHIE

## Mars et Mercure

Le but de Christian Schmidt est de mieux comprendre comment les économistes, en construisant l'objet de leur discipline se sont trouvés amenés à appréhender la guerre et comment les penseurs militaires ont rencontré l'économie à l'occasion de l'élaboration conceptuelle de stratégie, ce qu'il appelle « la stratégie ». Que retient-il de ces exercices croisés de haute école ? Il était normal qu'il se réfère très vite à la théorie des jeux qui se trouve au milieu de l'économie et du « stratégique ». Même ambiance pour la dissuasion nucléaire qui repose toujours sur l'anticipation d'une conduite rationnelle de la part de l'adversaire présumé, comme dans l'économie de l'échange.

### Mathématique et météorologie

Après avoir suivi les étapes de la pensée sur le thème choisi, Christian Schmidt plonge au cœur du sujet : « Penser la guerre signifie moins aujourd'hui entreprendre sa théorie que de dégarer l'interprétation du réseau reliant en profondeur les interprétations multiples de l'instabilité internationale ». Notre auteur estime qu'il n'est pas trop hardi d'évoquer la biologie, la physique (états stables et instables), les mathématiques (théorie des catastrophes) voire la météorologie,

pour apprécier les rapports de l'économie et de la théorie de la guerre.

De nombreuses pages illustrées de tableaux et de matrices permettent de faire le tour des principaux outils intellectuels forgés au cours des temps pour penser la guerre et l'économie dans leurs liens aussi bien que dans leur différence. Elles retiendront l'attention des chercheurs et curieux.

En revanche, un plus large public s'intéressera aux manifestations reliant en profondeur guerre et économie. L'armement occupe une place primordiale dans le fonctionnement économique et militaire de nos sociétés. De même les crises internationales ont un contenu de plus en plus économique.

Emporté sur les cimes de la rationalité des pouvoirs et des intérêts, Christian Schmidt délaisse les dimensions affectives idéologiques, voire religieuses de l'économie de guerre ou de la guerre économique. Dommage. Ce n'est pas parce qu'il est impossible de formaliser les passions de Mars et de Mercure, qu'il faut évacuer.

PIERRE DROUIN

(1) *Conséquences économiques et sociales des dépenses militaires et de la course aux armements* (Ed. Economica), Pierre Drouin, *Penser la guerre, penser l'économie* de Christian Schmidt, Editions Odile Jacob, 315 pages, 170 F.

L'HERMÈS Editeur  
L'essentiel sur  
**ECONOMIE DE L'ENTREPRISE**  
par François MOREAU et Jean-Louis ROMÉYER  
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

**Le Monde**  
DOSSIERS ET DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL

**EUROPE :  
L'ENGRENAGE  
DU  
MARCHÉ UNIQUE**

116 pages

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

45 F







سكزا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

28 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

# Le Monde <sup>des</sup> Dirigeants

Postes à + de 400 KF

## Votre expérience de l'industrie mécanique et notre avance technologique

### DIRECTEUR GENERAL

Nous sommes un Groupe international, leader mondial dans notre technologie, pour la fabrication de composants destinés à l'industrie.

Notre avance technologique, le compétence de nos collaborateurs, la diversité de notre clientèle (mécanique, électronique, électro-ménager, outillage...) sont des atouts déterminants qui assurent notre succès.

Nous recherchons aujourd'hui le patron de notre filiale française basée en banlieue Sud de Paris (C.A. 150 MF).

Il prend en charge l'ensemble des responsabilités de management technique, commercial, financier et humain. Il participe activement à notre stratégie de développement.

Vous êtes ingénieur et avez une expérience réussie de patron de centre de profit dans l'industrie mécanique. Vous voulez aujourd'hui vous impliquer en première ligne dans une responsabilité globale, en démontrant vos qualités d'animateur et de développeur, proche du terrain et des hommes. Vous parlez anglais.

Le challenge proposé et le niveau de rémunération (fixe + bonus) sont de nature à attirer des responsables de premier plan.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 25/2453 B, à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Berni - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42.25.71.07

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

## DIRECTEUR DE PROGRAMMES

**Important groupe immobilier Paris 8<sup>e</sup>** - Figurant parmi les vingt premiers groupes de promotion à l'échelon national, nous sommes forgés une excellente notoriété auprès de notre clientèle par la qualité de nos constructions et de nos prestations. Le développement constant de nos programmes sur la côte normande et dans la région genevoise nous conduit à rechercher un directeur de programmes. Travaillant avec autonomie au sein d'une équipe motivée, vous aurez des responsabilités étendues : recherche foncière, montage financier, juridique, technique, suivi des opérations commercialisation. Ce poste basé à Paris conviendrait à un diplômé de grande école ayant acquis une première expérience de la promotion immobilière. De fréquents déplacements sont à prévoir. Ecrire à Marc GALOPIN en précisant la référence A/S8674M - PA Consulting Group 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

## directeur adjoint PARIS

Nous sommes une CAISSE de RETRAITE basée sur le système de la répartition, tournée vers les Cadres de l'industrie et dépendant de l'A.G.I.R.C.

La retraite mais également assurances, logement, vacances, loisirs, études professionnelles sont nos préoccupations permanentes.

Votre stratégie sera d'insuffler une dynamique nouvelle dans notre organisme.

Véritable coordinateur de nos Directions Financière, Informatique et Administrative (gestion technique), vous serez plus particulièrement chargé dans un premier temps d'optimiser notre système de gestion informatique et de trouver des solutions originales pour développer le nombre de nos adhérents.

Vous serez aidé par des équipes performantes et motivées.

Vous aurez à défendre vos projets auprès de notre Directeur ainsi que devant notre Conseil d'Administration.

Vous êtes de formation supérieure, Ecole de Commerce, DEA Droit ou Ingénieur (complétée par une formation gestion/commerce). L'informatique vous intéresse mais vous êtes également un généraliste passionné par les challenges à relever.

Par ailleurs, vous avez une expérience d'une fonction similaire acquise dans le milieu de l'Assurance ou auprès des organismes de Retraite.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. + prétentions) sous la référence DA 10 à notre Conseil qui vous garantira la stricte confidentialité de votre candidature.

**COCEPLAN**  
à l'école des talents

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16  
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.



## secrétaire général

Membre du Comité de Direction et rapportant au Directeur Général Europe, il aura pour mission :

- la mise en place de plusieurs filiales européennes,
- la gestion administrative de la société,
- la supervision des affaires financières et comptables et de l'informatique, le reporting, la logistique.

De formation supérieure (ESC - DECS), âgé de 32 à 42 ans, vous avez une expérience approfondie de la fonction, du management et une connaissance du GAAP (General Accounting and Auditing Principles). Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais.

Nous vous offrons une rémunération motivante et une grande autonomie.

Le poste est situé à VILLENEUVE LA GARENNE (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à IBF - 35, avenue Jean Jaurès - 92390 VILLENEUVE LA GARENNE, sous la référence MJC/IB.

## Directeur Comptable et Fiscal

Filiale française d'un groupe leader mondial dans l'industrie minière, nous réalisons avec 1500 personnes un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de Francs. Notre Société, composée de multiples unités opérationnelles réparties sur l'ensemble du territoire, doit sa réussite à la motivation et au professionnalisme de ses collaborateurs, dont l'objectif est la satisfaction du client.

Le Directeur Comptable et Fiscal est responsable de l'ensemble des comptabilités du Groupe (comptabilités générales, comptabilités clients et fournisseurs, gestion des trésoreries). Ultérieurement, il devra prendre en charge d'autres fonctions dans le cadre de la Direction Financière. Il supervise une vingtaine de collaborateurs. Ce poste est basé à proximité de REIMS. La rémunération est motivante.

A 35/45 ans, vous avez une solide formation comptable ou financière (Expertise Comptable ou Grande Ecole de Gestion) et de bonnes connaissances en anglais ou en allemand. Votre expérience d'environ 10 ans, acquise en cabinet ou en entreprise, de préférence internationale à multi-sociétés, vous rend rapidement opérationnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence 137/D1/M à notre Conseil - ARPE - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

CONSEIL  
**arpe**  
EN RECRUTEMENT

## un directeur commercial à la conquête de nouveaux espaces

COMMUNICATION PARIS OUEST CRÉATION DE POSTE

Avec 120 salariés et 35 % de croissance annuelle depuis 5 ans, cette agence spécialisée est filiale de l'un des premiers groupes de communication français. Elle a su conquérir des territoires encore libres. L'esprit pionnier l'anime et pour ses clients, elle ouvre des voies sans frontières.

Votre mission est claire : diriger une équipe commerciale de 25 personnes, organiser le développement du C.A. et de la marge, négocier en direct avec des grands comptes. Votre contribution personnelle passe par vos idées neuves et votre sens de la communication.

Pour prendre ce poste, vos arguments sont : votre âge 30 ans, votre excellente formation, vos compétences. Vos qualités sont le pragmatisme, le besoin de construire et le sens de l'animation.

Si vous vous reconnaissez dans ces quelques lignes et si vous vous sentez taillé pour notre nouveau monde,

écrivez à Paul-André FAURE, consultant (réf. 5735 LM)  
"Carrières marketing et vente"

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LILLE - NANTES - STRASBOURG  
LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

Entreprise de fabrication et distribution de produits de grande consommation, située à Barcelone, ayant de nombreux points de vente en Espagne, C.A. environ 500 Millions FF, 700 personnes environ, faisant partie d'un Groupe International important, recherche un

## Directeur de Département

De formation supérieure (HEC, ESC, etc.), âge minimum 30 ans, il aura quelques années d'expérience dans le domaine financier (Contrôle de gestion, Audit, Direction Administrative/Financière ou similaire) lui permettant d'avoir une vue globale de l'entreprise. Il aimera utiliser cette expérience financière comme tremplin afin d'étendre son rayonnement vers le marketing et surtout le "Product Management".

Dépendant de la Direction Générale, il prendra en charge un des Départements importants de l'Entreprise.

Il devra posséder l'esprit d'un chef d'Entreprise. Il sera un gestionnaire par formation et expérience et un Manager d'hommes par vocation.

Il travaillera dans la langue espagnole et devra donc déjà la parler couramment ou être en mesure de la maîtriser rapidement.

Nous offrons une rémunération motivante, une grande délégation, une formation à nos méthodes et d'excellentes possibilités de carrière dans une entreprise internationale.

Merci d'envoyer votre C.V. EN FRANÇAIS, photo, salaire actuel, sous réf. 6350 à Manuégies, 8, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Une société française au rayonnement mondial, concevant et produisant des biens d'équipement industriel de haute technologie recherche son

## DIRECTEUR TECHNIQUE

Responsable de fabrication

L'entreprise peut évoluer de "l'artisanat éclairé" à la production industrielle. Les talents et les compétences, l'outillage et les équipements, le marché et la notoriété : tous ces acquis attendent le chef d'orchestre qui harmonisera l'activité du BE, des Méthodes, de la Fabrication et du Contrôle Qualité pour entrer dans une véritable industrialisation.

De formation supérieure (Ecole Centrale de Paris, Arts et Métiers, INSA Lyon...), vous avez une expérience probante de responsabilités en fabrication, sur cycles longs, de produits mécaniques très sophistiqués.

Votre crédibilité technique, vos qualités relationnelles et votre pragmatisme vous permettront d'apporter une contribution déterminante au Comité de Direction de cette entreprise en pleine mutation et dont les perspectives sont grandes. Vous travaillerez indifféremment en français ou en anglais.

La rémunération proposée est de 500 KF.

Le poste est basé à Eury Ville Nouvelle.

Veillez adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 7399, à notre conseil : Nédélec Consultants & Associés - Immeuble "Le Conseil" - 14, rue du Bois Guillaume 91024 Eury Cedex.

**NCA**



## EUR DE PROGRAMMES

**Responsable**  
des programmes  
juridiques  
et administratifs  
dans un grand  
groupe international  
de haute technologie  
et de services.  
Vous serez chargé  
de la mise en œuvre  
des programmes  
juridiques et  
administratifs  
dans un grand  
groupe international  
de haute technologie  
et de services.  
Vous serez chargé  
de la mise en œuvre  
des programmes  
juridiques et  
administratifs  
dans un grand  
groupe international  
de haute technologie  
et de services.

**PA**

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

Ref. AG4592MO

## Juriste International à fort potentiel

Paris Ouest

Agé d'environ 35 ans, vous êtes doté d'une solide formation en droit des affaires (DICE, DESS, DEA) et pouvez justifier d'une expérience significative (5/7 ans) du droit des affaires dans un environnement international.

En liaison directe avec les services et filiales du Groupe, vous aurez dans un premier temps en charge le suivi juridique des projets, implantations et contrats internationaux, et interviendrez en amont des leur négociation.

Votre fort potentiel (qualités de négociateur, pragmatisme, anglais courant, aptitudes au management) vous permettra d'évoluer vers une fonction de direction. Ce poste implique de fréquents déplacements à l'étranger.

Contactez Thierry Virol au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence TV6845MO.



**Michael Page Tax & Legal**  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

## Juriste d'Affaires

Paris

280/300 KF

Au sein d'une Direction Juridique de haut niveau, vous interviendrez sur des dossiers et pour des consultations intéressantes le Groupe et ses filiales, en matière de droit des contrats, réseaux de distribution, droit social (contrats de travail, accords collectifs), droit des sociétés et droit des affaires en général.

Agé d'une trentaine d'années, de formation juridique supérieure (CAPA, DICE, DEA, DESS...) doté idéalement d'une formation complémentaire, vous justifiez impérativement d'au moins 4/5 ans d'expérience au sein d'un cabinet

d'affaires, d'avocats ou d'une grande entreprise, éventuellement internationale. Autonome, excellent technicien, ayant le goût et le sens des contacts à tous niveaux, vous parlez anglais et souhaitez évoluer dans un Groupe international de haute technologie qui offre différentes possibilités d'évolution.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adressez lettre manuscrite + CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. AG4592MO.



**Michael Page Tax & Legal**  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

## secrétaire général

## Fiscaliste international

LE POSTE : Optimisation fiscale et études stratégiques pour l'ensemble du Groupe et de ses filiales étrangères.

LE CANDIDAT : Agé d'au moins 30 ans, de formation universitaire 3ème cycle ou équivalent, vous disposez d'une expérience professionnelle en fiscalité internationale d'au moins six ans. La parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que votre mobilité vous prédisposent à l'exercice de cette fonction.

Ref. : 1274STM

## Fiscaliste confirmé

LE POSTE : Fiscalité française d'entreprise et intégration fiscale dans un contexte multinationale.

LE CANDIDAT : Agé de 27 à 30 ans, de formation universitaire ou équivalente et parfaitement rompu à la fiscalité française depuis au moins trois ans, ce poste vous offre une réelle perspective d'évolution.

Ref. : 1375STM

Veuillez contacter Charles SIMON-THOMAS au (1) 42.89.09.17 ou lui envoyer un CV complet, avec photo en indiquant la référence du poste à NORMAN PARSONS 12 rue de Pontbriou - 75008 PARIS.

**Norman Parsons**  
JURIDIQUE ET FISCAL

Prestigieuse Banque française de dimension internationale recherche

## Juriste Instruments Financiers

Paris

En qualité de juriste au sein de la Direction de la Trésorerie et des Changes, vous serez responsable des problèmes juridiques se rapportant aux opérations de marché (SWAPS, CAPS, FLOORS, options...).

Juriste unique à la D.T.C., vous assurerez un rôle de conseil interne (analyse et rédaction de contrats) et mettrez en place la documentation requise. Doté d'une solide formation juridique (maîtrise, 3ème cycle), vous pouvez faire état d'une

expérience réussie de 3/5 ans dans une Banque ou en cabinet, et avez pu acquérir une bonne connaissance des instruments et des marchés financiers. Une pratique courante de l'anglais est indispensable.

Contactez Thierry Virol, au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. TV6848MO.



**Michael Page Tax & Legal**  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

## directeur commercial

recherche de nouveaux espaces



SCHWEPPESS FRANCE, filiale en forte croissance du groupe CADBURY SCHWEPPESS, n° 2 européen des soft drinks, commercialise les marques INDIAN TONIC, OASIS, DRY DE SCHWEPPESS, GINI, SEVEN UP, CANADA DRY, pour un chiffre d'affaires de 1,8 Milliard de Francs. En relation avec cette croissance, nous recherchons un

## JURISTE CONFIRME

Au sein de la Direction Financière, dans le cadre d'une création de poste, votre mission est centrée sur le droit commercial et le droit des affaires et concerne : la protection des marques en liaison avec la maison-mère, les contrats locaux avec nos partenaires : sous-traitants, dépositaires, distributeurs..., la législation relative aux emballages, à la publicité, aux opérations de promotion ou de sponsoring. Vous engagez toute action de sauvegarde de nos intérêts : contre-façons, litiges/distributeurs ou consommateurs. Vous veillez au respect des procédures statutaires et au suivi des assemblées. Vous êtes le conseil permanent de nos départements.

Ce poste diversifié requiert, après un diplôme de Droit des Affaires ou de Juriste d'entreprise, une expérience de 4 à 5 ans dans un contexte similaire (produits de grande consommation) et comportant des responsabilités identiques. Vos qualités de rigueur et perspicacité dans les analyses, de souplesse et efficacité dans les interventions, seront déterminantes pour votre intégration et votre réussite. Anglais courant impératif. Poste basé à Levallois.

Merci d'adresser votre dossier sous référence SC 4 M à HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57 rue des Mathurins - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39.



## JURISTE D'ENTREPRISE

INGENIERIE

Diplômé d'un 3ème cycle de droit des Assurances et des Affaires, vous maîtrisez les problèmes de responsabilité et d'assurance grâce à une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de l'ingénierie, de la construction ou des compagnies d'assurance.

Nous vous proposons d'intégrer notre Direction Administrative et Financière afin d'y créer la fonction juridique. Vous participerez avec l'équipe commerciale à la rédaction des contrats et à leurs négociations, vous évalueriez les risques pris, tant au plan juridique qu'au plan fiscal et vous gèrerez les contentieux et les sinistres rencontrés par les responsables de projet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions sous réf. JUR à C. GUERMONT - SERETE CONSTRUCTIONS 80, rue Regnault - 75013 PARIS

**serete**  
Constructions  
DE LA CONCEPTION A LA REALISATION

Filiale d'un grand groupe d'ingénierie, nous sommes une société de taille humaine évoluant dans le domaine des techniques de pointe du bâtiment et du management de projet.

## JURISTE

Nous sommes un organisme fédérateur représentant 6000 mutuelles et 25 millions de personnes, leader dans le domaine de la protection sociale complémentaire. Aujourd'hui, nous recherchons un juriste.

Vos missions : au sein d'une petite équipe de professionnels, vous aurez un rôle de conseil juridique en droit administratif, de la Sécurité Sociale, des assurances, accessoirement droit social, droit commercial, au profit des instances et des services de la Fédération Nationale ainsi qu'au profit des mutuelles adhérentes.

Votre profil : vous avez une maîtrise de droit complétée par un 3ème cycle. Vous justifiez d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum. Une bonne connaissance du droit administratif et de l'économie sociale serait appréciée.

Nous recherchons de préférence un praticien généraliste capable d'apporter des réponses opérationnelles aux questions posées.

Le sens de l'analyse, des qualités rédactionnelles et relationnelles ainsi que de réelles capacités à travailler en équipe sont indispensables.

Poste basé à PARIS 15ème et à pourvoir dans les meilleurs délais.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo - restituée -) en précisant vos souhaits de rémunération à : MUTUALITE FRANCAISE - Direction Administrative 255, rue de Vaugirard - 75719 PARIS CEDEX 15. CONFIDENTIALITE ASSUREE.



مكتبة الامم المتحدة

سكننا من الامم

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

30 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

Le Monde

de la  
Gestion

REPRODUCTION INTERDITE

## Fiscaliste expérimenté : intégrer un cabinet international

Diplômé de l'enseignement supérieur (type HEC et/ou DECS, ENI, DES, DEA...), vous parlez l'anglais. Vous avez acquis une première expérience de la fiscalité dans un cabinet, dans le service fiscal d'une grande entreprise ou dans l'Administration. Décidé à exercer le métier de conseil, vous souhaitez intégrer un cabinet qui vous permettra d'avoir immédiatement la responsabilité de vos propres dossiers.

Nous sommes le représentant français du premier réseau mondial de fiscalistes internationaux. Nos équipes sont composées de professionnels de haut niveau qui nous permettent de connaître un développement important de nos activités. Pour y faire face, nous recherchons plusieurs :

**Directeurs de mission** (5 ans d'expérience au moins),  
**Chargés de mission** (3 ans d'expérience au moins).

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions d'adresser votre dossier (CV, photo et prétentions) à Fidal Peat International - 47, rue de Villiers 92200 Neuilly sur Seine ou de téléphoner à Mademoiselle A. PELLIZZARI au 46 39 40 60.



Fidal Peat International

ARDECHE

## Chef des Services Administratifs et Comptables Secteur Hospitalier

Importante Association du Secteur de la Santé - Plusieurs établissements répartis sur toute la France - Nous recherchons pour l'un de nos établissements (850 salariés) un cadre de formation type Ecole de Commerce, DECS ou DECC ayant acquis une expérience de cinq ans dans une fonction similaire. Rattaché au Directeur d'Etablissement, il encadre une équipe administrative et comptable. Il intervient depuis la préparation du budget, du suivi de son exécution jusqu'à la constitution du bilan, est chargé de la mise en œuvre de procédures comptables, de la gestion de la trésorerie et des états financiers. Garant de la gestion des biens des malades, il veille également à l'harmonisation du système d'information de l'établissement en relation étroite avec le Service Informatique du Siège pour les aspects comptables, gestion des malades et du personnel.

Homme de rigueur et de dialogue, ces qualités lui permettront d'établir des relations de confiance avec les organismes extérieurs et d'optimiser l'ensemble de sa fonction.

Le poste est à pourvoir dans un cadre de vie agréable permettant de concilier les plaisirs de la mer et de la montagne.

Notre Conseil Pascale Puybonaoux vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3423

12, Rue Hamelin 75116 PARIS  
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

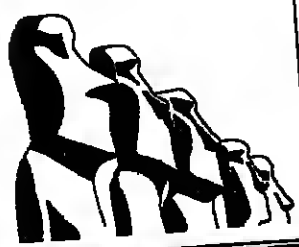


MEMBRE DE SYNTIC

## Le Monde des Juristes

### JURISTE D'ENTREPRISE

SUD DE PARIS - 220 KF



Entreprise générale de construction, présente sur tous les secteurs : Bâtiment, Travaux Publics et Génie Civil, tant en France qu'à l'étranger (C.A. 1990 : 3,2 milliards de francs - 3 700 collaborateurs), recherche pour sa filiale Ile-de-France un juriste.

ON N'A PAS FAIT LE MONDE  
MAIS ON EST PARTI POUR LE RÉFAIRE



Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier de la filiale, en liaison avec la Direction Juridique du Groupe et les responsables administratifs de région, vous prendrez en charge la gestion contractuelle et contentieuse de la filiale.

Diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise de droit), vous avez 3 ans minimum d'expérience dans le secteur du B.T.P.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. JEF à Pascale MONNIER - NORD-FRANCE. Chemin de la Tourelle - B.P. 25 - 91310 MONTLERY CEDEX



CONSTRUIRE LA PERFORMANCE



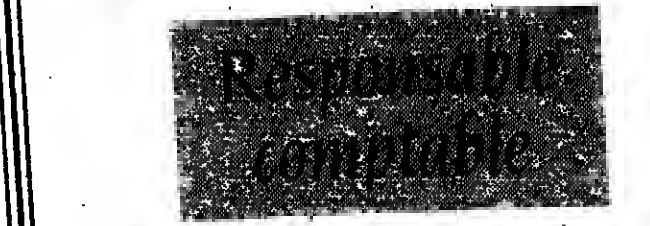
## ORGANISME NATIONAL D'AUDIT-CONSEIL DE LA COOPÉRATION AGRICOLE recrute jeunes auditeurs

Formation Supérieure : Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion, Agro, DESS Gestion, Sciences Eco. Première expérience souhaitée de 1 à 3 ans. Ces collaborateurs s'intégreront à des équipes existantes, puis évolueront rapidement vers la responsabilité de missions d'audit, d'organisation, de management et de stratégie au bénéfice des entreprises du secteur agro-alimentaire.

Formation permanente de haut niveau assurée par l'Organisme. Nécessité de rigueur, de dynamisme, de sens de la relation, d'autorité didactique et d'esprit de suite. Déplacements fréquents. Bases géographiques : Paris et Lyon.

Rémunération : fonction du profil et de l'expérience des candidats. Adresser Curriculum-Vitæ sous la référence 265, à LPA - GENEVA, 11, square Jasmin - 75016 Paris.

### S.C.C.C. MARCHES METALLUX



Au sein de notre usine d'une centaine de personnes, rendant compte au contrôleur financier, vous prendrez en charge :  
• les comptabilités générale et analytique (bilans inclus),  
• le reporting.  
• l'établissement des déclarations fiscales et sociales.

Dans une fonction aux multiples contacts, tant interne qu'externe, vous superviserez une petite équipe. Un intérêt marqué pour l'informatique sera apprécié. Diplômé de l'enseignement supérieur ou titulaire du DECS, vous avez acquis une première expérience comptable, en cabinet ou dans une entreprise industrielle ou commerciale.

L'expansion de notre groupe peut assurer de réelles opportunités de carrière à un candidat de valeur. Poste à pourvoir aux environs de Compiègne - St Quentin. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. MRC à SCCC, Madame Bachel, 30 rue des Chasses, 92111 Clichy.



Important groupe industriel US recherche pour une de ses activités de production (300 personnes ; CA : 70 MF) son

## Controller

### Grenoble

Reportant fonctionnellement à la Direction Administrative et Financière du siège en France, vous travaillez en étroite collaboration avec le Directeur Général de l'usine (vous prenez en charge l'ensemble de la fonction Gestion/Finances de cette unité). À la tête d'une équipe de 3 personnes (dont le Chef Comptable), vous supervisez l'élaboration du bilan, et du compte de résultat. En charge du budget et du contrôle de gestion industriel, vous assurez le reporting vis-à-vis de la maison-mère en France.

Cette mission s'adresse à un candidat de formation supérieure (École de Commerce ou équivalent). Agé de 30 ans environ, vous avez acquis votre expérience en milieu industriel. Une évolution au sein du groupe (CA en France 1,5 Mds de FF), pourra être proposée à un candidat de valeur. Contacter Gilles de Montequ, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémun. actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. OM6739MO.



**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier

Un des premiers groupes industriels français, dans le cadre de la filialisation de ses activités, recherche un

## Adjoint Consolidation

### Paris Ouest

Rattaché au Responsable du service, vous êtes chargé de la mise en place de tous les systèmes de consolidation du groupe. Vous devez définir les besoins afin de choisir et développer un nouveau progiciel. Vous intervenez au niveau des filiales afin d'uniformiser les procédures et de former les utilisateurs pour vous assurer une bonne transmission de l'information. Vous participez activement à l'établissement de tous les comptes consolidés.

300 KF ±  
Agé de 27 à 32 ans, de formation ESC et/ou DECS, vous maîtrisez les techniques de consolidation grâce à une expérience de 3 à 5 ans en entreprise et/ou en cabinet. Un anglais courant est exigé.

Contactez Eric Gandibleu, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. EG6901MO.



**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier

## La finance dans un environnement international high tech

Filiale des groupes MATRA et DAIMLER-BENZ, MATRA MHS exerce ses activités dans les hautes technologies. Leader européen dans son domaine, MATRA MHS offre une dimension résolument internationale (Europe, États-Unis, Extrême Orient...). Société basée à Nantes, MATRA MHS recherche actuellement un

### GESTIONNAIRE DE TRESORERIE

Vous prendrez en charge les relations avec le pool bancaire, ainsi que la gestion des taux de change, des devises et des excédents de trésorerie. Vous aurez à gérer l'ensemble des flux financiers de la société. De formation ESC ou DESS de Trésorerie, vous possédez une expérience minimale de 3 ans en environnement international et maîtrisez les logiciels de Trésorerie. Autonomie et goût des responsabilités sont les qualités essentielles qui vous permettent de pleinement réussir à ce poste. Merci d'adresser votre dossier de candidatures sous référence TE à notre Direction des Ressources Humaines.

MATRA MHS - CP 3008  
44087 Nantes Cedex 03



MATRA MHS

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Filiale d'un groupe français présent sur 5 continents, nous sommes, avec un chiffre d'affaires supérieur à 7 Mds de FF, l'un des leaders sur notre marché

## Auditeur International

### Paris Nord

Ce poste passionnant constitue la « Voie Royale » pour intégrer notre groupe. Il représente à court terme (12/18 mois) un excellent tremplin vers un poste à responsabilités. Vos missions à la fois financières et très opérationnelles, vous permettront de développer votre connaissance du groupe et de notre secteur d'activité. Nous recherchons un candidat à fort potentiel, de formation supérieure

± 250 KF + avantages  
(HEC, ESSEC, ESCP...) avec une première expérience réussie en audit (1 à 3 ans). Vos qualités relationnelles ainsi qu'un bon niveau d'anglais seront autant d'atouts pour réussir dans cette fonction.

Contactez Xavier d'Anglade au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. XA6909MO.



**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier

## Optimiser la gestion des coûts commerciaux

### Contrôleur de gestion commercial-marketing

Au sein de la Direction Financière et directement en relation avec le Responsable du contrôle de gestion de la société, vous serez plus particulièrement chargé d'approfondir l'analyse des éléments de gestion concernant l'ensemble des coûts commerciaux, marketing et logistiques qui représentent des enjeux majeurs au niveau de la rentabilité et de la stratégie de la société. Vous assurerez le suivi des comptes d'exploitation clients, l'animation de la contribution des produits, l'analyse de la rentabilité des investissements publicitaires, dans une optique de rigueur et d'optimisation des coûts. Vous participerez également au développement des systèmes d'information. La réussite dans ce poste implique une formation supérieure en gestion (ESCP ou université), une première expérience acquise dans le service de contrôle de gestion ou d'audit interne d'une entreprise de préférence dans le secteur des produits de grande consommation. Vos qualités relationnelles permettront d'aller fermement et sagement dans les relations avec les opérationnels de la vente et du marketing. Poste basé au siège à Athis-Mons (91).

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. 3965/M, à notre conseil

**DEVELOPPEMENT**  
2, rue Dufrénoy - 75116 Paris

## Groupe financier de premier plan recherche

## Jeune contrôleur de gestion

Rattaché au chef de mission et intégré à une équipe, vous contribuerez aux analyses réalisées par le contrôle de gestion. Vous réaliserez les reporting sur micro-informatique et participerez aux travaux stratégiques et opérationnels du contrôle de gestion :

- comptabilité analytique par centre,
  - Mesures extra-comptables des activités,
  - Mesure des résultats,
  - Rapprochement comptable,
  - Analyses synthétiques.
- Pour ce poste qui requiert des aptitudes au travail en équipe et à la négociation, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (École d'Ingénieur ou École Supérieure de Commerce) justifiant d'une expérience professionnelle du contrôle de gestion et de la comptabilité analytique en milieu bancaire. La connaissance de la micro-informatique (Lotus, Impress) et des nouveaux instruments financiers est essentielle à cette fonction. Si ces perspectives vous intéressent, adressez sous réf. 278, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

## responsable de comptes conseillés

BOURSE

PARIS

Filiale à 100 % d'une Banque de premier rang aux Pays-Bas qui figure parmi les 25 premières Banques en Europe, nous sommes un intermédiaire financier (100 personnes) spécialisé dans la gestion, le conseil et la commercialisation de produits financiers : SICAV, FCP, Produits d'Assurance-Vie, Bons de Capitalisation.

La croissance du portefeuille de Valeurs Mobilières conduit notre Directeur à créer le poste de RESPONSABLE DE COMPTES CONSEILLÉS

En charge d'une clientèle existante, vous devrez contacter celle-ci régulièrement pour donner votre avis sur la tendance du marché des valeurs mobilières, en collaboration avec les analystes financiers, les conseillers en gestion de patrimoine et le back-office.

En plus de cette mission essentielle, vous serez chargé de persuasion commerciale pour orienter la clientèle existante vers la gestion discrétionnaire.

Vous aurez donc un rôle de Conseil sélectif visant les contacts et la négociation. Vous aiderez les conseillers en gestion de patrimoine dans des conversions de portefeuilles classiques en OPCVM.

De formation supérieure ou autodidacte, le diplômé de la SFAF serait un plus. Agé de 35/40 ans, vous maîtrisez l'Anglais et avez de bonnes connaissances en fiscalité, droit de succession.

Vous venez du monde de la Bourse, avec plusieurs années d'expérience. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous référence MN 92 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.



**COCEPLAN**  
à l'échelle des talents

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16  
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

### PARIS NORD

Groupe français d'importation et de distribution de biens d'équipements grand public à forte notoriété, filiale d'un important groupe allemand international leader européen sur son marché, nous avons triple notre chiffre d'affaires en 4 ans (CA 91 : 1,3 milliard) au travers de nos 4 filiales et poursuivons notre croissance sur le marché français.

## RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

ESC (NIVEAU DECS) OPERATIONNEL ET GERMANOPHONE

Rattaché à notre Directeur Général, assisté d'un jeune collaborateur, un rôle très opérationnel et évolutif vous attend comportant les responsabilités suivantes : reportings à la maison-mère des 5 sociétés du groupe, élaboration des budgets et développement du contrôle budgétaire, revue permanente des procédures en liaison avec les besoins de l'audit interne groupe, participation active à l'amélioration des systèmes informatiques de gestion dans un contexte très informatisé en constante évolution, missions ponctuelles en liaison avec la direction générale.

A 30 ans environ, diplômé d'une école supérieure de commerce (option finance comptabilité), vous avez idéalement déjà abordé le contrôle de gestion dans une filiale d'un groupe international après une première expérience en audit au sein d'un cabinet ou d'un grand groupe. Vous maîtrisez parfaitement la micro-informatique et avez déjà participé à la mise en place de systèmes informatiques de gestion. Une bonne pratique de l'allemand est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et rémunération actuelle sous la référence H 300 M à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

**ERNST & YOUNG**  
CONSEIL

50.12.10.10.10

50.000.000.000

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

32 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde de la Gestion

### RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

**Le Mans** - Le groupe des Mutuelles du Mans (9.000 personnes, 17 milliards de francs de chiffre d'affaires) connaît une forte expansion en France et à l'étranger. Rattaché au directeur des comptes et du financement, le responsable contrôle de gestion groupe aura pour mission de faire évoluer les systèmes de gestion existants et d'assurer, dans un souci de cohérence globale, les entités du groupe (directions, filiales...) dans la mise en place des outils qui leur sont nécessaires. Il s'appuiera sur une équipe d'une dizaine de personnes et mettra en place un réseau de correspon-

dants dans les différentes structures du groupe. Ce poste s'adresse à un professionnel du contrôle de gestion âgé d'au moins 35 ans. De formation supérieure (ESG...), il aura acquis une très solide expérience de ce type de responsabilités au sein de sociétés importantes. Souplesse et détermination sont les qualités personnelles mises en avant pour la réussite dans la fonction. Ecrire à C. BUSO en précisant votre rémunération actuelle ainsi que la référence A/F9881M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.22.



les mutuelles du mans  
assurances

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage

### N° 1 français, N° 2 mondial

Notre client, prestataire de services à très haute valeur ajoutée, poursuit une croissance extrêmement soutenue. Nous recherchons, pour son siège Parisien, le nouveau :

### PATRON DES COMPTABILITES

— Animateur d'une équipe importante (25 personnes), votre mission couvre l'ensemble des responsabilités comptables, fiscales, méthodologiques et organisationnelles liées à la fonction. Dans le cadre de notre fort développement, vous assurerez notamment l'intégration dans le Groupe de nos acquisitions.

— Agé d'environ 35 ans, doté d'une excellente formation supérieure (niveau Expertise Comptable), vous possédez une expérience solide couvrant les domaines ci-dessus énumérés et de réelles qualités de management. Notre ouverture sur l'international suppose par ailleurs une bonne maîtrise de l'anglais. Rémunération très motivante.

— Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous la référence C299 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG  
CONSEIL

### conseillers en gestion de patrimoine

SENIOR / JUNIOR

PARIS

Filiée à 100 % d'une Banque de premier rang aux Pays-Bas qui figure parmi les 25 premières Banques en Europe, nous sommes un intermédiaire financier (100 personnes) spécialisé dans la gestion, le conseil et la commercialisation de produits financiers : SICAV, FCP, Produits d'Assurance-Vie, Bons de Capitalisation.

Pour renforcer son équipe, notre Direction Clientèle Privée recherche des Conseillers en Gestion de Patrimoine.

Vous aurez pour mission de commercialiser tous les produits financiers, de conseiller la clientèle existante de particuliers, de prospecter une nouvelle clientèle française et internationale en profitant des implantations étrangères du groupe.

Vous serez les interlocuteurs privilégiés du Client au sein de l'Etablissement.

De formation supérieure (BAC + 4), Ecole de Commerce ou Diplôme spécialisé de la FINANCE (Banques), vous avez acquis une expérience de 4 à 6 ans dans le milieu Bancaire, de préférence dans le conseil et la Vente de produits financiers.

Une bonne pratique de l'Anglais vous sera utile.

Les postes sont à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous référence MN 25 à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

COCEPLAN  
à l'écoute des talents

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16  
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

filiale d'un  
établissement  
financier de

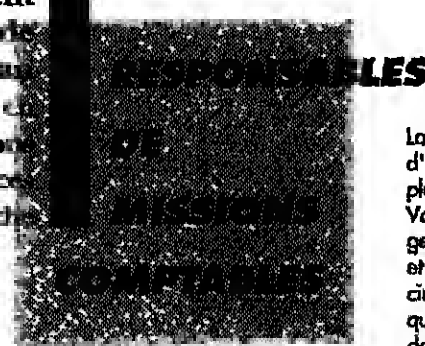
1<sup>er</sup> plan

spécialisée en

prestation de

services de

recherche



La richesse de compétences et la souplesse d'intervention caractérisent notre équipe pluridisciplinaire. Vous possédez une formation supérieure en gestion ou comptabilité (minimum BAC + 4) et disposez d'une expérience d'au moins cinq années acquise en cabinet d'expertise qui vous a permis de développer votre sens de la rigueur mais aussi vos qualités relationnelles.

Vous souhaitez intégrer une structure à taille humaine qui offre une large autonomie d'action ainsi qu'une ouverture vers de fréquents contacts externes auprès de nos clients. Vous viendrez renforcer notre équipe comptable et financière et encadrerez une équipe de collaborateurs comptables qui traitent des dossiers de mandats de gestion. Vous seconderez la responsable du département en matière de notes de procédures comptables, de préparation de budget, de bilans et de suivi de clientèle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 282 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

PREDICA

Ensemble, exceller dans  
nos métiers, gagner en Europe.

LA COMPAGNIE  
D'ASSURANCE-VIE DU  
CREAIT AGRICOLE.  
1<sup>ERE</sup> COMPAGNIE  
D'ASSURANCE-VIE  
FILIALE DE BANQUE.  
CONFIRME SA  
DYNAMIQUE DE  
SUCCES.



### JEUNE CADRE COMPTABLE

PARIS

PDUR SA DIRECTION ADMINISTRATIVE

Vous participerez, dans le service comptable (13 personnes) et au sein du groupe comptable centralisation et consolidation, à l'élaboration et à l'analyse des comptes mensuels de la société.

Vous assurerez le suivi des comptes techniques : analyse, ajustement, recherches comptables et tenue directe des comptes. Vous metrez également en place les procédures comptables nécessitées par le développement de la société.

Votre diplôme supérieur en comptabilité ou votre formation ESCAE, ainsi qu'une première expérience professionnelle réussie dans l'assurance-vie sont indispensables pour assumer toutes les responsabilités de ce poste.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions sous la référence 108/M à notre Conseil FINANSEARCH - 10, rue du Collège 75008 PARIS.



TAILLANDIER CONSEIL  
FINANSEARCH  
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

Sanijura

L'ensemble de la Salle de Bains

Recherche son

### CHEF COMPTABLE

LA MISSION :

Assisté d'une équipe de 5 personnes, vous prendrez en charge l'ensemble de la comptabilité de notre société, l'établissement de ses déclarations fiscales et sociales et la gestion de sa trésorerie courante.

Vous assurerez les relations avec nos Conseils extérieurs et avec les Banques. Vous participerez également à la mise en place de nouveaux outils de gestion.

LE CANDIDAT :

A 30-40 ans environ, vous avez une solide formation supérieure, DECS ou MSTCF et au moins 5 ans d'expérience en entreprise.

Vous êtes familiarisé avec l'informatique de gestion.

Une bonne connaissance de l'anglais commercial serait appréciée.

Une grande rigueur, une bonne autorité naturelle et une aptitude relationnelle développée doivent faciliter votre intégration dans l'équipe dirigeante actuelle et vous permettre d'évoluer à moyen terme vers des fonctions de Direction Administrative et Financière.

Ce poste est à pourvoir à notre Siège de CHAMPAGNOLE (39).

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à : S.A. SANIJURA, B.P. 107, 39300 CHAMPAGNOLE

## Consultant en planification et contrôle de gestion

Doblin & Associés, filiale de KPMG Peat Marwick Consultants, est le centre de compétence européen du réseau dans le domaine Planification et Contrôle de Gestion d'Entreprise.



Doblin & Associés  
Membre de Peat Marwick Consultants

Accompagner les dirigeants et leurs équipes dans la mise en oeuvre d'un véritable contrôle de gestion est notre métier. Diplômé(e) d'une grande école, vous avez, à 35 ans environ, une excellente maîtrise du contrôle de gestion. Au sein d'une grande entreprise, dans l'Industrie, la Banque ou les Services, vous avez eu, en relation directe avec les directions et les opérationnels, à concevoir, mettre en oeuvre et faire vivre des plans de progrès, des instruments de pilotage, des prix de revient... Au travers de missions de haut niveau, dans un contexte international, nous vous proposons de valoriser votre expérience au sein d'un cabinet en fort développement. Isabelle Régner vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-62 à Doblin & Associés - Tour Fiat Cedex 16 - 92084 Paris La Défense.



FRANÇAIS, N° 2 mondial

DES COMPTABILITES

ERNST &amp; YOUNG

COMPTABLES

HEF COMPTABLE

Groupe industriel composé de trois divisions : Chimie, Défense-Espace, Motorinox, SNPE (6 900 personnes, 4 milliards de F de CA) bénéficie d'un potentiel technique et humain de premier plan. Vous renforcerez l'équipe du service "filiales et participations" intégré à la Direction Finances-Gestion de notre groupe.

## Chargé d'affaires expérimenté

Vous contribuerez par votre professionnalisme au développement externe de notre groupe. Interface entre la Direction Générale et les Divisions, vous assurerez une double mission :

- participer activement aux négociations d'affaires après avoir constitué des dossiers et réalisé des études financières et juridiques complètes ;
- assurer le contrôle et le suivi des filiales par des audits financiers, économiques et commerciaux réguliers pour élaborer des comptes-rendus d'activité et des analyses stratégiques.

A 30 ans environ, de formation HEC, ESSEC, ESCAE, IEP éco-fi... si possible complétée par une formation juridique, vous avez 3 ans d'expérience en analyse financière acquise en secteur bancaire, cabinet d'audit et/ou en entreprise. Une personnalité forte, ouverte, communicante vous rendra apte à gagner des responsabilités dans notre groupe.

Adressez-nous votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions), sous référence M/154, à SNPE, DRH, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04. Confidentialité assurée.

**SNPE**  
EXPERTS EN LA MATIERE

## Supervisez la gestion administrative et financière de nos implantations à l'étranger

### CADRE FINANCIER

La supervision de l'activité administrative et financière de certaines de nos implantations étrangères sera votre objectif principal. Vous serez notamment responsable de la mise en place des budgets de fonctionnement, de l'analyse des écarts, de l'établissement des tableaux de bord et du reporting, et vous participerez à la clôture des comptes.

Vous serez surtout l'interlocuteur privilégié des responsables des entités locales et vous assurerez l'interface avec les différentes unités opérationnelles et fonctionnelles de la Société, mais aussi avec les banques, administrations ou auditeurs locaux.

A 27/30 ans, de formation supérieure en gestion, une première expérience en grande entreprise vous a familiarisé avec les problèmes export ainsi qu'aux relations entre maison mère et filiales. Vous vous distinguez par ailleurs par de réelles capacités relationnelles, d'adaptation et de proposition.

La localisation de nos implantations à l'étranger implique une indispensable maîtrise de l'anglais et de l'espagnol. Le poste est basé à Paris mais des déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo), sous référence PSF, à Pascal Garay, Groupe Framatome, Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

**GROUPE FRAMATOME**  
Les technologies de l'essor.

**De Ruyscher** Filiale Distribution du Groupe STORA 3<sup>e</sup> Groupe Papeteries Mondiales, CA 750 millions environ, cherche pour WISSEUS (S) :

**DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE R/F**

Membre du Comité de Direction, il sera chargé avec l'aide d'une équipe d'une dizaine de personnes de la trésorerie des plans de financement, du recouvrement des créances et d'un rôle important d'animation, de coordination et de contrôle des services comptables et financiers. Il sera en outre responsable vis-à-vis du siège d'un grand nombre de reporting des tableaux de bord.

Ce poste suppose un niveau de formation supérieure type Ecole de Commerce option Finance Comptabilité. Dispositif ou équivalent assuré par d'excellentes bases juridiques et fiscales, un esprit d'organisation aiguisé et l'habitude de manager une équipe. Une très bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable pour les relations avec le siège, de bonnes bases en allemand seraient en outre un atout très apprécié.

Entrez avec CV et prétentions à notre Conseil M. D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité. KPMG FIDAL PARIS - 47, rue de Villiers 92200 NEUILLY-SEINE.

## Contrôle de Gestion et Système d'Information : Une fonction à créer...

300 KF +/-

Banque Ouest de Paris

Un des leaders de la micro-informatique (1,3 milliards de CA) crée en effet, le poste de Contrôleur de Gestion au sein de sa Direction Financière. Animateur de notre système d'information couvrant les plans, budgets, analyse des indicateurs de performances, suivi des réalisations, analyse des écarts et recommandations, vous contribuerez très activement à la mise en place et à l'amélioration des outils de contrôle de gestion et du processus de décision.

Le contrôle des projets informatiques et les missions d'audit interne font également partie de vos responsabilités.

Diplômé d'une grande école de gestion ou MBA, disposant déjà de 3-4 ans d'expérience, vous maîtrisez les outils de contrôle de gestion dans un environnement international. Anglais parlé nécessaire.

Nous vous offrons un contexte dynamique mais exigeant où votre rigueur et votre créativité seront mises en valeur.

Merci d'adresser rapidement - ou de faxer au 07 46 95 38 - votre dossier de candidature (prétentions + photo) à ARCOSELECTION - 6 Avenue d'Yvetot - 75116 PARIS au président la ref. LM/11. Discretion assurée.



GRANDE BANQUE PARIS

recherche

**CAMBISTE (S)**

- Débutants (es) ou expérience 1 à 2 ans.
- Bilingues Anglais/Français.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite + photo) sous réf. 83076 à PROJETS, 12 rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra. Discretion assurée.

## FORT DE FRANCE UN HAUT NIVEAU DE RESPONSABILITE DANS UN CADRE DE VIE DE QUALITE

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA MARTINIQUE pour faire face au DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU DEPARTEMENT, renforce ses structures, et cherche son

### DIRECTEUR COMPTABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Proche collaborateur du DIRECTEUR GENERAL, il supervisera les services comptables, responsables de budgets importants, Port, Aéroport, etc., et la gestion de la trésorerie ; il améliorera les procédures de contrôle, coordonnera les budgets et tableaux de bord de gestion, et prendra en charge la consolidation. Il animera une vingtaine de collaborateurs, et il sera en relation avec les organismes officiels.

Vous avez 35 ans minimum, vous êtes EXPERT COMPTABLE de préférence, vous avez une solide expérience de la Direction Comptable, Administrative et Financière, vous maîtrisez l'outil informatique (AS 400). Vous recherchez aujourd'hui des fonctions de haut niveau où vous pourrez mettre à profit votre PROFIL de MANAGER, vos QUALITES RELATIONNELLES et votre SENSIBILISATION PERSONNELLE. Vous aurez la possibilité, à terme, d'étendre le champ de vos responsabilités.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous la référence 830 à notre conseil **Elisabeth et Didier FRENCH** 17, rue Mirabeau, 75016 Paris.



## Responsable de comptabilité

PARIS

300 KF +

Société financière cotée en bourse et holding d'un groupe de sociétés, nous créons ce poste au sein de notre structure parisienne. Rattaché au Directeur de la société, vous serez responsable de la comptabilité générale et financière, de la consolidation des bilans, du reporting mais aussi de la gestion des opérations propres aux sociétés cotées en bourse. De formation DESCF, MSTCF, votre expérience de 8 à 10 ans soit dans un établissement financier, soit dans une holding vous a permis de devenir un professionnel de ces techniques. Votre potentiel et votre capacité d'investissement personnel sont aussi vos atouts pour être très vite opérationnel et évoluer avec notre société.

Merci d'écrire sous référence 987/1 à A.I. Conseil 35, rue de Naples 75008 PARIS.

A.I. conseil

**36 15**  
**IM**

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

## Contrôler

BRETAGNE

350-400 KF

LA SOCIÉTÉ : Division française (CA 500 MF) d'un groupe industriel français de premier plan.

LE POSTE : A la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous serez chargé de la mise en place et du suivi de la comptabilité générale, du contrôle de gestion industriel et de l'informatique.

LE CANDIDAT : Fort d'une expérience d'au moins 7 ans en milieu industriel, nous recherchons un poste polyvalent et autonome avec de réelles perspectives d'évolution.

Merci de contacter Ivar ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui adresser un dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 1272/1AM à NORMAN PARSONS 12 rue de Pontbieu - 75008 Paris.

**Norman Parsons**  
FINANCE ET GESTION

**National Westminster Bank**

Présent dans 36 pays, nous sommes en Grande-Bretagne l'une des premières banques de dépôts et dans les toutes premières banques mondiales. En France notre stratégie de croissance répond à une forte ambition (450 personnes, 10 succursales actuellement). Nous recherchons pour notre siège à PARIS

## AUDITEUR INTERNE - senior -

Agé de 30 à 40 ans, vous justifiez d'une formation supérieure financière ou comptable et d'une expérience réussie de l'audit bancaire.

Vous possédez une excellente pratique de l'anglais. Rigoureux, créatif, doté d'un sens aigu des responsabilités et de qualités de contact exceptionnelles, vous êtes à même de vous imposer et de réussir dans la fonction que nous vous proposons.

Vous effectuerez des missions d'audits (opérationnelles, comptables) afin de contrôler la régularité des opérations bancaires et le respect des procédures. Des missions de Conseil pourront également vous être confiées.

Si vous vous reconnaissez, merci de nous préciser vos motivations accompagnées de vos c.v., photo et prétentions s/réf. 7287 à M. Hubert de Rigaud, Directeur des Ressources Humaines, National Westminster Bank s.a., 18 place Vendôme, 75021 Paris Cedex 01.

سكنى الناحية



## TOUTES LES OPPORTUNITES D'UN GRAND DE LA SANTE

Première filiale du laboratoire pharmaceutique américain Eli Lilly, LILLY FRANCE (1,7 milliard de CA, 1 200 personnes) a de grands projets d'investissements sur son site de production à Strasbourg et recherche

### Responsable de la gestion financière des immobilisations

Vous assurez la bonne gestion financière de toutes les immobilisations en étroite collaboration avec le Service Engineering, ainsi que le reporting interne et externe. Fort de 2 à 3 années d'expérience, de formation école de commerce ou DECS, vous avez un goût prononcé pour la comptabilité et la fiscalité et de solides connaissances dans ce domaine, ainsi que des aptitudes à organiser et motiver une équipe ? ... Alors, venez rejoindre un des grands de la Santé. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Si nos projets vous séduisent, adressez un CV avec lettre manuscrite et photo, à Anne-Sophie Dor, Lilly France, rue du Colonel Lilly, 67640 Fegersheim.



AU-DELA DES FRONTIÈRES

Filiale française d'un Groupe International, nous souhaitons intégrer au sein de notre secteur de Produits de Grande Consommation, un

### CONTRÔLEUR DE GESTION

Dans un contexte de développement rapide des activités et des marchés de ce secteur, vous assurerez, avec d'autres Contrôleurs de Gestion dont vous coordonnerez l'activité, l'établissement des prévisions, l'analyse et le suivi des résultats. Vous aurez, à ce titre, des contacts quotidiens avec les décideurs du Marketing et des Ventes que vous conseillerez et avec vos homologues dans les autres filiales européennes du Groupe (des déplacements à l'étranger sont à prévoir). Diplômé d'une grande école de Commerce, vous avez une expérience du Contrôle de Gestion dont 2 ou 3 ans dans une division commerciale Produits Grande Consommation. Votre maîtrise de l'anglais, votre rigueur, vos qualités de contact et d'implication vous permettront de réussir dans ces fonctions et d'évoluer à terme vers des responsabilités élargies.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence 5416 à

AD'COM

32, rue Pierret, 92200 Neuilly-sur-Seine

pomona

Important GROUPE EUROPEEN de distribution de Produits Frais - 4500 personnes - 7,5 Milliards de CA - 50 Etablissements sur le territoire Français recrute

### FUTURS RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

De formation supérieure comptable et financière (DECF ou équivalent) ayant une première expérience professionnelle réussie de 2 ans en cabinet d'audit ou en Entreprise. Dans un premier temps, vous assurerez l'audit comptable et financier du groupe, réaliserez des études d'organisation comptable, administrative et informatique et participerez à des missions de conseil et d'assistance. Vos compétences et votre motivation vous permettront de prendre rapidement un poste de Responsable Administratif et Financier dans un de nos Etablissements régionaux. Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil sous référence LP/04.91 M (à noter impérativement sur l'enveloppe).

BLHAC

30, Jardins Boieldieu - 92800 PUTEAUX DEFENSE 8

L'O.P.H.L.M. ET LA S.E.M.V.A D'ALFORTVILLE VAL-DE-MARNE

recrutent auprès du Directeur financier

### UN ASSISTANT

**MISSIONS :**  
• contrôler la comptabilité ;  
• suivre le budget et la trésorerie ;  
• mettre en œuvre les procédures comptables.

**PROFIL :**  
• comptable niveau bac + 2 ;  
• première expérience souhaitée.

### UNE SECRÉTAIRE COMPTABLE

**MISSIONS :**  
• assurer le secrétariat du Département ;  
• assister le comptable.

**PROFIL :**  
• niveau minimum B.E.P. comptabilité - secrétariat ;  
• première expérience.

Adresser candidature CV et copies des diplômes à :  
M. le Président de L'O.P.H.L.M. et la S.E.M.V.A.  
101, rue Édouard-Vaillant - 94140 ALFORTVILLE

### Créons ensemble la Banque de demain

GMF Banque

Notre Banque, filiale du Groupe GMF (90 Sociétés, 16.000 personnes) recherche pour son agence implantée à MARSEILLE

### UN CHARGE DE CLIENTELE ECONOMIE SOCIALE

A 30 ans, de formation supérieure et/ou diplômé bancaire, vous apprécierez et connaîtrez le marché de l'Economie Sociale. Rattaché au directeur de l'Agence, vous rejoignez une équipe qui a créé et développé un portefeuille d'associations, de coopératives et de mutuelles. Votre action et votre force de vente contribueront à renforcer et élargir cette clientèle. Votre réussite dans une fonction qui privilégie le talent pour la communication, l'autonomie et la responsabilité, s'accompagnera d'une évolution de carrière motivante au sein de notre Groupe. Rattaché à notre direction (C.V. + Lettre manuscrite + Photo + Mérite d'adresser votre candidature sous réf. 4A05 à notre Conseil : CAPFOR NORMANDIE Prétentions) sous réf. 4A05 à notre Conseil : CAPFOR NORMANDIE Catherine GUILLARD - 22, bd de la Marne 76000 ROUEN. Informations Minitel 3615 code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - AIX / MARSEILLE - ANGERS - BORDEAUX - BREST - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERSAILLES

APPOR S.A.

CONSEIL EN MANAGEMENT BANCAIRE

recherche

### CONSULTANT BANQUE

Diplômé Grandes Écoles Commerciales ayant acquis une expérience de 3 à 6 ans du secteur bancaire : responsabilité en agence ou contrôle de gestion dans une banque généraliste.

Nous intervenons dans tous les domaines clés du management bancaire :

- réorganisation de l'activité crédit ;
- gestion des ressources humaines ;
- management et organisation des agences ;
- contrôle de la rentabilité.

Vous souhaitez valoriser votre goût du travail bien fait et du produit fini, vos qualités relationnelles au sein d'une équipe très motivée par un métier très exigeant et passionnant qui vous fera progresser rapidement. Vous ne craignez pas les déplacements dans l'Hexagone.

Communiquez votre candidature à :

JEAN-LUC RAYNAL, APPOR S.A.  
73 bis, rue du Maréchal-Foch - 78000 Versailles

## Contrôleur de gestion

Futur contrôleur financier

A 30 ans, de formation ingénieur et/ou grandes écoles de commerce, vous possédez une expérience significative du contrôle de gestion en milieu industriel.

Conseil auprès du Directeur de la Division, vous aurez la responsabilité du contrôle de gestion du site et de l'ensemble des services comptabilité.

Votre dynamisme, vos qualités relationnelles seront des atouts indispensables pour votre intégration au sein d'un Groupe International (60 milliards de CA, 100 000 personnes).

Anglais indispensable.

Adresser votre dossier à notre conseil PG Consultants, 12 rue Rougemont, 75009 Paris, en précisant la référence CG 049102 P.

Bendix Friction Materials Europe

Allied Signal

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE LA BASSE-SEINE ACTION FONCIÈRE ET DIVERS

recrute son

### CHEF DU SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

**MISSION**  
Dans un organisme en plein développement, prendre en charge :  
- la gestion financière et comptable, assurer la gestion interne (personnel, moyens...) et conduire l'élaboration et la mise en œuvre d'un nouveau projet informatique.

**PROFIL**  
- cadre expérimenté, ayant une bonne connaissance de la gestion financière et de la comptabilité générale, et motivé pour développer un projet informatique (un informaticien MIAGE sera recruté).

**MODALITÉS DE RECRUTEMENT**  
- soit détachement d'un cadre A de la fonction publique territoriale ou de l'État, soit contrat ; dans ce cas le candidat devra se prévaloir d'un niveau de formation BAC + 5 ou équivalent ;  
- salaire proposé : 200 000 +.

**DÉPÔT DES CANDIDATURES**  
Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo, ainsi que les demandes de renseignements, doivent être adressées à :

M. A. LE JEUNE

Directeur de l'Établissement Public de la Basse-Seine  
55, rue Amiral-Cécille - BP 1301 - 76178 Rouen Cedex  
Téléphone : 35-72-87-84

### Association de compétences : une même adresse

Florence Hervé  
conseil en recrutement et bilan professionnel  
et Jean-Guy Millet  
conseil et formation en management

vous donnent rendez-vous au  
56, rue de Passy à Paris 16°. Tél. : 40.50.06.06

HM Jean-Guy Millet & Associés

HM Hervé & Millet Conseil











**BOURSE DU 22 AVRIL**

[illegible][illegible]

**45-55-91-82, poste 4330**

lemp. = m : marché continu

---

Age	Height (cm)	Weight (kg)	HR (b/min)	VO <sub>2</sub> (l/min)	VO <sub>2</sub> (ml/kg/min)
10	130	25	140	2.5	20.0
15	160	45	150	3.0	20.0
20	175	65	160	3.5	20.0
25	180	75	170	4.0	20.0
30	185	80	180	4.5	20.0
35	185	80	180	4.5	20.0
40	180	75	170	4.0	20.0
45	175	70	160	3.5	20.0
50	170	65	150	3.0	20.0
55	165	60	140	2.5	20.0
60	160	55	130	2.0	20.0
65	155	50	120	1.5	20.0
70	150	45	110	1.0	20.0
75	145	40	100	0.5	20.0
80	140	35	90	0.2	20.0

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - u : sans droit

هكذا من الاحل

## COMMUNICATION

Polémiques autour de la réglementation des télévisions

## Producteurs et diffuseurs ne parviennent pas à créer un front commun face au gouvernement

CANNES

de notre envoyée spéciale

Cannes a connu, le dimanche 21 avril, un nouvel épisode de la guerre des quotas qui oppose une partie de l'audiovisuel français au gouvernement : producteurs et diffuseurs avaient promis de faire un MIP-TV un coup d'éclat, Pierre Grimaldi, le PDG de Hamster, le plus gros fournisseur de fictions auprès des chaînes françaises, et Albert Mathieu, directeur d'entente de Canal Plus (dont on lira ci-dessous un point de vue), portaient tous deux de l'association Télévision pour demain, s'y sont en tout cas employés.

« Nous sommes en train de mourir, a dit le premier, avec le maximum de gravité. L'hécatombe a commencé. Certaines de nos jeunes maisons de production sont déjà mortes. Si la réglementation prévue est appliquée, une grande partie des films que nous faisons cette année ne verra pas de suite l'an prochain. Un caillou bloque l'artère et le sang ne passe plus. Le parc créatif français sera bientôt couvert de centures. »

Mais le discours s'en est tenu là. Pas un chiffre illustrant « l'hécatombe », pas un mot des propositions concrètes ni de la lettre sur laquelle travaillent depuis plusieurs semaines producteurs et responsables de chaînes (le Monde du 16 avril) et qu'une majorité de l'as-

sistance avait déjà en poche. Il semble que le ministère de la communication ait fait pression et que certains signataires aient préféré se retirer au dernier moment dans l'espoir d'une négociation avec le gouvernement.

Ce demi-échec de l'association Télévision pour demain a ouvert une voie royale à M. Hervé Bourges. Le président commun d'A2 et FR 3 a profité de sa propre conférence de presse pour réitérer la fronde de la profession sur les quotas, critiquer la plate-forme fantôme des producteurs et des chaînes privées et avancer sa propre solution. S'il est d'accord avec les promoteurs de Télévision pour demain pour faire une plus grande place aux coproductions européennes à l'intérieur des quotas, M. Bourges ne veut pas entendre parler d'un élargissement de la notion d'œuvre audiovisuelle.

## Des états généraux de la création audiovisuelle

« Ce serait une mesure illogique, dit-il, une œuvre, c'est quelque chose qui dure, que l'on peut stocker, revendre, louer. Bref, c'est ce qui peut avoir un second marché. Il serait anormal d'y inclure dans 99 % des cas les variétés, les événements sportifs, etc. » Et le PDG de conclure sur ce point : « Il faut certainement revoir un certain nombre de choses. Si les pouvoirs publics

décident d'engager une concertation, nous y serons partie prenante, et souhaitons être entendus. »

Mais il est allé beaucoup plus loin. La belle était du côté des producteurs et diffuseurs privés ? La revolta côté service public puisque le PDG a annoncé, pour le début de l'été, la tenue d'états généraux de la création audiovisuelle française : une réunion des artistes, auteurs, réalisateurs, producteurs et diffuseurs, destinée à « renforcer durablement la création audiovisuelle française, et pas seulement sur le marché intérieur ». M. Bourges compte en moins sur deux appuis : ceux de Claude Santelli et de Pierre Grimaldi.

Devant cette habile récupération, le PDG de TF1, M. Patrick Le Lay, n'est guère enthousiaste : « Encore un rideau de fumée », a-t-il dit en grognant, tout en se disant favorable à tout ce qui pousse vers une libéralisation du système. Une exception toutefois : sa réticence à l'autorisation d'une deuxième coupe dans les fictions diffusées par la Cinq et M6. « Cela n'apporterait pas un franc supplémentaire au système », a-t-il affirmé, démontrant ainsi les raisonnements tenus par ses confrères des autres chaînes, et par le CSA. Mais TF1 ne pouvant pas bénéficier de la mesure, peut-on s'interroger sur la totale bonne foi de son PDG ?

ANNICK COJEAN

## POINT DE VUE

## Les obsèques de la production audiovisuelle

par Albert Mathieu

L'ANNONCE de la date des obsèques de la production audiovisuelle et du cinéma français est-elle programmée en 1<sup>er</sup> septembre 1991 ? C'est en effet à ce jour qu'entrent en application les dispositions du décret du 17 janvier 1990, qui risquent de lui porter le coup de grâce. Ni fous, ni marche funèbre : la cérémonie se déroulera dans la plus stricte intimité. Hollywood enverra sûrement une grande gerbe de fleurs. Et le spectacle continuera... en anglais cette fois.

La production audiovisuelle et le cinéma français sont placés devant une contradiction permanente : notre pays, même si l'on y ajoute nos voisins francophones, ne représente qu'une toute petite partie du marché international. Or la fabrication d'une œuvre de qualité coûte aujourd'hui trop cher pour être rentable, si elle n'est pas exportée. Cette constatation s'impose autant d'ailleurs pour les films de cinéma que pour les œuvres audiovisuelles qui ont également besoin, pour être produites dans de bonnes conditions, d'être

vendues à des diffuseurs étrangers.

Pour les pouvoirs publics et la profession, l'alternative est donc toujours la même : soit tout à fait pour encourager notre développement sur le marché international, on risque de faire perdre à nos productions une part de leur spécificité : soit l'on choisit la voie de l'autarcie, on alimentent le financement des films par des subventions et en instaurant une protection par un système de quotas.

En pratique c'est une combinaison des deux qui a été appliquée depuis des années, tentant de concilier soutien à la production nationale et ouverture sur le marché international, en particulier grâce à des coproductions européennes.

En pratique c'est une combinaison des deux qui a été appliquée depuis des années, tentant de concilier soutien à la production nationale et ouverture sur le marché international, en particulier grâce à des coproductions européennes.

En pratique c'est une combinaison des deux qui a été appliquée depuis des années, tentant de concilier soutien à la production nationale et ouverture sur le marché international, en particulier grâce à des coproductions européennes.

## Trouver le point d'équilibre

Ce fragile équilibre a été rompu par le décret de 1990, conçu pourtant en accord avec les meilleures intentions du monde :

Première bonne intention : promouvoir les œuvres d'origine européenne et, à l'intérieur de celles-ci, les œuvres d'expression originale française. C'était l'objectif de la directive « télévision sans frontière » adoptée en 1989 par les membres de la CEE. La France, qui jouait la démarche des Douze trop timorée, pose avec ce décret des règles plus strictes en réservant 60 % de la diffusion des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles à des productions originales de la CEE et 50 % à des œuvres d'expression originale française. Européenne d'abord, protectrice de notre patrimoine culturel et linguistique national ensuite, c'est une position à laquelle on ne peut que se rallier.

Seconde bonne intention : définir clairement les définitions des œuvres cinématographiques et audiovisuelles originaires de la CEE ou dites d'expression originale française, celles « réalisées intégralement en version originale en langue française » ou celles « réalisées principalement en langue française dès lors que le scénario original et le texte des dialogues ont été rédigés en langue française ».

Si ce dispositif venait à être appliqué, les conséquences de ces bonnes intentions seraient en effet tout simplement dramatiques tant pour les diffuseurs que pour les producteurs français ainsi que pour les artistes et les auteurs, et

au bout du compte pour les spectateurs.

Ce serait d'abord la fin des accords de coproduction avec des pays membres de la CEE, puisque tout film non tourné principalement en français ne pourra plus bénéficier d'aide publique ni être financé par un diffuseur français qui réservera ses ressources pour les films entrant dans son quota.

Faute de débouchés internationaux, nos producteurs se limiteront à de petits budgets : ceci achèvera de décourager nos meilleurs talents dans tous les métiers de l'audiovisuel : comédiens, réalisateurs, décorateurs, scénaristes, caméraman, cadreur, costumiers, monteurs, techniciens, s'en l'ont exporté à l'étranger leur savoir-faire et leur recherche des conditions de travail plus dignes de leurs exigences artistiques.

On voit bien l'absurdité du système : tandis que la production française sera conduite au repli sur soi et à une douce médiocrité faite de moyens, les autres pays de la CEE se tourneront vers d'autres partenaires. On encourage ainsi le rapprochement des autres pays avec les anglo-saxons.

Me conviction est qu'en assouplissant la définition des œuvres françaises, autant que la jurisprudence européenne nous le permet, on maintiendrait à 60 % le quota européen qui doit être la première de nos priorités ; et en réduisant avec pragmatisme la quote française, à l'échelle de la capacité réelle de production nationale, soit aux environs de 35 %, la production française trouverait sans doute le point d'équilibre qu'elle recherche depuis si longtemps entre la défense de son identité culturelle et la réalité de son environnement économique.

C'est en misant sur l'Europe aujourd'hui, que la création cinématographique et audiovisuelle française sortira gagnante. Le dynamisme de nos entreprises, le rang de notre cinéma sur la scène mondiale, l'influence culturelle de notre pays dans le monde : tout nous incite à conclure cette évolution, au lieu de la subir. Si nous n'évons pas le courage et la lucidité de nous en convaincre alors qu'il en est encore temps, autant commander nos gerbes de fleurs pour le 1<sup>er</sup> septembre. Ce ne sera peut-être même pas le peine de nous déplacer à l'enterrement : CNN retransmettra sûrement la cérémonie en direct...

► M. Albert Mathieu est directeur d'antenne de Canal Plus.

## CARNET DU Monde

## Décès

M<sup>me</sup> Pierre Aulas, son épouse, Dominique et Lucien Gau, Elisabeth et Michel Aulas, Claude et Christian Fraud, ses enfants, Julien, Emilie, Benjamin, M. et M<sup>me</sup> Louis Aulas, M<sup>me</sup> Françoise Morasso et ses enfants, M<sup>me</sup> Jeanne Brossy, Roger Teppe, font part du décès de

Pierre AULAS, directeur honoraire de la Société générale (département de l'étranger) survenu le 9 avril 1991.

Priez pour lui.

- Pomichet.

M<sup>me</sup> Claudine Delvigne, son épouse, Pascal, Jacques et Laurent, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DELVIGNE, ingénieur des Arts et Métiers, retraité des Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire, survenu le 19 avril 1991, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 23 avril, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-des-Dones de Pomichet.

- Yvette ELLUL, née Lesevel, est entrée dans la paix de son Seigneur Jésus-Christ, le 16 avril.

« Christ est ma vie et la mort m'est un gain. » (Phil I, 21)

« Celui qui croit en moi vivra quand même il sera mort. » (Jean XI, 25)

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Un culte en sa mémoire sera célébré le mercredi 24 avril, à 15 h 30, au temple du Hâ, Bordeaux.

De la part de Jacques Ellul, son épouse, Jean Ellul, et sa famille, Yves Ellul, et sa famille, Dominique North-Ellul, et sa famille, Ses enfants et petits-enfants.

- Angel et Aline-Marie Trappier, leurs enfants et petits-enfants, Thérèse de la Fournière, ses enfants et petits-enfants, Etienne et Françoise Bouruet-Aubertot, leurs enfants et petits-enfants, Bernard et Odile Durand et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> François de la FOURNIÈRE, née Deslès Chardon, survenu le 20 avril 1991 dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithonard, Paris-7, le mercredi 24 avril, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, avenue Duquesne, 75007 Paris, 9, rue Saint-Marc, 45000 Orléans, 3, rue Cognac-Jay, 75007 Paris, 121, avenue d'Italie, 75013 Paris.

- M<sup>me</sup> Françoise Garnier, Anne et Philippe Pesson, Pierre et Marie Garnier, Joëlle et Ping Lin, Yves Garnier, M<sup>me</sup> Martine Garnier, Et toute la famille, font part du décès de

M. Roger GARNIER, ESCIL 1957,

leur épouse, père, frère et parent, survenu le 18 avril 1991, dans sa cinquante-neuvième année.

Le service religieux a été célébré, le 20 avril, en l'église Saint-Martin de Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), suivi de l'inhumation au cimetière intercommunal de Valcœur.

22, rue Latérale, 94000 Créteil.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 20 avril :

DES ARRÊTÉS

- Du 12 avril 1991 portant approbation d'orientations régionales forestières.

- Du 5 mars 1991 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.

- M<sup>me</sup> Christine Koen, son épouse, M<sup>me</sup> Denise Koen-Vanagot, M. Denis Koen, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Philippe Dangeville, ses beaux-parents, Peter et François Koen, ses frères, ont la douleur de faire part du décès de

Michel KEEN,

survenu subitement, le 3 avril 1991, à l'âge de vingt-six ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 6 avril, à Domat (Yonne).

30, rue Bobillot, 75013 Paris, 27, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, 12, allée des Thuyas, 91240 Saint-Michel-sur-Orge.

- M<sup>me</sup> André Dobieuvre, M. et M<sup>me</sup> Gilbert Laurenty, ses parents, Raphaël, Macoula et Géraldine, ses frères et sœurs, Michelle Lessus et Marc Tarpin, ses beaux-parents et beaux-frères, Sarah, Victoire et Yvonne, ses sœurs, Et toute sa famille, ont la grande douleur de faire part du décès de

docteur Marielle LAURENTY, médecin radiologue,

survenu le 19 avril 1991, à l'âge de trente-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 25 avril, à 14 h 30, en l'église de Fleury-en-Bière, près de Barbizon (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, avenue Emile-Deschanel, 75007 Paris, Le Village, 77300 Fleury-en-Bière.

- Les familles Lucas, Beljanski et Perrot, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve René LUCAS,

survenu en son domicile le 14 avril 1991 en sa quatre-vingt-dixième année. 46, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris.

- Nancy.

M<sup>me</sup> Marie Markiewicz, M. André Markiewicz, M. et M<sup>me</sup> Zbigniew Furmanski et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Zygmunt MARKIEWICZ, professeur retraité à l'université de Nancy-II et Paris-IV,

survenu le 17 avril 1991 dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Cet avis tient lieu de faire-part. 60, avenue Foch, 54000 Nancy.

- On nous prie de faire part du décès de

M. Olivier PERROY, ingénieur civil des Mines, officier des Palmes académiques, chevalier de l'ordre du Mérite national, survenu brutalement à Lomé (Togo), le 17 avril 1991.

De la part de

M<sup>me</sup> Olivier Perroy, née Marthe Faivre d'Arrier, Geneviève et Dominique Lacroix, François et Michel Baudard, Antoine et Claude Perroy, Brigitte Perroy, Marco et Didier Sigrist, Bruno Perroy, Yves Perroy, Ses treize petits-enfants, Et toute sa famille.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, à Saint-Louis-en-Briançais (Seine-et-Loire).

Des dons peuvent être adressés à ATD Quart Monde, CCP 4888-36 H Marseille.

368, avenue du Prado, 13008 Marseille.

- Willy Ronis, son mari, Stéphane Kovalsky, son petit-fils adoptif, La « Maison nationale des artistes », à Nogent-sur-Marne, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Marie-Anne RONIS, née Lamsaux,

survenu le 15 avril 1991, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

L'inhumation a eu lieu, dans l'intimité, au cimetière de Valenton.

- M. Jean-Baptiste Tomei, son épouse, Sophie et Marion, ses filles, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Colette TOMÉI,

survenu à Paris le 18 avril 1991.

27, rue de Chaligny, 75012 Paris.

- Ses nombreux amis ont la peine d'annoncer le décès de

Colette TOMÉI,

survenu à Paris le 18 avril 1991.

27, rue de Chaligny, 75012 Paris.

## Avis de messe

- Une messe en souvenir du

comte Michel D'ORNANO,

sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, le jeudi 25 avril 1991, à 11 heures.

## Anniversaires

- In memoriam. Le mardi 23 avril est le quatrième anniversaire de la mort de

Gérard BEZAULT.

Il aurait quarante-neuf ans.

- Il y aura un an, le 25 avril, disparaissait

M<sup>me</sup> Julien SAURY,

née Marie-Thérèse Fité.

Ceux qui l'ont connue, estimée, aimée, auront pour elle, ce jour-là, une pensée particulière.

## Manifestations du souvenir

- LA LICRA

rappelle ce jour de la déportation le souvenir de

M. Raymond-Raoul LAMBERT,

membre de la LICRA, Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, croix de guerre 1939-1940,

gagé à Auschwitz avec sa femme, née Bloch, ses quatre enfants et ses beaux-parents.

## SOUVENEZ-VOUS

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6504

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

## HORIZONTALEMENT

I. Leur utilisation est parfois nécessaire quand on veut avoir de l'air dans la chambre. - II. Quand elles sont noires, ne sont pas très lumineuses. - III. Peut être classé avec les bêtes de somme. Quand elle est bleue, on y voit parfois beaucoup de papillons. - IV. Pour le plongeur qui n'a pas de bouteille. Peut marcher sur la tête. - V. Adverbe. Qui ne peut pas supporter la souffrance. - VI. Est un peu comme du chinois. Participe. - VII. Partie du monde. - VIII. Possessif. Risque de crever quand elle est blanche. - IX. Ne sont pas commues. - Pronom. - X. Pas libre. Symbole. - XI. Bien gardée. Ancienne obligation.

## VERTICALEMENT

1. Arrêt de rigueur. - 2. Un beau rêve. Langue ancienne. - 3. Attention quand il est petit. Qui n'a rien d'exceptionnel. - 4. Certains forment une élite. Une partie de Paris. - 5. Pronom. Qui auraient besoin de s'arrêter. - 6. N'est jamais dépaté quand il est accusé. Ce n'est pas de la petite bière. - 7. Prouve qu'il ne menagait pas d'imagination. - 8. Les petites sœurs. - 9. Peut faire des poursuites. N'est pas superflu.

## Solution du problème n° 5503

## Horizontalement

1. Piérides. Atours. - 2. Accusation. Stop. - 3. Pore. Tanâtre. Ce. - 4. Enormité. Air. - 5. Leu. H. Népal. - 6. Crat. Al. - 7. Miniature. - 8. Crat. Al. - 9. Miniature. - 10. Crat. Al. - 11. Miniature. - 12. Crat. Al. - 13. Crat. Al. - 14. Crat. Al. - 15. Crat. Al.

## Verticalement

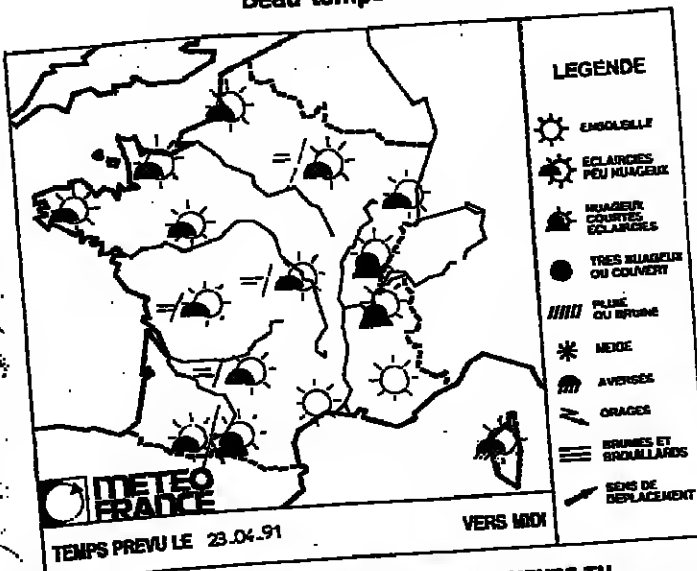
1. Papillard. Classe. - 2. Icônes. Religion. - 3. Ecrou. Came. Ost. - 4. Ruer. Arme. - 5. Is. Miniature. - 6. Datif. Et. Tard. - 7. Etat. Trés. Réa. - 8. Sirene. Silence. - 9. Oublier. - 10. Ans. Rats. Lait. - 11. Raab. La. Olof. - 12. Oseille. Limbes. - 13. Ut. Adré. Sil. - 14. Roc. Amas. - 15. Spéciale. Suite.

GUY BROUTY

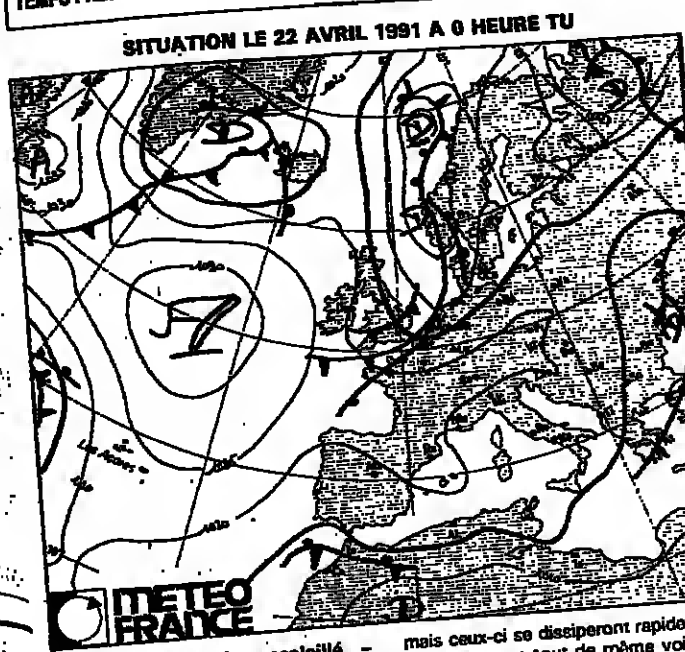


# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 23 avril 1991  
Beau temps frais



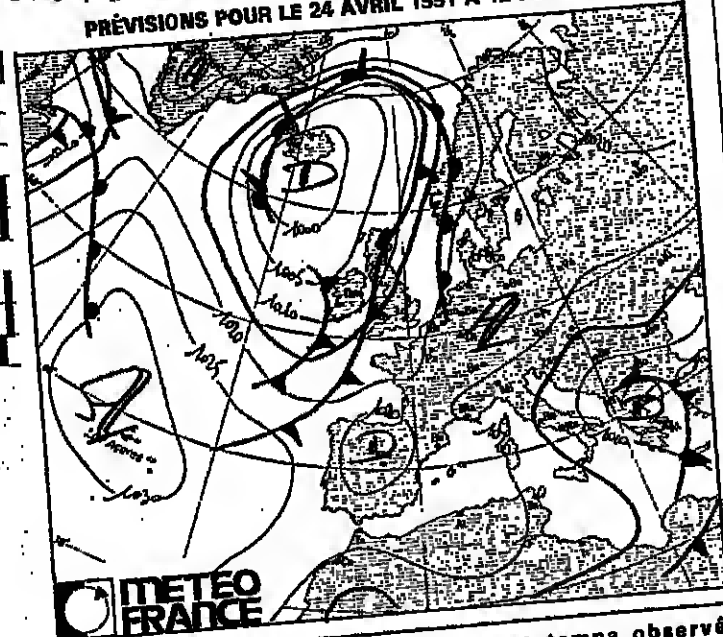
TEMPS PRÉVU LE 23.04.91



Mercredi 24 avril : ensoleillé. Après une rapide dissipation des brouillards matinaux, la journée sera bien ensoleillée en général. Sur les régions du Nord-Est, les nuages seront nombreux ; les éclaircies seront rares, et quelques averses se produiront encore le matin. Beaucoup de nuages également sur la Bretagne et près de la Manche le matin.

Température de 0 à 3 degrés au lever du jour, 4 à 8 degrés près des côtes ; 13 à 16 degrés l'après-midi sur la moitié nord ; 15 à 18 degrés sur la moitié sud ; jusqu'à 20 degrés près des Pyrénées.

PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 22-04-91

France				Étranger			
ALGER	14	8	D	TOULOUSE	10	-2	D
ANGERS	11	5	D	TOURS	10	1	N
BORDEAUX	11	5	D	POINTE-A-PITRE	30	21	N
BREST	11	5	D				
CLERMONT-F.	10	5	D	ALGER	16	10	N
DIJON	10	5	D	AMSTERDAM	9	5	O
LYON	10	5	D	ATHÈNES	20	12	D
MARSEILLE	11	5	D	BANGKOK	37	26	C
NANTES	12	6	D	BARCELONE	13	5	D
PARIS-MONT.	12	6	D	BELGRADE	13	5	D
PERPIGNAN	12	6	D	BERLIN	7	2	C
RENNES	12	6	D	BUDAPESTE	10	5	C
STRASBOURG	10	-3	D	COPENHAGUE	24	18	D
				DAKAR	19	14	C
				DUBAÏ	0	-3	D
				HONGKONG	22	10	C
				ISTANBUL	25	18	N
				JERUSALEM	22	21	D
				LA CAIRE	22	21	D
				LONDRES	11	4	C
				LOS ANGELES	18	10	D
				LUXEMBOURG	7	-1	C
				MADRID	13	13	D
				MARRAKECH	23	13	D
				MEXICO	14	1	P
				MILAN	14	1	P
				MONTREAL	7	0	C
				MOSCOW	25	16	N
				NAIROBI	28	22	D
				NEW DELHI	40	28	D
				NEW YORK	8	6	C
				OSLO	15	5	D
				PALMA-DE-MAJ.	25	20	D
				PARIS	22	20	D
				RIO DE JANEIRO	23	25	P
				ROME	13	2	D
				SINGAPOUR	35	25	P
				STOCKHOLM	5	-4	D
				SYDNEY	20	13	C
				TOKYO	16	8	C
				TUNIS	7	-4	D
				VARSOVIE	13	4	D
				VIENNE	10	0	D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

**Le Monde**  
SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
chaque mercredi  
(éditions datées jeudi)  
Renseignements : 45-55-91-82.  
Poste 4 138

# RADIO-TÉLÉVISION

PIEPRE GEORGES

## IMAGES

## Bernard Tapie, coucou de M. Jourdain

**B**ERNARD TAPIE est un coucou politique. Le PS n'est pas son nid, pas même son parti, comme il a pris soin de le préciser à Anne Sinclair qui s'en doutait un peu. Mais comme il est coucou de gauche, c'est à gauche qu'il dépose ses oeufs dans le nid socialiste. « Il y a vraiment une gauche et une droite. Et quand vous êtes de gauche, il faut mettre tout d'urgence à réparer les dégâts sociaux de votre bonne gestion qu'à bien gérer. » Bernard Tapie, l'homme aux trois visages, le sport, les affaires, la politique, a fait de cette dernière « comme d'autres de la proza, sans le savoir ». Cela voudrait dire

alors qu'il est aussi le coucou de M. Jourdain. Il excelle, Bernard Tapie, dans ce qu'il reproche précisément, dimanche soir, sur TF 1, à « 7 sur 7 », aux hommes politiques : « l'hypertrophie émettrice » combinée à une « hypotrophie récapitrice ». Trois jours avant « 7 sur 7 », pur hasard du calendrier, le député marseillais était à Montfermeil, aux Bosquets, pour y proposer trente-huit mesures en faveur des jeunes. Bernard Tapie était attendu, comme au coin du bois, et n'apprécia pas.

Eh bien pas du tout : « C'est ça que je voulais. Ils voulaient m'engueuler, ils l'ont fait. Et cela permet aux gens d'apprendre plein de choses. » Cette interprétation plus émettrice que récapitrice de la chose est dans l'art même de Bernard Tapie, l'esquive. S'était-il, dans un mouvement de tréteaux télévisuel, engagé à réduire en un an le Front national à moins de 10 % ? Anne Sinclair lui rappelle la formule tapiste des trois cents points chauds à traiter. « Moi, j'en traite un. Montfermeil (...). Ces mêmes qui sont au désespoir, (...) il faut les faire profiter de ceux qui les attirent. Quelqu'un de symbolique, connu, cela marche. »

L'OM, cela marche. Une enquête préliminaire sur les comptes du club : « Moi j'ai qu'une seule morale, ne pas jouer avec l'argent des contribuables. » Le Goffa, cela marche. « La guerre, on a tenu notre rôle. » La droite, cela marche. « Cela fait dix ans qu'ils nous expliquent qu'ils vont gagner les élections. C'est tout leur programme. » Les fausses factures, cela marche. « C'est démanché le déficit en image pour toute la classe politique (...), mais croyez-moi, la droite, on va pas les rater, sur ce coup-là. »

Les élections régionales en Provence-Côte d'Azur ? Cela va marcher. « 18 % de chômeurs à Marseille. Et pourtant cette région-là, croyez-moi, c'est la Californie, si on veut... »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 22 avril

- TF 1**
  - 20.50 Soirée spéciale : Les Étoiles du rire. Émission présentée par Michel Drucker et Christophe Dechavanne, en direct du Théâtre Rensu-Barrault.
  - 23.00 Magazine : La Vie de famille. Présenté par Jacques Pradel et Lisette Tardy. Pourquoi tu ne m'as pas dit ?
  - 0.00 Magazine : Va y avoir du sport.
  - 0.55 Journal, Météo et Bourse.
  - 1.20 TF 1 Nuit. 7 sur 7 (rediff.).
- A 2**
  - 20.45 Magazine : L'Heure de vérité. De François-Henri de Virieu, invité : Pierre Bédigoyon.
  - 22.00 Magazine : La Santé d'abord. De Marie Kosmowski et Geneviève de Montgolfier. Mai au dos, mai du siècle : Débat avec Nicole Crasille, le professeur Gérard Sallent, les docteurs François Le Corre, Jean-Noël Heulau, Serge Ratal : Corrélation : Chaussures à talons ou baskets ? De Camille Marchand et Marc Villiers : Les solutions au mode d'emploi, de Luc Vie quotidienne : Les solutions au mode d'emploi, de Patrick Le Gall ; La chirurgie, de Jean Louis Mahé.
  - 23.00 Journal et Météo.
  - 23.20 Série : Le Saint (rediff.).
- FR 3**
  - 20.35 Cinéma : Touchez pas au grisbi. ■■■ Film français de Jacques Becker (1954). Avec Jean Gabin, René Dary, Lino Ventura.
  - 22.15 Journal et Météo.
  - 22.40 Théâtre : La Classe morte. Pièce de Tadeusz Kantor, recréée et filmée par Neri Lisenstein, avec Maria Stangret-Kantor, Ewa Janicka, Andrzej Wolinski.
- 0.25 Musique : Carnet de notes.**
- CANAL PLUS**
  - 20.30 Téléfilm : Seize ans d'erreur, les six de Birmingham. De Mike Beckham, avec John Hurt, Martin Shaw.
  - 22.15 Documentaire : Les Six de Birmingham, leur témoignage.
  - 23.05 Fash d'informations.
  - 23.10 Cinéma : Ganeshatru. ■ Film indien de Satyajit Ray (1989). Avec Soumitra Chatterjee, Rume Guhethakura, Mamata Shankar (v.o.).
  - 0.50 Cinéma : La Vengeance du doge. ■ Film italo-français de Pino Mercanti (1983). Avec Guy Madison, Lisa Gastoni, Ingrid Schabert.
  - 2.20 Le Monde du cirque Bemum.
- LA 5**
  - 20.50 Feuilletton : Mystères à Twin Peaks. De David Lynch (2<sup>e</sup> épisode).
  - 22.30 Cinéma : Le Kid de la plage. ■ Film américain de Garry Marshall (1985). Avec Matt Dillon, Richard Crenna, Hector Ezquerra.
  - 0.10 Journal de la nuit.
  - 0.20 Demain se décide aujourd'hui.
  - 0.25 Le Club du Télé-achat.
  - 0.40 Rediffusions.
- M 6**
  - 20.35 Cinéma : L'Odyssée du Hindenburg. ■ Film américain de Robert Wise (1975).

## Mardi 23 avril

- TF 1**
  - 14.30 Feuilletton : Côte Ouest.
  - 15.25 Feuilletton : Le Vent des moissons.
  - 16.20 Club Dorothée vacances.
  - 17.30 Série : Chips.
  - 18.20 Jeu : Une famille en or.
  - 18.50 Feuilletton : Santa Barbara.
  - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
  - 19.55 Divers : Les folles les bêtes !
  - 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
  - 20.50 Cinéma : Le Septième Compagnon au clair de lune. ■ Film français de Robert Lamoureux (1977). Avec Pierre Mondy, Jean Lefebvre, Henri Guybet.
  - 22.15 Magazine : Ciel, mon mardi ! présenté par Christophe Dechavanne.
  - 0.05 Au trot.
  - 0.10 Journal, Météo et Bourse.
  - 0.35 Série : Mémoires (rediff., à 5.30).
- A 2**
  - 14.30 Série : Les Héritiers.
  - 16.10 Série : Arsène Lupin.
  - 17.05 Magazine : Giga.
  - 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
  - 18.35 Série : Alf (rediff.).
  - 19.05 Série : Mac Gyver (rediff.).
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.45 Cinéma : Mes meilleurs copains. ■ Film français de Jean-Marie Poiré (1988). Avec Gérard Lanvin, Christian Clavier, Jean-Pierre Bacri.
  - 22.40 Cinéma : La Montagne du dieu cannibale. ■ Film italien de Sergio Martino (1977). Avec Ursula Andress, Stacy Keach, Claudio Cassinelli.
  - 0.15 Journal et Météo.
  - 0.35 Musique : Jazz à Antibes.
  - 1.05 Série : Le Saint (rediff.).
- FR 3**
  - 13.00 Sport : Tennis. Open de Monte-Carlo 1991.
  - 18.28 Flash d'informations.
  - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
  - 19.00 Le 19-20 de l'information.
  - 20.05 Divers : La Classe.
  - 20.30 INC.
  - 20.35 Feuilletton : Le Roi Mystère. De Paul Planchon, d'après le roman de Gaston Leroux, avec Christopher Bowen, Orizio Driand (1<sup>er</sup> épisode).
  - 22.05 Journal et Météo.
  - 22.30 Télévision régionale.
- 0.25 Musique : Carnet de notes.**
- CANAL PLUS**
  - 13.30 Cinéma : Ganeshatru. ■ Film indien de Satyajit Ray (1989, v.o.).
  - 15.05 Magazine : Mon Zénith à moi (rediff.).
  - 16.00 Téléfilm : La Mystère de la baie. De Carl Schenkel, avec Tim Matheson, Pamela Sue Martin.
  - 17.35 Dessin animé : Les Simpson.
  - 18.05 Censilla peluche.
  - En clair jusqu'à 20.30
  - 18.30 Ça cartoon.
  - 18.50 Top 50.
  - 19.20 Magazine : Nulla pert ailleurs.
  - 20.30 Cinéma : Les Accusés. ■ Film américain de Jonathan Kaplan (1988).
  - 22.15 Flash d'informations.
  - 22.20 Cinéma : Vauve mais pas trop... ■ Film américain de Jonathan Demme (1988).
  - 0.00 Cinéma : Peur aveugle. ■ Film canadien de Tom Berry (1989).
  - 1.30 Cinéma : La Granda Java. ■ Film français de Philippe Clair (1970).
- LA 5**
  - 14.25 Série : L'Inspecteur Derrick.
  - 15.25 Série : Soko, brigada des stupés.
  - 16.25 Youpi ! L'école est finie.
  - 17.45 Série : Star Trek.
  - 18.05 Jeu : Allô Nelly Bobo.
  - 19.05 Jeu : La Ligne de chance.
  - 19.40 Série : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain.
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.40 Cinéma : Robin des Bois. ■ Film d'animation américain de Wolfgang Peta (1973).
  - 22.20 Magazine : Samanka.
  - 22.35 Cinéma : Canak. ■ Film français de Jack Régis (1982).
  - 0.00 Journal de la nuit.
  - 0.10 Demain se décide aujourd'hui.
  - 0.15 Le Club du Télé-achat.
  - 0.30 Rediffusions.
- M 6**
  - 13.55 Série : Cagney et Lacey.
  - 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
  - 16.40 Série : Drôles de dames.

- 17.30 Jeu : Hit hit hit hourra !
- 17.35 Jeu : Zygomusic.
- 18.05 Série : L'Homme invisible.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Le Léopard blessé. D'Andrew Marton, avec Marshall Thompson, Cheryl Miller.
- 22.10 Téléfilm : Les Frères Forester. De William Fruet, avec Yannick Bisson, Charley Higgin.
- 23.55 Six minutes d'informations.
- 0.00 Magazine : Dazibao.
- 0.05 Musique : Boulevard rock and hard.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
  - 16.30 Documentaire : Benedita Da Silva ou les Sautiers de la favelle. De Nena Barcel.
  - 17.10 Cinéma d'animation : Images. De Nena Barcel.
  - 17.25 Série : Baranboim et Schiff jouent Mozart.
  - 18.35 Documentaire : L'Opéra du roi.
  - 18.50 Flash jet à 21.00, 23.52.
  - 19.20 Documentaire : Alt Lahcene, la Huitième Jour du neuvième mois lunaire. De Jacques Falck.
  - 19.55 Le Dessous des cartes.
  - 20.00 Documentaire : L'Opéra du roi. De Figueira. De Viviane Baubry-Gautier.
  - 20.30 Documentaire : Mema era punk. D'Edouardo Casanova.
  - 21.00 Magazine : Mégamix.
  - 22.00 Magazine : Dynamo.
  - 22.30 Téléfilm : Le Chemin de Dames.
- FRANCE-CULTURE**
  - 20.30 Archipel science. Einstein, philosophe.
  - 21.30 Virus biologique, virus informatique.
  - 22.40 Les nuits magnétiques.
  - 0.05 Du jour au lendemain.
  - 0.50 Musique : Code. Spike Lee.
- FRANCE-MUSIQUE**
  - 20.30 Concert (donné le 20 avril salle Pleyel) : Concerto pour harpe et piano, cordes en basse continue en la majeur BWV 1055, de Bach ; Concerto pour piano et cordes, de Bach ; Concerto pour piano et cordes, de Vivaldi ; Les quatre saisons, de Vivaldi ; Les virtuoses de Moscou, dir. Vladimir Spivakov ; sol : Alexis Dubrovin, Vladimir Kravtchenko, piano, Vladimir Spivakov, violon.
  - 23.07 Poussières d'étoiles.

سكرايا لالاجا

Le débat sur la télévision haute définition

## Les chaînes privées refusent qu'on leur impose le D 2 MAC

Les chaînes privées ne veulent pas que les autorités européennes leur imposent une norme ou un calendrier pour la transition vers la télévision à haute définition. Réunies à Cannes, les dix-huit sociétés membres de l'ACT (Association of Commercial Television in Europe) ont officiellement refusé le projet de directive préparé par la Commission de Bruxelles pour généraliser l'utilisation du D 2 Mac (le Monde du 24 mars). Une prise de position d'autant plus importante que l'ACT rassemble le gratin de l'audiovisuel privé européen, de M. Silvio Berlusconi à M. Rupert Murdoch en passant par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et TF 1.

« Le D 2 Mac peut constituer une réelle avancée technologique, mais la seule, a expliqué M. Gaston Thorn, président de l'ACT. On ne peut pas attendre cet objectif en imposant les choses. Si l'on veut choisir le MAC comme norme, qu'on n'impose pas le PAL amélioré ou tout

autre moyen. » La semaine dernière, le consortium britannique de télévision par satellite avait signifié aux autorités de Bruxelles qu'il n'adopterait le D 2 Mac que si la Communauté payait le surcoût économique du système.

En France, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques s'inquiète des progrès faits aux Etats-Unis sur une norme numérique de télévision haute définition (le Monde du 26 mars). Saisi par le bureau de l'Assemblée nationale, l'Office demande une « enquête approfondie » à M. Raymond Forni et Michel Pelchat sur cette stratégie concurrente du D 2 MAC. Les deux parlementaires avaient remis un rapport sur la TVHD en juillet 1989. Ils devront cette fois « évaluer les perspectives d'avenir » aux Etats-Unis de systèmes entièrement numériques et en apprécier les conséquences sur la stratégie européenne.

SOUDAN : selon un journal égyptien

## Une tentative de coup d'Etat aurait été déjouée

Une tentative de coup d'Etat aurait été déjouée la semaine dernière au Soudan et vingt officiers auraient été exécutés le 16 avril à l'aube, jour de la fête du Fitr, a rapporté samedi 20 avril, le quotidien égyptien *al Wafd* (opposition libérale). Selon le journal, plusieurs arrestations ont été opérées, dont celle du ministre de l'Intérieur, le général Fayçal Ali Abou Saleh, également membre du conseil de commandement de la révolution, en raison de son opposition à l'exécution, après un jugement sommaire, des militaires impliqués dans la tentative de coup d'Etat.

Le 15 avril, rappelle-t-on, la télévision officielle soudanaise avait

annoncé le limogeage du général Abou Saleh ainsi que du général Oussama Ahmed Hassan, président de la commission politique du conseil de commandement de la Révolution soudanaise. *Al Wafd* a ajouté qu'après son arrestation, l'ex-ministre de l'Intérieur aurait été placé en résidence surveillée, tandis que la justice au pouvoir aurait procédé à une vaste opération d'épuration dans les rangs de l'armée régulière. Par ailleurs, les forces gouvernementales soudanaises auraient tué 370 membres de l'armée populaire de libération du Soudan (APLS) en investissant une base du mouvement rebelle dans le Bahr-el-Ghazal (Sud-Soudan). — (AFP, Reuters)

ALGERIE

## Les militants de Kabylie ont manifesté en faveur de la culture berbère

Les Berbères de Kabylie ont organisé, samedi 20 avril, une journée de grèves et de manifestations en faveur de la reconnaissance de la langue et de la culture tamazight (berbère). Selon un dirigeant du Mouvement culturel berbère (MCB), M. Fateh Chair, les employés des usines publiques ou privées et de l'administration de la ville de Béjaïa, dans le nord-est du pays, ont suivi massivement l'appel à la grève. Dans la région de Tizi-Ouzou, autre fief berbère, les arrêts de travail auraient aussi paralysé d'importantes usines de textile et d'électroménager, ainsi que l'université.

La journée de protestation coïnci-

dait avec le onzième anniversaire du « printemps berbère », organisé en hommage aux militants berbères réprimés en 1980. Depuis l'instauration du multipartisme et de la liberté d'expression en 1989, un institut de langue berbère s'est ouvert à l'université de Tizi-Ouzou, une radio en berbère émet vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des revues spécialisées sont publiées en berbère et des cours libres sont assurés. Mais le MCB juge cette ouverture timide et revendique une reconnaissance de la culture berbère dans la Constitution, au même titre que la culture arabe et musulmane. — (Reuters)

A la suite d'un décès

## Les femmes qui fument se verront proscrire les avortements par voie médicamenteuse

La prescription de RU-486 (Mifégyne) associée à une progestérone sera dorénavant proscrire chez les femmes âgées de plus de trente-cinq ans et chez celles qui fument régulièrement depuis plus de deux ans.

Telles sont les principales conclusions de l'enquête faite, à la demande du ministère de la Santé, par les commissions de pharmacovigilance et d'autorisation de mise sur le marché, à la suite du décès d'une femme de trente et un ans après une injection de Nalador (une progestérone visant à stimu-

ler la contraction utérine après la prise de RU-486) (le Monde du 10 avril). Les interruptions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse (association Mifégyne-Prostaglandine) devront, précise le ministère, « être prosrites chez les femmes fumant régulièrement depuis plus de deux ans ». Il est de plus déconseillé « de s'abstenir de fumer pendant les jours qui précèdent et le jour même de l'intervention ». En outre, « cette approche médicamenteuse ne doit pas être utilisée chez les femmes de plus de trente-cinq ans ».

Le mécontentement des policiers de province

## Trois journées sans PV

Dans l'imaginaire policier, la grève des contraventions relève du fantasme. Ce désir d'être « aimé » du public, les gendarmes de la paix devaient l'assouvir en province, lundi 21 avril et les deux jours suivants.

Ces jours-là ne devaient être toutefois que des « journées sans PV ». A l'origine du mouvement, le syndicat national des policiers en tenue (SNPT, membre de la FASP, majoritaire) sait bien que toute grève est interdite dans la police. Aussi est-il simplement demandé aux quatre-vingt mille fonctionnaires de province de s'abstenir de verbaliser les infractions au stationnement.

A la place des traditionnels PV, des imprimés, expliquent les raisons d'un mot d'ordre aussi populaire, leur seront remis par les délégués syndicaux : « Vous venez de commettre une infraction, mais vous ne serez pas verbalisé(e) aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que le policier que je suis est mécontent. »

Des motifs de mécontentement que le SNPT détaille dans l'imprimé offert aux automobilistes : le dossier de la réforme des corps et carrières de la police nationale « qui reste dans les tiroirs », par manque de hardiesse des décideurs ; le « prime de pénibilité » (6 000 francs par an) qui est accordée aux policiers parisiens, mais pas à ceux « des grandes métropoles », à Valenciennes ou à Sartrouville, vivants dans des conditions aussi pénibles ; ou encore la non-valorisation de la prime liée aux nouvelles qualifications judiciaires (APJ20).

« Une journée de PV rapporte à l'Etat environ 2,2 millions de francs », souligne M. Viallet, espérant que le ministère de l'Intérieur « fera l'effort nécessaire pour éviter l'épreuve de force ». Dans la foulée des « trois jours sans PV », la FASP prépare une manifestation nationale à Paris, le 22 mai, dénommée « journée de la police ». — ERICH INCYAN

## Printemps... voilé

En voile suisse ou 100 % coton, les chemises, chemisettes ou blousons légers. Coton aussi pour les polos et pantalons qui jouent la couleur, grandes griffes choisies à

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Petits ripoux

Vous m'avez écrit, vous vous êtes plaint : T'es pas chic avec les flics. Chaque fois qu'on tue quelqu'un, tu piques un coup de sang. Faut nous comprendre. Jouer au gendarme et au voleur en cour de récré, ça va ; sur les terrains vagues des cités, bonjour les dégâts. Essaye d'être un peu plus indulgent.

Bon, OK, très bien. Vendredi soir, un brigadier, à bosse à l'Orly, police de l'air et des frontières, rentre chez lui dans l'Essonne et il fait un carton sur un voisin. Comme ça, pour rien, pour rigoler. Résultat, on l'inculpe : tentative d'homicide volontaire. Et on l'embarque : direction Fleury-Mérogis. Alors là, je proteste ! C'est pas de sa faute, il était complètement pété, le mec. Si on peut plus piquer dans les commissariats, déjà qu'on s'y ennuie à cent sous de l'heure vu qu'on prend même plus les dépositions de tous les connerds qui se sont fait faucher leurs affaires ou leur bagnole, qu'est-ce qu'on fout là ?

Autre arrestation ridicule : les cinq gardiens de la paix coffrés dans la berline lyonnaise. Vol avec

effraction. Association de malfaiteurs. Tout de suite les grands mots ! Il n'y a pas de mal à se faire les magasins placés sous la surveillance d'une patrouille de nuit. On se pointe en uniforme. On demande à un copain, un pompier monte-en-l'air, de passer par le toit, et on barbote quoi ? Des tapis-brosses et de la moquette soldée.

Ce matin, dans le *Figaro*, ils rigolent ; débile, le carreau de ce gang en tenue. Des gars-petit de la pince-monsieur. Permettez ! C'est une insulte à l'intelligence et au sens de l'organisation de ceux qui sont chargés d'assurer la sécurité des biens et des personnes. D'accord, ils se sont contentés de trois fois rien. N'empêche ! Trois fois rien multiplié par trois fois par mois égale trois fois plus que ce que touchent ces minables, obligés de faire la grève des P. V. en province.

Suffit pas, pour la police, de se distinguer dans la grande criminalité avec braquage, hold-up et mort d'homme, fait aussi que les petits ripoux puissent se lancer sur les traces des pots truands, histoire d'illustrer les vertus de l'otage.

## Cinq policiers de Meyzieu (Rhône) inculpés pour cambriolage

Cinq policiers de Meyzieu (Rhône) ont été inculpés pour association de malfaiteurs, vols par effraction et en réunion, et écroués, dimanche 21 avril, par M. Catherine Brusaferro, juge d'instruction à Lyon. Ils avaient été arrêtés au cours de l'enquête ouverte après l'interpellation, en flagrant délit de cambriolage, de plusieurs gardiens de la paix en service, jeudi 18 avril dans la soirée à Meyzieu (le Monde du 20 avril).

Ces policiers affectés au commissariat de Meyzieu - Nadia Moula, Michel Robert, Moïse Miredin, Claude Cavalli et François Arian, récemment mutés à Paris - sont soup-

çonnés d'avoir constitué une équipe ayant commis plusieurs cambriolages de magasins dans l'agglomération lyonnaise, au cours de leurs rondes nocturnes.

Claude Cavalli avait « recruté » plusieurs membres de sa famille dans l'équipe : son épouse Christine, qui répétait les magasins à cambrioler, a été inculpée de « vol avec effraction et en réunion » ; son frère Gérard, un sapeur-pompier qui pénétrait dans les établissements par les toits, a été inculpé des mêmes chefs d'inculpation que les policiers ; enfin, l'épouse du sapeur-pompier, Anne-Marie, a été inculpée de « recel ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 avril

Maussade

En ce dernier jour du mois boursier d'avril, la journée était maussade et pour la troisième séance consécutive l'indice CAC 40 négatif. Après avoir ouvert en baisse de 0,87 %, le baromètre de la place française perdait 0,90 % en fin de matinée. Du côté des hausses figuraient Midland Bank, Eurandace et Coddet. Du côté des reculs on notait UCB, UIF et Rousset Uclaf.

Devenez votre propre PATRON

sans en avoir les inconvénients VOUS POUVEZ EVITER les frais fixes d'installation : siège social, suivi du courrier, permanences téléphoniques, pour une somme très modique par mois.

GEICA 36 bis, rue du Louvre, 75002 PARIS. 40-39-91-12 +

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

Proche-Orient : « Israël après les Soud », par Marek Halter..... 2

#### Remaniement au Canada

Le dossier de la crise constitutionnelle confié à M. Joseph Clark..... 6

#### Juan Carlos au Nicaragua

Le souverain espagnol soutient la politique de réconciliation de M. Chamorro..... 8

#### La conférence sur l'Antarctique

Réglementer l'exploitation du sixième continent..... 8

#### L'affaire Urbatechnic

Le Syndicat de la magistrature organise une journée nationale de protestation..... 13

#### Les controverses sur l'action gouvernementale

M. Rocard est critiqué à droite et à gauche..... 13

#### Quatre élections cantonales

..... 15

#### Sports

La rébellion des stades en URSS..... 17

#### Art déco à Monaco

Le traditionnelle vente d'avril de Sotheby's avait valeur de test..... 18

#### Deux pièces d'Arthur Miller

Attention : chef-d'œuvre !..... 18

#### MC Hammer au Zénith

La star du rap américain..... 19

### SECTION B

#### Les profits des banques ont baissé en 1990

Les chiffres d'affaires des neuf premières ont progressé moins que les frais généraux..... 21

#### La semaine de quatre jours chez Peugeot-Poissy

Mille six cents emplois devraient être créés..... 23

#### CHAMPS ÉCONOMIQUES

• Dépenses de santé : une crise salutaire ? • La chronique de Paul Fabre • Lectures, par Bernard Manis..... 25 à 27

#### Le 28 MIP-TV

Producteurs et diffuseurs ne parviennent pas à créer un front commun face au gouvernement ; Les obsèques de la production audiovisuelle, un point de vue d'Albert Mathieu..... 38

### Services

Abonnements..... 12  
Annonces classées..... 28 à 35  
Carnet..... 38  
Loto et Loto sportif..... 38-37  
Marchés financiers..... 36-37  
Météorologie..... 39  
Mets croisés..... 38  
Radio-Télévision..... 39  
Spectacles..... 19-20  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21-22 avril 1991 a été tiré à 510 124 exemplaires.

Dans un entretien au « Point »

## M. Mitterrand affirme qu'il ne s'occupera « aucunement » de sa succession

Dans un entretien accordé à Philippe Labro et publié dans le numéro du *Point* daté 22-28 avril, M. François Mitterrand évoque sa succession à l'Élysée en disant notamment : « Quand j'aurai quitté cette maison, je sais bien que, même si on passe la relais à des gens qui sont dans la même ligne, ou à peu près, je sais que le plus proche d'être eux voudra faire sentir sa différence, et je sais que, à la première occasion, il fera tout pour se démarquer de ma ligne. Alors, il ne faut pas s'y attarder. »

Le président de la République affirme également qu'il n'interviendra pas, à ce sujet, dans les débats internes au Parti socialiste : « Je ne m'en occuperai aucunement. On ne peut pas se substituer aux autres, chacun sait cela. Tel est, en tout cas, mon état d'esprit en ce moment. »

Interrogé sur la guerre du Golfe, M. Mitterrand indique, d'autre part : « On n'a reproché la formule « logique de guerre », mais je n'exprimais ni un désir ni une volonté. Je décrivais une situation. Cela ne m'a pas empêché de m'efforcer de trouver des moyens pour la paix. J'ai fait tout ce que j'ai pu mais mon analyse de départ était malheureusement juste, on l'a vu par la suite. »

Selon un sondage de l'IFOP

## Forte baisse de la cote du président de la République

Selon le « baromètre mensuel » établi par l'IFOP et publié dans le *Journaux du Dimanche* du 21 avril, 47 % des Français se déclarent satisfaits du président de la République, contre 56 % au mois de mars soit une chute de neuf points. La cote du premier ministre apparaît en baisse de trois points, avec 40 % de personnes satisfaites en avril contre 43 % en mars.

Ce sondage a été effectué du 2 au 11 avril auprès d'un échantillon national représentatif de mille huit cent soixante-neuf personnes âgées de dix-huit ans et plus.

MODE : AH, SI VOUS POUVIEZ DÉPENSER 150 F !

En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir par exemple ces métrages : 2 fois 2,50 m de tissus ravissants à 30 F le mètre, dont 2 robes d'été... Et tout est à l'avant : excitant, nouveau, libre, élégant. Oubliez enfin la contrainte des prix, la prétention des boutiques, etc. ! Et venez rencontrer « La Mode-Liberté » depuis 30 F le mètre

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS